

La crise en Pologne et l'anniversaire de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie

Les chantiers navals de Gdansk se sont joints à la grève

Cycle infernal

Grèves sauvages, occupation, mesures d'intimidation policières, réunions d'urgence au sommet, ultimatum de Solidarité, fin de non-recevoir du pouvoir, appel désespéré d'un évêque à la négociation... Le cycle infernal a repris en Pologne, quatre mois à peine après la dernière crise aux chantiers navals de Gdansk et aux aciéries de Nowa-Huta.

« L'automne sera chaud », avertissent. Il y a deux semaines Zbigniew Buzek, ancien responsable de Solidarité pour la région de Varsovie et figure légendaire du syndicat dissous. Les mineurs de Haute-Silésie n'auront pas attendu l'automne. Une fois de plus, le pouvoir et les dirigeants de l'opposition se trouvent débordés par la base. Le général Jaruzelski était d'ailleurs parti en vacances en cette fin août, traditionnellement marquée par les célébrations de l'anniversaire des accords de Gdansk qui, le 31 août 1980, donnaient naissance à Solidarité.

Lech Walesa avait lui aussi pris ses vacances en août. S'il n'avait sans doute pas prévu une recrudescence aussi rapide de la tension, il n'était pas pour autant resté inactif : il devait présenter le 28 août les grandes lignes du nouveau programme d'action de Solidarité, qui envisage d'autres formes de protestation que la grève, dont la crise d'août-mai a démontré la fragilité.

Mais qui s'oppose-t-il aux travailleurs polonais, lorsqu'ils voient leur pouvoir d'achat diminuer brutalement, les rayonnages des magasins demeurer désespérément vides, et les réformes dont leurs dirigeants leur rebattent les oreilles rester au stade des incantations ?

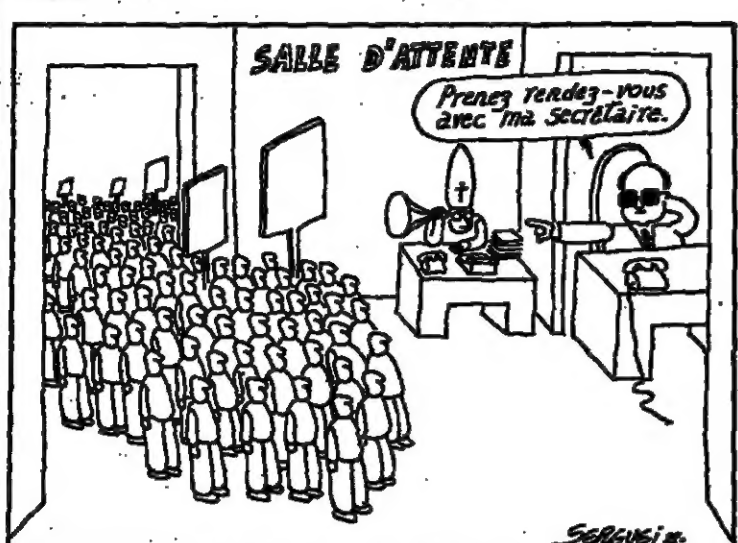
Le vague espoir que certains, notamment parmi les intellectuels, avaient placé dans la « perestroïka » gorbatchévienne a lui aussi été déçu : lors de sa visite à Varsovie en juillet, le numéro un soviétique n'a cessé de chanter publiquement les louanges du général Jaruzelski. Pour ceux qui en doutaient encore, il était donc clair que, tout au moins à court terme, le renouveau en Pologne ne viendrait pas de l'Est.

Les remanements apportés en juin à la direction du Parti avec en particulier l'accession de l'économiste Wiesław Bielecki, n'ont pas modifié l'état d'esprit d'une population qui n'attend rien d'un régime avant tout célébré pour avoir imposé l'état de guerre en 1981.

Les amères leçons des grèves d'août-mai — ni vainqueurs ni vaincus — n'auront donc pas découragé les ouvriers polonais. Car si les mineurs étaient restés à l'écart déjà il y a quatre mois, les chantiers navals de Gdansk, eux, se trouvaient au cœur du mouvement. Les signes d'une tension croissante ont été minuscules : grève aux aciéries de Stalowa-Wola en juillet, imposante présence policière à Gdansk lors du rituel dépôt de gerbe de M. Walesa au monument des Trois-Croix, pour commémorer le début des grandes grèves d'août 1980, et enfin ces violents incidents qui, encore dans le port de la Baltique, ont mis aux prises forces de l'ordre et jeunes manifestants à l'issue d'une messe le 14 août. Et toujours le slogan : « Pas de liberté sans Solidarité ! ».

« Ce n'est pas une défaite, c'est un cessez-le-feu », avait averti un gréviste des chantiers navals en mai. La bataille a repris, et chaque jour une nouvelle fois malgré lui, aux avant-postes et les zones autour des entreprises en grève.

La grève a été déclenchée le lundi matin 22 août à 8 heures aux chantiers navals de Gdansk, encerclés par les zomos, les unités anti-émeutes polonaises. Cette décision des ouvriers, soutenue par la direction de Solidarité, aggrave considérablement la crise sociale ouverte il y a une semaine par les mineurs de Haute-Silésie, qui avaient cessé le travail pour réclamer la légalisation du syndicat indépendant dissous, et de fortes augmentations salariales.



Lire nos informations page 24

Les massacres au Burundi

Nouvel épisode de la traditionnelle rivalité entre les deux ethnies du pays — les Hutus majoritaires et les Tutsis minoritaires. Le Burundi a été, la semaine dernière, le théâtre de véritables massacres (le Monde du 20 août). Un premier bilan officiel fait état d'au moins cinq mille victimes.

Les militaires envoyés par le gouvernement — où dominent les Tutsis — pour rétablir l'ordre dans les régions troubles se seraient livrés à une répression sanglante, pour se venger des violences commises par des Hutus contre des Tutsis. Les réfugiés Hutus continuent d'affluer au Rwanda voisin, où ils sont déjà plus de trente mille à vivre dans des conditions précaires.

(Lire nos informations page 6.)

Un article du secrétaire général de la CFDT

Le social, faille de l'Europe

par Edmond Maire

L'Europe de 1993 reste sans doute la dernière grande ambition susceptible de porter l'espoir collectif. Pourtant, la perspective européenne ne fait déjà plus l'objet d'un consensus large. Une inquiétude sourde se répand dans l'opinion : où conduit le processus économique-financier en plein développement ? Et si, au bout du chemin, la situation du plus grand nombre devait s'aggraver ? D'ailleurs, le rapport officiel qui crédite à terme la construction européenne de 2 à 5 millions d'emplois supplémentaires, selon la qualité des politiques d'accompagnement, souligne aussi qu'elle se traduira d'abord, en première étape, par cinq cent mille chômeurs de plus.

Alors que ces dernières années tant de déceptions sont nées de la

montée persistante du chômage — en dépit des alternances politiques — et de la multiplication des lâchetés-pour-compte de la modernisation, tout doit être fait pour que l'Europe ne rejoigne pas le cinquième des espoirs déçus. Ce serait dangereux pour notre pays, déjà affecté par un déficit d'espérance, une crise de confiance dans son avenir, dans ses forces sociales et politiques, un pays menacé par la désagrégation de son tissu social, terrain d'un Le Pen.

Il est significatif que, pour l'extrême droite, l'Europe soit en train de prendre place au côté de l'immigration comme thème repoussoir. Les leaders de l'opposition politique doivent faire preuve d'un grand esprit de responsabilité pour ne pas se laisser entraîner par ce nationalisme érigé et agressif, qui risque de devenir électoralement

payant. Déjà, PCF et CGT estiment profitable de présenter le processus européen comme une calamité économique et sociale, porteuse de tous les maux.

Le doute n'est plus permis : il y a risque de retournement de l'opinion publique française à l'encontre de la construction européenne. Et la situation n'est pas substantiellement différente dans d'autres pays, en particulier l'Allemagne fédérale. Il est temps d'éclairer ce qui est en cause et de rectifier la trajectoire.

L'inquiétude populaire tient, à notre sens, à l'absence de contenu social, ce pan béant de la construction européenne. D'un côté, l'union économique et monétaire progresse et mobilise les énergies ; bientôt, la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux ne rencontrera plus d'entraves.

(Lire la suite page 21.)

La mort de Jean-Paul Aron

Le philosophe-histrion

L'écrivain et philosophe Jean-Paul Aron est mort du SIDA, le samedi 20 août, à l'hôpital Claude-Bernard à Paris, à l'âge de soixante-trois ans. Il avait été la première personnalité française à parler publiquement de sa maladie, d'abord dans un entretien au « Nouvel Observateur », intitulé « Mon SIDA », en octobre 1987, puis dans une émission de télévision (Antenne 2) en juin.

Il se faisait passer pour le bouffon, au sens noble, seigneurial et canularique : celui qui dit aux grands, et aux autres, des vérités mélangées et cachées. Cachées sous la grimace ricanante, le sarcasme taillonnant, la facétie signifiante du dandy. Philosophe par des voies détournées, il s'était fait l'ethnologue de notre culture occidentale, observateur de nos mythologies, comme son ami-ennemi Roland Barthes.

Diabolotin aux grandes oreilles pointues qui usait du sourire double : le sourire qui mord et celui

qui réchauffe par sa puissance d'attention à l'autre. Sans en avoir l'air. « L'humour m'a sauvé, vengé du monde », confessait-il l'année dernière à Elisabeth Schemla dans un entretien fameux, qui restera comme le premier témoignage sur le SIDA rompant avec le « silence des intellectuels » (1).

Sur Antenne 2, dans une émission particulièrement émouvante et dérangeante — réalisée par Daniel Costelle et Nadine Lermite (2) — Jean-Paul Aron avait récidivé, renouvelant gravement son « aveu ». Sans fausse pudeur et sans exhibitionnisme, à peine amaigri à ce moment-là (l'émission avait été tournée en mars dernier, lors d'une embellie), silhouette longiligne et élégante en costume cravate et chemise au col épinglé, un agnostique nous parlait : il évoquait la façon dont on vit une maladie « incurable », la brusque révolution qu'on éprouve soudain à savoir toutes les perspectives bouleversées. L'espoir secret, malgré l'évidence, d'échapper. Il choqua aussi, en affirmant qu'il avait

toujours souffert de l'impossibilité du bonheur pour un homosexuel — donc un marginal. On n'oubliera pas cet Aron, vivant, vivace, avec son œil intelligent, les mains longues et mouvement incessant, la bouche qui se tord en rictus sarcastiques, mais un Aron atteint déjà par une résignation, une sérénité qu'on ne connaissait pas à cet homme tonitruant. Révolté malgré tout d'avoir été frappé, lui qui n'avait « qu'une vie sexuelle très sage ». « Comment voyez-vous l'avenir ? », lui demanda-t-on. « Je ne vous cache pas que j'envisage la mort comme indéniable et dans des délais relativement rapprochés. J'ai peut-être tort. Tant mieux si ça ne se produit pas... »

La dignité, la lucidité, le courage du malade ont touché les téléspectateurs.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 12.)

(1) « Mon SIDA », *Nouvel Observateur* du 30 octobre 1987.
(2) « Après l'aveu », A2, mardi 21 juin.

L'attentat anti-Israélien à Haïti

Il est revendiqué par le groupe Abou Nidal.

PAGE 5

Politique pétrolière

Les pays producteurs tentés par l'intégration verticale.

PAGE 20

Le Monde

ÉCONOMIE

La croissance Pacifique : la banque de Confucius. La chute de Paul Fehrer : un bon ministre et une mauvaise politique.

PAGES 17 et 18

Séisme en Inde et au Népal

Des centaines de morts.

PAGE 9

Nouveau président pour la SNCF

M. Jacques Fournier remplacera M. Philippe Rouvillois.

PAGE 19

Le travail des femmes

L'héritage et le choix.

PAGE 20

Sports

« Athlétisme » : le défi de Sédi Aoudia. « Football » : le coup de tête de Cantona ; un Sorbique en championnat de France.

PAGE 16

Chronique de 1789

Le roi ramené à Paris.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24.

EN LIBRAIRIE LE 25 AOUT

Jacques ALMIRA

Le Sémaphore

roman

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1,700 L. ; Japon, 4,500 ¥ ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Royaume-Uni, 306 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

6 octobre 1789

par MICHEL WINOCK

Louis s'était déjà présenté au balcon, afin de sauver la vie de ses gardes en danger. Cette apparition avait provoqué le salut bruyant de ceux qui se voyaient déjà vaincus.

Il se précipita vers la porte, et se sauva sans bruit. Il finit par promettre qu'il partirait à midi. Les acclamations avaient redoublé. Mais la reine est demandée à son tour. Manifestant un courage qui força l'admiration de beaucoup au cours de cette journée, elle se montre au balcon en compagnie de son fils et de sa fille, le duc d'Angoulême et la duchesse d'Angoulême.

Le Point d'après : Le risque était réel de revenir seule devant ces hommes et ces femmes vociférants, les uns armés de fusils et tous emplies de haine ou de ressentiment. La Fayette prend alors sur

Chateaubriand : « Je courus aux Champs-Élysées : d'abord parurent des canons sur lesquels des harpies, des larronesses, des filles de joie montées à califourchon, tenaient les propos les plus obscènes et faisaient les gestes les plus immondes... »

Il était à 8 heures du soir quand le cortège est arrivé à l'hôtel de Ville. Le maire Bailly a remis les clés de Paris au monarque. Celui-ci, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, a déclaré qu'il venait avec plaisir dans sa bonne ville de Paris. La reine, qui ne perdait pas sa présence d'esprit, souffla à Louis le mot qui manquait dans son compliment : *et avec confiance* — *Répetez, monsieur Bailly, que le roi a dit - avec confiance* ». Bailly répéta cette parole qui n'avait pu sortir de la bouche du roi. On applaudit. La famille royale fut alors conduite aux Tuileries sous bonne escorte.

L'ancien palais des Tuileries était dans un état d'abandon. Rien n'était prêt pour

Une autre version, qui n'est pas exclusive de la précédente, met en avant le rôle de l'« *or anglais* ». Rivarol, encore lui, dénonce ces députés, comme Dupont, qui sont autant de députés anglais, défendant à tout propos le traité de commerce passé avec l'Angleterre, lequel n'avait cessé de ruiner les manufactures françaises. M^{me} de Staël crut devoir réserver un chapitre de ses *Considérations sur la Révolution française*

Dès le lendemain de son arrivée à Paris, la famille royale, réunie dans une loge, reçoit les premiers hommages des Parisiens.

Evidemment, les résultats politiques de ces deux journées sont favorables au parti patriote, à tout le moins à son aile gauche, qu'un Barnave incarne alors au mieux : le roi ne peut plus faire obstacle au projet constitutionnel. La journée populaire à finalité défensive sert les desseins politiques des démons de celui-ci. Barnave écrira peu après à ses commettants que la ville de Paris avait une fois de plus sauvé la « liberté publique ». Qui fait ciu prodret : les « poissards » avaient tiré les marrons du feu au bénéfice du parti dominant de la bourgeoisie. Cependant, ce n'est pas un mouvement terrible. D'abord, c'est l'expression même de Barnave, si pas d'assus laisser quelque inquiétude au sein du parti patriote. L'ancien maître de Barnave, Mounier, déjà battu sur la question des deux Chambres, rompt avec l'Assemblée, regagne le Dauphiné, avant d'émigrer en Suisse. L'intervention populaire n'a pas seulement sauvé la Révolution ; elle l'a radicalisée. En Suisse, avec quelque recul, est le premier à faire allusion à la journée du 6 octobre future, pour ainsi dire, la Révolution change d'objet et de sphère : ce

DANS le camp vainqueur, on s'inquiéta tout de même aussi de cette montée des « masses ». Brissot, dans la *Patriote français*, se réjouit des conséquences « heureuses » de l'événement : la Cour et le peuple, les deux composants de leurs intérêts communs, l'ouvrage de la Constitution va être consolidé. Oui, mais Brissot souhaitait que le peuple calme son « effervescence », qu'il mette fin à ces « hommes turbulents », qu'il sèment le « feu de la révolte », car, s'il se livre encore à ses impulsions, « les honnêtes citoyens effrayés fulcront une capitale qui ne sera bientôt plus qu'un désert ». La majorité de l'Assemblée, qui par deux fois, grâce à l'appui populaire, lors de la crise de juillet et des journées d'octobre, avait pu sauver son œuvre face à la Cour, à la contre-révolution, ou simplement à la mauvaise volonté du souverain, n'aura de cesse de tenir en respect les nœuds trop ardentes de la plèbe. Encore lui fallait-il attendre l'approbation du roi : loin de l'avoir acquis par l'équité le 12 octobre, la majorité constituante allait se voir, à la rentrée, offrir d'un homme couronné que son retour informait à Paris n'avait pu qu'encourager à la sécession. Le 12 octobre, à l'insu de Necke, Louis XVI adressait secrètement au roi d'Espagne Charles IV une lettre dans laquelle il déclarait ne « pouvoir laisser avilir » la dignité royale, et qu'il le choisissait, comme chef de la seconde branche, pour déposer ses mains « la protestation sur son seinelle [...] contre tous les actes contraires à l'autorité royale qui [lui] ont été arrachés par la force depuis le 13 juillet ».

Un double divorce se profilait ainsi au lendemain des journées fameuses : entre l'Assemblée et le peuple de Paris ; entre l'Assemblée et le roi. Face à la protestation populaire, l'amélioration sensible du ravitaillement à partir de la fin d'octobre permit cependant à l'Assemblée de poursuivre son œuvre. En revanche, l'adhésion de Louis XVI devait se révéler une feinte : lui et Marie-Antoinette avaient plié sous la tempête ; ils attendraient le moment opportun pour se redresser. Ou fuir.

**Demain :
Paris capitale
(octobre 1789)**

**Sur France-Culture, à 19 h 30,
du lundi au vendredi,
MICHEL WINOCK commente
avec un historien chaque épisode
de cette chronique de 1789.**

Lundi 22 août :
« Le roi ramené à Paris »,
avec Jean-Paul Bertaud.

Mardi 23 août :
« Paris capitale »,
avec René Rémond.

M^{me} Thatcher
de la lég

4-20-68
4-20-68

Le gouvernement britannique a promis de payer pour les soins des soldats redoublés. L'IRA a déposé ces armes sans comment. Les soldats ont été eue les mains liées. Derrière le porte-parole du gouvernement, le général, a déclaré que les soldats ont été blessés et que les armes ont été détruites. Les soldats ont été blessés et les armes ont été détruites. Les soldats ont été blessés et les armes ont été détruites.

Pèler sur les l

ALL-GAWLEY
all other above spec

Quel que soit, en trois semaines après-midi, le jour où l'on décide enfin de se rendre des jours que le 21 août, les familles ont cherché à partir village après village dans le pays, sans dans le cas d'urgence dans l'ouest de

[illegible]

Je l'emmène à la capitale
 à l'heure où la bonne,
 comme d'habitude,
 vient avec sa Les
 de la tête, et Marie
 que elle attend la Thérèse
 l'emmène, elle présente à
 "l'écrit par le du Royaume
 elle ne peut même pas cli-
 quier ses propres es-
 et elle peut de travail
 "sur de cet attentat. L'en-
 la police ont qu'ils
 contenant d'une obser-
 neçoipère. Les bedou-
 tout pour de venir et sa-
 le feu du carnage. Sur
 l'origine de celui-ci : à
 bouquets de fleurs d'or-
 bord de la route, ainsi
 d'origine de coquelicot
 bels accompagnés d'un
 portant cette indication

ESPAGNE :

Deux gardes dans l'explosion

MADRID
de notre correspondant

Une voiture piégée dans le
arient été placés quelques-uns
de plastique et de mitraille a fait
son le dimanche 21 août au
passage d'un véhicule de la
cible dans la localité d'Estelle
l'ouest de la Navarre. Les
gardes qui l'occupaient, âgés
trente-trois et de trente-six ans,
morts sur le coup. Le ministre
l'intérieur, M. Corcuera,
attendu lundi 22 août à Estelle
deux assister à l'enterrement
deux victimes. Cet attentat a
encore été revendiqué, mais
doute qu'il est l'œuvre de

Trois jours plus tôt, le mardi 19, deux autres véhicules garde civile avaient été saisis par l'explosion d'une voiture près de Vergara, dans la province de Guipúzcoa. L'autre par une bombe placée dans une conduite d'égout à Aracazo, en Biscaye. Cinq civils avaient été alors blessés. Enfin, le samedi 31 août, une dizaine de bombes avaient explosé visant des concessionnaires de voitures françaises, dans les régions de Santander, La Rioja et du Pays basque, sans faire de blessés.

Cette nouvelle série d'attentats démontre que l'ETA, après

Paris

IRLANDE DU NORD : après la mort de huit soldats britanniques

Mme Thatcher semble hostile au rétablissement de la législation d'exception contre l'IRA

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement britannique ne sait plus que faire pour protéger ses soldats des coups redoublés de l'IRA, qui a frappé ces dernières semaines non seulement en Ulster mais sur le continent européen et à Londres même. Derrière les déclarations horrifiées du gouvernement et de la classe politique à Londres condamnant l'attentat d'Omagh (comté de Tyrone), qui a fait huit morts et vingt-huit blessés, perçut un certain désarroi : l'attentat de samedi est le plus meurtrier commis contre les troupes britanniques depuis celui de Warrenpoint (sud-est de l'Ulster) le 27 août 1979,

dans lequel dix-huit parachutistes avaient trouvé la mort. Au total, vingt-cinq soldats britanniques ont été tués depuis le début de l'année, dont vingt en Ulster. L'IRA a démontré qu'elle pouvait frapper où et quand elle le voulait « l'armée d'occupation », comme elle qualifie les troupes britanniques.

Rien n'a filtré de la réunion du cabinet de crise, samedi soir 20 août au 10, Downing Street, présidé par Margaret Thatcher, qui a écourté ses vacances en Cornouailles. Y participaient le ministre de l'Irlande du Nord, M. Tom King, ainsi que les commandants en chef de l'armée et de la police en Ulster, le général John Hume et le général Hermon. A l'issue de la réunion, M. King s'est borné à répéter que le

gouvernement « continuait d'étudier » la possibilité de remettre en vigueur la loi sur l'internement sans jugement.

Le premier ministre a jusqu'ici résisté aux demandes pressantes de ceux qui, unionistes protestants en tête, réclament à cor et à cri le retour à cette législation d'exception. Samedi dernier, le premier ministre de M^{me} Thatcher à Downing Street a d'ailleurs été le député unioniste du comté de Tyrone, M. Ken Maginnis, venu « à chaud » plaider sa cause.

Les unionistes ne sont pas les seuls de cet avis : de nombreux députés conservateurs à Westminster estiment également que le seul moyen de mettre fin à l'hécatombe des militaires britanniques et policiers du Royal Ulster Constabulary (RUC) est de mettre les membres de l'IRA sous les verrous, en passant outre à une procédure judiciaire déclarée inefficace. C'était l'avis du *Sunday Express* (conservateur nationaliste) dimanche et de la presse populaire.

« Internement sélectif »

Mais il semble peu probable que M^{me} Thatcher — pour une fois du même avis que les travaillistes et les centristes — remette en vigueur une loi qui avait donné des résultats catastrophiques entre 1971 et 1975, au point qu'il avait fallu l'abolir. A l'époque, des centaines de militants républicains avaient été internés sans jugement. Mais ces arrestations avaient déclenché une vague de violence sans précédent et précipité les catholiques dans les bras de l'IRA. M. King lui-même a qualifié la loi sur l'internement sans jugement de « meilleur sergent recruteur de l'IRA ». En outre, un retour à cette législation d'exception ternirait l'image de la Grande-Bretagne à l'étranger.

Aujourd'hui, certains préconisent un « internement sélectif », estimant que les services de renseignements britanniques en Ulster sont beaucoup plus fiables que dans les années 70. Mais pour la plupart des observateurs, la seule voie résidente dans un renforcement de la coopération entre Londres et Dublin dans la lutte antiterroriste. Tant que la frontière entre l'Eire et l'Ulster ne sera pas hermétique et que les tribunaux d'Irlande du Sud continueront d'être aussi cléments avec les « provos », les militaires britanniques n'auront aucun espoir. C'est donc sur le gouvernement de Dublin que Mme Thatcher doit faire pression pour que l'accord anglo-irlandais signé en novembre 1985, justement pour lutter contre le terrorisme de l'IRA, soit appliqué plus efficacement, estime-t-on à Londres. Cet accord, combattus par les protestants d'Ulster — car il octroie un droit de regard à Dublin sur leur province — comme par l'IRA, a pour l'instant donné peu de résultats concrets. Il est toutefois devenu un élément, sinon l'élément fondamental, d'un règlement politique de la crise irlandaise.

Pèlerinage morbide sur les lieux de l'attentat

BALLYGAWLEY

de notre envoyé spécial

Que faire, en Irlande, un dimanche après-midi, quand le soleil se décide enfin à se montrer, après des journées de pluie ? Le 21 août, de nombreuses familles ont choisi de se rendre au petit village de Ballygawley, situé dans le comté de Tyrone, dans l'ouest de l'Ulster. C'est un pèlerinage très spécial et plutôt morbide le long de la route A5 menant de Ballygawley à Omagh. A 7 kilomètres du village et à 9 de la ville, le cortège de voitures s'arrête. Les gens s'agglutinent sur quelques centaines de mètres de bitume. Par petits groupes, on pénétré la boue, à la recherche de traces de sang ; on fouille les bas-côtés de la chaussée, on commente à voix basse l'attentat commis il y a à peine quarante-huit heures. « C'est quand même lâche, dit une femme à la cantonade. Un attentat à la bombe, c'est comme poignarder quelqu'un dans le dos. » Les autres opinent de la tête. « Mais qu'est-ce qu'elle attend la Thatcher, crie un homme, elle prétend que nous faisons partie du Royaume-Uni et elle n'est même pas capable de protéger ses propres soldats. »

Il reste peu de traces de l'horreur de cet attentat. L'armée et la police ont quitté l'endroit, se contentant d'une observation en hélicoptère. Les badauds ont tout loisir de venir et revenir sur le lieu du carnage. Seul signe tangible de celui-ci : quelques bouquets de fleurs déposés au bord de la route, ainsi qu'une couronne de coquelicots artificiels accompagnée d'une carte portant cette indication : « En

sympathie, le 20 août 1988 : un simple hommage, tendre et sincère, pour vous montrer que vous n'êtes pas oubliés. »

Dans un champ autour d'un cratère de 4 mètres, des objets divers sont éparpillés : des morceaux de plastique, de verre ou de métal provenant du car écrasé et quelques effets personnels, vestiges dérisoires de ces jeunes vies brisées par un terrorisme aveugle.

Un peu plus loin, on visite une petite église où un jeune soldat est venu mourir sur une botte de foin, et un commerçant, qui n'a pas oublié que les affaires restent les affaires, a ouvert un stand de « fish and chips » et de hot-dogs. Quant à l'IRA, elle poursuit sa campagne de violences dans l'espoir de pousser le gouvernement de Londres à réagir en rétablissant, par exemple, l'internement sélectif sans jugement comme le réclament les Unionistes protestants. Les autres acteurs du drame nord-irlandais ont réagi selon leurs habitudes. M. John Hume, leader du SDLP (catholique modéré), a déclaré qu'il poursuivait ses pourparlers avec le Sinn Féin (branche politique de l'IRA), car, a-t-il dit, « il est encore plus urgent de lancer un ultimatum aux terroristes : la voie politique ou la guerre ». Le pasteur Paisley pour sa part a souhaité le rétablissement de la peine de mort. Quant au primate catholique, le cardinal Tomás Ó Fiaich, il a lancé un énième appel aux terroristes : « Arrêtez, au nom de Dieu », avant que le pays que nous aimons ne soit noyé dans le sang et détruit à tout jamais. »

ALAIN WOODROW.

ESPAGNE : nouvelle offensive de l'ETA

Deux gardes civils ont été tués dans l'explosion d'une voiture piégée

MADRID

de notre correspondant

Une voiture piégée dans laquelle avaient été placés quelque 60 kilos de plastique et de mitraille a fait explosion, le dimanche 21 août au matin, au passage d'un véhicule de la garde civile dans la localité d'Estella, dans l'ouest de la Navarre. Les deux gardes civils qui l'occupaient, âgés de trente-trois et de trente-six ans, sont morts sur le coup. Le ministre de l'Intérieur, M. Corcuera, était attendu lundi 22 août à Estella, où il devait assister à l'enterrement des deux victimes. Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais nul ne doute qu'il est l'œuvre de l'ETA militaire.

Trois jours plus tôt, le vendredi 19, deux autres véhicules de la garde civile avaient été les cibles d'attentats. L'un avait été atteint par l'explosion d'une voiture piégée près de Vergara, dans la province de Guipuzcoa, l'autre par une bombe placée dans une conduite d'égout à Aracaldo, en Biscaye. Cinq gardes civils avaient été alors blessés, dont l'un grièvement, ainsi qu'un passant. Enfin, le samedi 13 août, une douzaine de bombes avaient explosé, visant des concessionnaires de voitures françaises, dans les régions de Santander, La Rioja et du Pays basque, sans faire de blessés.

Cette nouvelle série d'attentats démontre que l'ETA, après les

récents succès de la police espagnole qui avait démantelé plusieurs de ses commandos, a réussi, au moins partiellement, à reconstituer son infrastructure. Elle se produit en outre, paradoxalement, à un moment où l'hypothèse d'une prochaine reprise des « conversations » à Alger entre émissaires du gouvernement et de l'ETA vient d'être publiquement envisagée de part et d'autre. Les responsables de l'intérieur ont évoqué cette éventualité en posant comme uniques conditions préalables la libération de l'homme d'affaires Emiliano Revilla, enlevé par les séparatistes basques depuis près de six mois, et l'absence d'attentats durant les conversations. L'ETA, de son côté, a rendu public le 18 août, par l'intermédiaire du quotidien basque *Egin* qui lui est proche, un communiqué qui, tout en réitérant ses exigences traditionnelles, rappelle l'offre de « trêve » qu'elle avait formulée en janvier dernier.

Ces attentats visent-ils, suivant la logique habituelle de l'organisation séparatiste, à effectuer une démonstration de force avant une éventuelle négociation avec le gouvernement ? Toujours est-il qu'ils risquent surtout d'avoir pour effet de rendre plus difficile encore une reprise des conversations d'Alger, auxquelles l'opposition et la presse conservatrices se montrent ouvertement hostiles.

THIERRY MALIMAK.

GRANDE-BRETAGNE

Les pubs ouverts l'après-midi !

A 14 h 50 précises, les consommateurs des pubs britanniques se ruèrent traditionnellement vers le comptoir pour commander une dernière pinte de bière, dix minutes avant la fermeture obligatoire des établissements pour l'après-midi. A compter du lundi 22 août ils n'ont plus à regarder leur montre, puisque une nouvelle loi autorise les soixante-huit mille pubs et débits de boisson d'Angleterre et du Pays de Galles à ouvrir sans interruption de 11 heures à 23 heures en semaine et jusqu'à 15 heures le dimanche.

C'est en 1915 que le gouvernement du libéral Lloyd George, qui ne bavait jamais une goutte d'alcool, fit voter les *licensing laws*. Ces mesures de restriction visaient en premier lieu à empêcher les soldats en permission et les ouvriers de l'industrie de l'armement de s'enivrer. Le plan échoua lamentablement, mais la loi demeura, et avec elle la capacité légendaire des Britanniques à ingurgiter des quantités impressionnantes de bière en un temps record... De nombreux députés, conservateurs en particulier, ont estimé ces dernières années que le moment était venu d'abroger ces règlements qui n'ont « ni rime ni raison », pour reprendre les propos du ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd.

L'expérience écossaise

L'enterrement des *licensing laws*, promis dans le dernier manifeste électoral de M^{me} Thatcher et approuvé ensuite par la Chambre des lords, satisfait bien entendu les tenants des pubs, qui comptent bien accroître leur chiffre d'affaires par la vente de boissons... non alcoolisées et de petits plats, beaucoup plus rentables en fait que le whisky ou la bière ! En revanche, le puissant lobby anticlootique n'apprécie pas du tout cette libéralisation de la loi, qui va, à ses yeux, favoriser l'alcoolisme et les maladies qu'il entraîne une consommation excessive. A ces critiques, les partisans de l'ouverture sans interruption et les brasseries, qui contrôlent la majorité des pubs, haussent les épaules et soulignent les enseignements de l'expérience écossaise. Dans cette région qui jouit d'un régime libéral depuis seize ans, la vente d'alcool n'a pas globalement augmenté. Elle est simplement mieux répartie au long de la journée. Les consommateurs, plus détendus, ne sont plus obligés de « jouer contre la montre » jusqu'à ce que retentisse la clochette annonçant l'heure des dernières commandes...

● Deux inculpations après l'accident du train de Leningrad-Moscou. — Une commission officielle d'enquête a imputé vendredi 19 août la responsabilité du déraillement et de l'incendie du rapide Leningrad-Moscou, qui ont fait vingt-huit morts mardi, à deux responsables locaux des chemins de fer qui font l'objet de poursuites judiciaires. L'un d'eux aurait annulé, sans autorisation, l'instruction de limitation de vitesse, l'autre n'aurait pas donné de contre-ordre. — (AFP.)

HONGRIE

Attaques virulentes contre le projet roumain « d'aménagement du territoire »

A l'occasion de la fin des célébrations du 950^e anniversaire de la mort du roi Etienne, fondateur de l'Etat hongrois, les dirigeants n'ont pas ménagé leurs critiques contre le projet de Bucarest consistant à raser quelques sept mille villages de Roumanie dont beaucoup sont peuplés d'habitants de souche hongroise, pour en faire des centres agro-industriels.

Dans un discours prononcé samedi 20 août à Pecsvarad (sud du pays), M. Imre Pozsgay, ministre d'Etat et membre du bureau politique du comité central, a qualifié de « crimes contre l'humanité » les plans roumains « d'aménagement du territoire ». Sans jamais désigner nommément le chef du parti et de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu, M. Pozsgay a dénoncé la « politique oppressive et inhumaine des dirigeants roumains » à l'encontre de la minorité hongroise de Roumanie (1,7 million à 2 millions de personnes).

La Hongrie pourrait demander l'aide des organisations internationales dans le contentieux qui l'oppose à la Roumanie à propos de cette minorité qui se plaint d'une

assimilation forcée, a déclaré samedi le secrétaire du comité central du PC hongrois, M. Matyas Szarus.

Le pape officiellement invité

Par ailleurs, le cardinal Laszlo Paskai, primat de Hongrie et archevêque d'Esztergom, a officiellement invité samedi le pape Jean-Paul II à visiter la Hongrie, au cours d'une messe célébrant les célébrations du 950^e anniversaire de la mort de saint Etienne, et à laquelle assistait Mgr Francesco Colonna, envoyé spécial du Vatican. Cette invitation lui a été remise « au nom de l'épiscopat hongrois », de M. Bruno Stramb, chef de l'Etat, et au nom de l'Etat hongrois, a précisé l'agence MTI, estimant par ailleurs, que « le pape ne sera en mesure de répondre à cette invitation que dans quelques années. »

L'éventualité d'une visite de Jean-Paul II était depuis quelque temps envisagée à Budapest (le Monde du 19 août). — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Des milliers de personnes ont manifesté à Prague

(Suite de la première page.) Les passants se sont, ensuite, dispersés dans les rues adjacentes tandis que la police procédait à des contrôles d'identité.

Après cet incident, la foule est cependant devenue de plus en plus dense sur la place, où s'improvisaient des groupes de discussion. Des représentants de l'Association indépendante pour la paix, un groupe non autorisé, faisaient circuler une pétition réclamant notamment le départ des troupes soviétiques et l'abolition de la censure, que l'un d'eux lut à haute voix sous les applaudissements. Après plusieurs heures de cette agitation pacifique, les personnes rassemblées, jeunes pour la plupart, se sont formées en cortège, attirant de plus en plus de sympathisants, parmi lesquels sans doute des touristes, et ont voulu se diriger vers la rive gauche de la Vltava, où est situé le château de Prague, siège de la présidence de la République et de la plupart des ministères. Elles se sont heurtées à la police et aux unités anti-émeutes, appuyées de chiens policiers, qui avaient bloqué tous les ponts sur le fleuve.

« Honte à vous ! », criaient les manifestants, et encore : « Vous avez les chiens, nous nous avons la vérité ! », slogan qui faisait allusion à l'appel lancé il y a quelques jours par les représentants de la Charte 77 que les thèses officielles soient révisées et que soit rétablie la vérité sur les événements de 1968. Dans la soirée, les unités anti-émeutes sont intervenues pour disperser les manifestants qui tentaient de revenir vers la place Wenceslas, devant des curieux et des touristes somnolents sans ménagement de circonspection.

Avant même la dispersion finale, l'agence de presse officielle tchécoslovaque diffusait le communiqué suivant : « Selon un scénario préparé à l'avance avec la participation de ressortissants étrangers, les journalistes occi-

dentaux ont recherché avec persistance des sensations » pendant ce week-end anniversaire. « Les mesures prudentes et résolues prises par les forces de l'ordre ont empêché les troubles » dus à des « tentatives de provocation ».

Rassemblement à Moscou

Dimanche après-midi également, place Pouchkine à Moscou, une unité spéciale anti-émeutes a dispersé brutalement une manifestation organisée par l'Union démocratique pour dénoncer l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie. Là aussi la foule des badauds avait pris fait et cause pour les protestataires, n'hésitant pas à traiter de « fascistes » les policiers. Une centaine de personnes ont été interpellées, parmi lesquelles Sergueï Grigoriants, le rédacteur en chef de la revue *Glamosi*, qui a été retenu pendant quatre heures dans un commissariat avant d'être relâché dans la nuit.

La presse officielle soviétique n'a consacré ces derniers jours que peu de place à l'anniversaire de l'intervention en Tchécoslovaquie, hormis un commentaire de l'agence Tass décrivant l'intervention comme « nécessaire » et dénonçant la « campagne de propagande » à laquelle l'anniversaire donne lieu en Occident. L'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*, a justifié lui aussi l'intervention, tout en reconnaissant que la politique de M. Dubcek avait bien des choses en commun avec les réformes actuellement en cours dans les pays socialistes.

L'agence Tass a présenté la manifestation de dimanche comme un « rassemblement provocateur » organisé par « un groupe de gens obsédés par la manie des grands » et à laquelle l'anniversaire donne lieu en Occident. L'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*, a justifié lui aussi l'intervention, tout en reconnaissant que la politique de M. Dubcek avait bien des choses en commun avec les réformes actuellement en cours dans les pays socialistes.

Pour une « perestroïka » culturelle

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'intervention soviétique à Prague, vingt-cinq écrivains tchécoslovaques en exil, parmi lesquels Ota Filip, Pavel Kohout, Jiri Kolár, Antonín Liehm et Pavel Tigrid, lancent un appel pour une libération de la culture dans leur pays. Voici le texte de leur déclaration :

« Le système soviétique a secoué sa torpeur ; au Kremlin et dans les environs, la « perestroïka » se poursuit tard dans la nuit, sous le regard attentif de tous ceux à qui le sort de la liberté n'est pas indifférent. Parmi eux nous autres écrivains tchèques et slovaques, accusés par la situation dans notre pays à l'émigration (...)

« Les chers soviétiques, venus en août 1968 mettre fin à la « perestroïka » alors en cours en Tchécoslovaquie, ont aussi bloqué nos efforts pour le développement d'une culture tchèque et slovaque indépendante. A nouveau, la scène culturelle est passée sous la tutelle de censeurs et de fonctionnaires dociles, la liberté

de la création et de la pensée en fut chassée dans la clandestinité. Pour ne pas trahir le sens de nos choix fondamentaux, nous n'avons pu que la suivre.

« Notre cas n'est certes pas isolé ; mais il est en quelque sorte exemplaire. nous voulons croire que même dans la culture officielle de la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui il existe des forces capables d'œuvrer pour la « perestroïka » et pour plus de liberté. Le « ménage » en cours dans le bloc soviétique, toutefois, ne sera conforme à ses ambitions que s'il y a aussi, dans la maison rangée, une place pour des auteurs comme nous : si les livres peuvent paraître en Tchécoslovaquie sans être censurés, si les idées y peuvent circuler librement et être discutées publiquement.

« Il importe particulièrement de le rappeler aujourd'hui : tant que notre situation restera inchangée et que la culture de notre pays n'aura pas retrouvé son pluralisme naturel, même l'actuelle fraternisation américano-soviétique ne sera qu'un vain échange de sourires pour la télé. »

« Si ce n'est pas moi, alors qui ? » : cette profession de foi de Jeanne d'Arc, qu'un grand acteur soviétique prête plaisamment à Gorbatchev, résume l'engagement personnel de tous les intellectuels que j'ai rencontrés à Moscou au début de l'année 1988.

ELENA JOLY
LA TROISIÈME MORT
DE STALINE

Un livre présenté à Apostrophes, FR3, et... à la télévision soviétique

ACTES
HUBERT
NYSSSEN
EDITEUR

DISTRIBUTION PLE

Afrique

BURUNDI : Tutsis contre Hutus

Un premier bilan officiel fait état d'au moins 5 000 morts

Les massacres ethniques ont fait au moins cinq mille morts selon un bilan provisoire communiqué, lundi 22 août, par le ministre burundais des relations extérieures, M. Cyrille Mbonimpa. Apparaissant, une source gouvernementale, citée par l'AfP, avait fait état de vingt-quatre mille victimes. Quant aux diplomates occidentaux, ils parlent de plusieurs milliers de morts : les avis divergent sur le nombre exact — ou même approximatif — des victimes des affrontements tribaux qui ensanglantent le Burundi depuis le début de la semaine dernière. Ils divergent aussi quant à l'identité des victimes.

Le gouvernement, composé dans sa majorité de Tutsis, pourtant minoritaires dans le pays — entre 15 et 20 % de la population selon les estimations — laisse entendre que ce sont essentiellement des Tutsis qui ont été tués au cours de « massacres sélectifs » organisés dans la province de Kirundo (extrême nord du pays) par des membres de l'ethnie hutu — poussés par des « éléments extrémistes ».

Pour les autorités de Bujumbura — la capitale — ces événements visent à déstabiliser le pays et à provoquer la guerre civile. Armés de lances, de machettes et de gourdes, des foules en colère auraient, toujours selon des sources gouvernementales, attaqué des maisons habitées par les Tutsis. L'administrateur local (maire) de Ntega — la commune où les violences auraient été les plus — et sa famille auraient été tués.

Selon d'autres sources, notamment des réfugiés au Rwanda voisin, les massacres ont commencé dimanche 14 août lorsque un ancien soldat, un Tutsi, aurait abattu au moins deux Hutus dans la région de Ntega. L'assassin a alors été tué par une foule de Hutus en colère qui se seraient ensuite attaqués à toutes les maisons des Tutsis, faisant, selon un délégué du Haut Commissariat aux

réfugiés et d'autres diplomates occidentaux, environ 1 000 morts.

L'armée, mercredi, envoya des renforts dans la région des troubles, et, selon les réfugiés, les soldats auraient à leur tour organisé un massacre de Hutus pour se venger, en tuant hommes, femmes et enfants sans discrimination. Une réfugiée a ainsi raconté que des militaires ont obligé ses neuf enfants, âgés de six à quinze ans, à s'allonger devant sa maison avant de les transporter un par un à la hachette.

Exode massif

Selon des opposants au régime, en exil à Bruxelles, les militaires tutsis auraient bombardé les populations hutues au napalm, après avoir fait évacuer les Tutsis qui se trouvaient dans ces régions. Les autorités de Bujumbura démentent ces informations, tout en confirmant toutefois l'envoi d'hélicoptères Gazelle et Alouette de l'armée burundaise dans la région pour y effectuer des missions de reconnaissance et de transport.

Si la situation est maintenant « normalisée », selon le président burundais M. Pierre Buyoya, le couvre-feu a été imposé sur l'ensemble du territoire ainsi que d'autres restrictions à la circulation. Selon certaines informations, le calme n'aurait toujours pas été rétabli et les affrontements se poursuivraient.

Une chose est certaine : l'exode des Hutus, qui fuient la violence et la répression militaire, se poursuit à un rythme soutenu. Près de cinq mille personnes par jour, surtout des femmes et des enfants, arrivent ainsi au Rwanda, pays où leur ethnie est au pouvoir. Plus de trente mille réfugiés burundais se trouveraient maintenant au Rwanda, un des pays qui a déjà une des densités de population les plus élevées au monde et qui traverse une saison des pluies très diffi-

cile. Démunis de tout, les réfugiés n'ont pas encore tous trouvé d'abri malgré la réquisition des locaux disponibles, les écoles notamment, par les autorités rwandaises.

La situation est d'autant plus grave que les réfugiés du Burundi s'ajoutent à plus de 10 000 réfugiés rwandais, sinistrés à la suite de récentes pluies diluviennes. En dépit de la mobilisation des services publics et privés, la fourniture des vivres et des premiers secours reste insuffisante. Le gouvernement de Kigali — la capitale du Rwanda — aurait demandé l'aide de la communauté internationale pour faire face à cet afflux de réfugiés qui ont un besoin pressant de vivres, vêtements, tentes ainsi que médicaments.

Les ethnies tutsie et hutu qui viennent une fois de plus de s'affronter vivent pourtant étroitement mêlées, géographiquement et socialement depuis des siècles. Elles parlent la même langue, ont la même musique, les mêmes chants et les mêmes danses. Elles ne se distinguent par par l'implantation géographique mais par l'apparence physique — les Tutsis sont le plus souvent de grande taille — et surtout par une répartition des tâches sociales.

300 000 morts en 1972

Depuis son accession à l'indépendance en juillet 1962, le Burundi sombre périodiquement dans l'horreur des tueries. Marquée par une lutte acharnée pour le pouvoir dès les premiers jours de l'indépendance — succession de gouvernements à base ethnique et assassinats du premier ministre hutu Pierre Ngendandumwe (1965) et du prince héritier tutsi Louis Rwagasore (1969) — la vie politique de l'ancienne colonie belge du Burundi fut alors très ensanglantée.

En octobre 1969, alors que les émeutes ethniques étaient de plus en plus fortes, un coup d'État fut tenté

par des leaders hutus appuyés par des officiers, également hutus, de l'armée et de la gendarmerie. Le putsch échoua. Alors que des massacres de Tutsis avaient lieu à l'intérieur du pays, les autorités de Bujumbura firent procéder à l'arrestation et à l'exécution sommaire des principaux responsables hutus.

Cette rivalité entre Tutsis et Hutus dégénéra en 1972, du fait des vengeances et des rancunes accumulées, en une guerre d'extermination dont on a estimé les victimes à 300 000.

A l'époque, le gouvernement était composé en majorité de ministres tutsis, alors que plus de 80 % de la population appartient à l'ethnie hutu.

C'est à la fin du mois d'avril 1972 qu'éclata, à Bujumbura et dans le sud du pays, une insurrection d'éléments hutus. Dès le début, elle prit la forme d'un massacre systématique des habitants tutsis de ces régions mais ne parvint pas à renverser le régime du colonel Micombero à prédominance tutsie.

Le choc en retour fut une impitoyable répression : un nettoyage méthodique effectué par l'armée dans le sud du pays fit des dizaines de milliers de victimes. Dans le même temps, à l'issue de procès bâchés, tous les responsables hutus importants de Bujumbura (ministres, officiers, fonctionnaires, etc.) furent exécutés.

Puis la vengeance s'abattit sur les cadres moyens et inférieurs, des instituteurs aux écoliers et aux prêtres. Sous le couvert du rétablissement de l'ordre, les règlements de compte se déroulèrent libre cours provoquant la fuite vers les pays étrangers, le Zaïre et la Tanzanie, de milliers de Burundais de toutes ethnies.

Le souvenir de ces massacres qui durèrent plusieurs mois est resté très vivace parmi les populations burundaises, engendrant peur et méfiance réciproques qui viennent de dégénérer en un nouveau bain de sang. — (AFP, Reuters, UPL)



Enclavé au cœur de l'Afrique, à 1 200 kilomètres de l'océan indien et de 2 000 kilomètres de l'Atlantique, le Burundi, limitrophe du Rwanda et de la Tanzanie, est séparé du Zaïre par le lac Tanganyika. Avec 28 000 kilomètres carrés, c'est l'un des plus petits États du continent.

Plus de 80 % des 4,8 millions d'habitants sont d'origine hutu. Les habitants du Nord appartiennent à l'ethnie tutsi, minoritaire.

Bujumbura, la capitale, abrite cent cinquante mille habitants. Possession allemande jusqu'à la première guerre mondiale, puis protectorat belge, le Burundi acquiert le 1^{er} juillet 1962 l'indépendance, d'abord sous forme d'un royaume, avant de devenir, quatre ans plus tard, une république.

Le major Pierre Buyoya s'empare du pouvoir le 3 septembre 1987, remplaçant le colonel Jean-Baptiste Bagaza, également arrivé au pouvoir, onze ans plus tôt, par un coup d'État. Les principales ressources sont le café et le coton, l'élevage et la pêche. Le PNB par tête est de 240 dollars.

Les inondations

La deuxième ville du Soudan partiellement évacuée

Plusieurs pays africains sont frappés par des inondations catastrophiques. Le Soudan reste le plus atteint par le désastre. La deuxième ville du pays, Oued Medani, au sud de Khartoum, a été submergée samedi par les eaux du Nil Bleu, qu'ont gonflées les pluies intenses des quinze derniers jours sur le plateau éthiopien.

La ville a été partiellement évacuée, les pouvoirs locaux ne disposant pas de moyens suffisants pour affronter la catastrophe. La crue a englouti plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles.

Selon M. Omar Noureddayem, ministre soudanais des finances et président de la commission supérieure pour les inondations, les eaux menacent désormais le nord du pays. A titre d'exemple, il a précisé que, dans la région de Dongola, de larges superficies qui n'avaient pu être irriguées au cours des cinquante dernières années ont été totalement immergées.

La capitale, Khartoum, située au confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc, pourrait être directement menacée si le débit du Nil Bleu dépassait les 17 mètres. Samedi, le niveau du fleuve atteignait 16,6 mètres, soit 1 centimètre de plus que la veille et seulement 2 centimètres de moins que le niveau record atteint en 1946.

■ AU NIGÉRIA, les inondations dans la région de Kano, au nord du pays, ont fait plus de quatre mille morts. La rupture, jeudi, du barrage de Baganda — le troisième en importance du pays — n'a toutefois pas causé de pertes en vies humaines, mais a inondé des milliers d'hectares de cultures. La plupart des victimes ont péri dans les décombres de leurs maisons, qui se sont écroulées sous les pluies diluviennes, les plus catastrophiques au Nigéria depuis un demi-siècle. Un deuxième barrage a cédé, jeudi, à Kude.

■ AU TCHAD, une vingtaine de personnes sont mortes des suites des pluies diluviennes qui sont tombées presque quotidiennement, durant une semaine, en plusieurs endroits du territoire tchadien, causant en outre d'importants dégâts matériels.

A TRAVERS LE MONDE

Australie

M. Gareth Evans remplacera M. Hayden au poste de ministre des affaires étrangères

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, sera remplacé, le mois prochain, par le sénateur Gareth Evans, actuellement ministre des transports et des communications, a annoncé, le lundi 22 août, le premier ministre, M. Bob Hawke. M. Hayden, ancien chef du parti travailliste au pouvoir, a accepté la proposition qui lui avait été faite de devenir le gouverneur général de l'Australie en février prochain, en remplacement de Sir Ninian Stephen, et il a remis sa démission à M. Hawke. La future chef de la diplomatie australienne est un des vétérans de l'équipe au pouvoir. Par ailleurs, M. Hawke a procédé à un remaniement ministériel partiel. M. Robert Ray remplacera l'immigration M. Clyde Holding, qui reçoit portefeuille des arts et des territoires. — (AFP.)

Birmanie

Manifestation et grève générale à Rangoun

Les manifestations contre le régime ont repris le lundi 22 août, à Rangoun, où un mot d'ordre de grève générale a été lancé. Des milliers de manifestants, rejoints par des milliers de soldats en grève et des groupes venus d'autres villes, ont défilé dans les rues, en dépit du quadrillage d'importantes forces militaires et des barrières établies aux portes de la capitale. La présence des forces de police a été plus que compensée. Selon la radio officielle, ils ont conduit seize groupes qui ont manifesté dans les rues de Mandalay, la deuxième ville du pays.

Le Quotidien du peuple travaille, un des organes de la presse officielle, s'est violemment pris, dans son édition du week-end, aux manifestations. Il a fait état d'« horribles actes de violence » de la part des opposants, qualifiés de « démagogues avides de pouvoir » ayant rassemblé « des agitateurs et des vagabonds » et « organisé des durs et des voyous » afin de « rassembler une foule hystérique ».

Samedi, des milliers de personnes avaient déjà manifesté contre le nouveau président, M. Maung Maung, nommé la veille. Enfin, le ministre de la santé, M. Tun Win, a démissionné à la suite de la fusillade qui avait fait plusieurs morts le 10 août, les soldats ayant ouvert le feu contre du personnel médical à l'intérieur de l'hôpital général de Rangoun. — (Reuters, AFP.)

Corée

Pyongyang refuse des pourparlers séparés sur les Jeux

La Corée du Nord a rejeté lundi 22 août l'idée proposée par Séoul d'une réunion de vingt parlementaires des deux Corées, à Pyongyang à partir du 29 août, sur le thème unique de la participation du Nord aux Jeux olympiques. La réticence a été exprimée lors de la reprise des pourparlers en cours depuis vendredi à Pannunjon (le Monde du 20 août). La délégation nord-coréenne a fait valoir que cette question ne pouvait être séparée de celle d'un pacte de non-agression et a exigé, en agitant la menace d'un boycottage des JO, de partager l'organisation de ces derniers. Dès vendredi, le chef de la délégation sud-coréenne, M. Park Jong Kyu, avait indiqué qu'il était trop tard pour que le Nord accueille les cinq épreuves proposées par le Comité international olympique. — (Reuters, AFP.)

Etats-Unis

Le militant syndical Cesar Chavez met un terme à sa grève de la faim

Cesar Chavez, ce vieux militant des droits de l'homme et le président du syndicat américain des ouvriers agricoles, a mis fin, le dimanche 21 août, à une grève de la faim de trente-six jours destinée à dénoncer l'utilisation d'insecticides sur les raisins en Californie. M. Chavez, soixante et un ans, même campagne contre cinq types d'insecticides qui, affirme-t-il, représentent un danger et sont notamment cause de maladies et de malformations chez les nouveau-nés, dans les familles de vendangeurs. Cesar Chavez avait déjà refusé de s'alimenter pendant vingt-cinq jours en 1988 pour soutenir un boycottage du raisin, et pendant vingt-quatre jours en 1972 pour dénoncer les conditions de travail dans les grandes exploitations de l'Arizona. Ses critiques lui reprochent cependant de préférer les manifestations spectaculaires à l'organisation de son syndicat, qui a perdu bon nombre de ses membres.

La fin de la grève de Cesar Chavez, en présence du pasteur Jesse Jackson et des acteurs Martin Sheen et Robert Blake, a cependant donné lieu à une grande manifestation de protestation. — (AFP, Reuters.)

Nouvelle-Zélande

Wellington exige toujours le retour des faux époux Turenge

Le premier ministre, M. David Lange, a réitéré avec fermeté dimanche 21 août la demande de la Nouvelle-Zélande du retour sur l'atoll d'Hao, en Polynésie, des deux agents français impliqués dans l'attentat contre le Rainbow Warrior. A Wellington, plusieurs journaux avaient

prêté vendredi au chef de la diplomatie néo-zélandaise, M. Russell Marshall, des propos conciliants. « Nous n'aurons pas une position aussi rigide à propos du retour (à Hao) des deux auteurs », aurait-il dit. Dimanche, M. Lange s'est déclaré « très surpris » par ces propos et a indiqué que son gouvernement était « déterminé à n'accepter aucune monnaie d'échange et à obtenir l'application des accords fixés par le secrétaire général des Nations unies ». — (Reuters.)

Yugoslavie

Nouvelles manifestations anti-albanaises

Plus de vingt mille personnes, selon la police, ont manifesté le samedi 20 août à Titograd, capitale de la République du Monténégro, pour dénoncer la pression des « nationalistes albanais » sur les Serbes et Monténégrins au Kosovo et demander la normalisation de la situation dans cette région autonome, peuplée à 90 % d'Albanais et rattachée à la Serbie.

« A bas les bureaucrates ! », « On viole nos enfants ! », « Changeons la Constitution ! », ont scandé les manifestants, qui accusaient une partie des dirigeants yougoslaves de « n'avoir pris aucune mesure efficace pour lutter contre le « séparatisme albanais » au Kosovo, en passe de devenir une région « ethniquement pure » en raison du départ massif de Serbes et Monténégrins à la suite de pressions diverses.

Ce rassemblement, le cinquième du genre depuis début juillet, était le plus important à ce jour. Organisé par un comité non officiel de Serbes du Kosovo, il avait reçu le soutien du parti de Titograd. En revanche, la manifestation avait été condamnée par les plus hautes instances de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qui estime que ces réunions sont « politiquement nocives ».

Depuis des années, Serbes et Monténégrins se plaignent d'être contraints à fuir le Kosovo (30 000 départs depuis 1982) et d'être victimes de violences diverses de la part des nationalistes albanais : tentatives de viol, assassinats, agressions d'enfants, incendies de maisons et de récoltes, profanations de cimetières. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Les chances de guérison de Nelson Mandela seraient « excellentes »

Les chances d'une guérison totale du chef historique de l'ANC, Nelson Mandela, atteint de tuberculose, sont « excellentes », a fait savoir, samedi 20 août, l'hôpital du Cap où il est soigné, citant à l'appui de cet optimisme l'opinion d'un éminent expert étranger appelé en consultation.

Le docteur J.-G. Strauss, directeur de l'hôpital Tygerberg, a annoncé dans un communiqué que le leader de l'ANC, détenu depuis 1962, avait été examiné vendredi par un spécialiste indépendant, le professeur suisse Heinrich Hertzog, président de la Société européenne de pneumologie.

Il a aussi confirmé officiellement, pour la première fois, que M. Mandela souffrait bien de tuberculose (le Monde du 18 août).

C'est la première fois depuis son hospitalisation, le 12 août, que M. Mandela, soixante-dix ans le mois dernier, était examiné par un médecin extérieur à l'hôpital. Une polémique avait éclaté il y a quelques jours, l'entourage de M. Mandela, dont son avocat M. Ayob, ayant accusé les autorités de refuser de laisser examiner le prisonnier par un médecin particulier. Pour sa part, la direction de l'ANC, en exil à Lusaka, avait accusé Pretoria d'avoir fait subir à M. Mandela des « mauvais traitements » et de lui avoir prodigué des soins « tardifs ».

Par ailleurs le quotidien sud-africain Sunday Star a affirmé dimanche que M. Mandela pourrait être bientôt libéré « par décret ». Le gouvernement, affirme le journal, envisage de placer M. Mandela en convalescence dans une clinique privée où il serait autorisé à rencontrer des visiteurs, y compris des journalistes.

Le gouvernement pourrait, après quelques mois de ce traitement, décider de libérer le leader noir. D'autre part, cinq Noirs ont été tués — dont trois dans un affrontement avec la police — samedi dans les ghettos noirs de la province du Natal. — (AFP, AP.)

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

C.F.P.A.

Centre formation professionnelle
62, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94

Préparation intensive en septembre.

CEPES

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Proche-Orient

Malgré quelques incidents

Le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak est respecté

Un calme total régnait dimanche 21 août dans le Golfe, après l'entrée en vigueur, samedi, du cessez-le-feu, qui n'a été troublé que par des incidents isolés et mineurs. Le commandant du groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Irak et l'Irak (UNIMOG) a fait part, dimanche 21 août, de son optimisme en affirmant : « Le cessez-le-feu est opérationnel ». Il a ajouté qu'il n'avait eu connaissance d'aucun incident depuis que l'Irak a affirmé qu'un de ses soldats avait été tué par un tir d'artillerie irakien, à Salf-Saad, sur le front central, près de trois heures après l'entrée en vigueur de la trêve, samedi à 3 heures GMT.

L'Irak a formellement démenti cette accusation et, de son côté, accusé l'armée irakienne d'avoir violé le cessez-le-feu à peu près à la même heure en tirant des rafales d'armes automatiques sur le front central, en présence d'officiers de l'UNIMOG. De source proche des « bérêts bleus », on se refuse à affirmer qu'il y ait eu un incident isolé, mais on admet qu'il s'agit d'un incident isolé et probablement « accidentel ». On ajoute : « La ligne de cessez-le-feu est longue, et il est remarquable que rien d'autre ne se soit produit le premier jour. Les deux pays ont fait preuve de beaucoup de modération ».

Téhéran a accusé l'Irak de créer une tension psychologique, en menant une campagne de « propagande » concernant les violations du cessez-le-feu par l'Irak. La radio iranienne a dénoncé par ailleurs « les fautes organisées par le régime irakien samedi à Bagdad », au premier jour du cessez-le-feu, dans le but de « faire croire que la fin de la guerre a été une victoire pour l'Irak », alors que, selon la radio, « l'Irak n'a atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés en attaquant l'Irak ». Les autorités irakiennes, pour leur part, ont organisé samedi aucune manifestation dans le pays après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Moscou demande le départ des flottes étrangères

La liberté de navigation dans le Golfe a été un autre sujet de discordance entre les deux pays, sans cependant menacer le cessez-le-feu. Pour tester la bonne foi des Irakiens et leur détermination à respecter le cessez-le-feu, les Irakiens avaient dépêché trois bateaux dans le cas du Golfe, dont un pétrolier, l'Al-Zula, et le cargo Khawla. Estimant être en droit de continuer à contrôler les cargos à destination de l'Irak tant qu'un accord global de paix ne serait pas conclu, l'Irak affirme avoir raisonnablement et fût-il, dans la journée de samedi, le khawla, avant de le laisser poursuivre sa route.

Mais Bagdad conteste cette version et affirme que les Irakiens n'ont pas inspecté le khawla, mais se sont contentés d'envoyer des hélicoptères de combat le surveiller, dans le cas du bateau de guerre le khawla. Le ministre des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, a néanmoins protesté à propos de cette affaire auprès des Nations unies et a déclaré que l'Irak s'opposerait à toute tentative d'arraisonnement par Téhéran de navires faisant route vers ses ports. Toujours dans le même contexte, Téhéran a envoyé, quelques heures seulement après l'entrée en vigueur de la trêve, plusieurs bâtiments dans le Chant-El-Arab, la voie d'eau à l'origine du conflit et qui fut le théâtre de violents combats pendant les huit années de guerre. En dépit de cette démonstration de force, la situation est restée calme sur les deux rives du fleuve au passage des navires battant pavillon iranien sous les yeux des « bérêts bleus » des Nations unies.

L'URSS a fait savoir dimanche que, du fait de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, la présence dans le Golfe de navires de guerre de pays non riverains ne se justifiait plus. Dans un communiqué publié par l'agence Tass, le gouvernement soviétique a ajouté qu'il retirera sa flotte du Golfe dès que les autres pays feront de même, en faisant vraisemblablement allusion, sans le nommer, aux Etats-Unis et au Japon. Une proposition antérieure, dans laquelle la garde des eaux du Golfe devait être confiée aux Nations unies.

Réagissant au communiqué soviétique, un porte-parole de la Maison-Blanche a déclaré dimanche que les Etats-Unis ne retireraient pas l'ensemble de leurs bâtiments de guerre déployés dans le Golfe, malgré le cessez-le-feu intervenu dans la guerre irano-irakienne. « Nous ne réduisons l'importance de notre flotte que lorsqu'il y aura des indices précis et qu'il n'y aura plus de danger pour les navires américains. Les Etats-Unis ont des intérêts dans la région et y maintiendront leur présence à l'avenir. L'importance de cette présence sera déterminée en fonction des menaces potentielles », a ajouté le porte-parole. (Reuters, AFP.)

Le groupe Abou Nidal a revendiqué l'attentat qui a fait 25 blessés à Haïfa

Le Fath-Conseil révolutionnaire (d'Abou Nidal) a revendiqué, le dimanche 21 août dans un communiqué à Beyrouth, l'explosion qui avait fait vingt-cinq blessés, samedi à Haïfa. Le Fath-CR affirme qu'« une charge de forte puissance a été lancée par l'unité du martyr Najji Al-Ah, relevant du groupe du chef-fondateur martyr Khalil Al-Wazir, Abou Jihad ».

Abou Jihad, un des chefs historiques du Fath, principale composante de l'OLP, a été assassiné par un commando israélien à Tunis le 16 avril. Najji Al-Ah, caricaturiste palestinien, a été assassiné en août 1987 à Londres.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

À l'approche d'un week-end de violence - vingt-cinq Israéliens blessés dans un attentat à Haïfa, deux Palestiniens tués dans les territoires - les autorités craignent une dégradation accrue des relations entre juifs et Arabes en Israël même.

Elles redoutaient depuis longtemps que le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza ne débordât les territoires occupés et ne se fasse sentir en Israël - la « ligne verte ». Une série d'incidents dans la région de Tel-Aviv puis

l'attentat de Haïfa paraissent devoir confirmer leurs appréhensions. Certes, le gouvernement restait très prudent. Il ne se risque pas à établir un lien formel entre la révolte dans les territoires occupés et ce qui s'est passé samedi à Haïfa, le grand port du nord d'Israël. Le ministre de la police, M. Haim Bar-Lev, se voulait particulièrement circonspect. Il relevait que l'enquête n'en était qu'à ses débuts et que les quatre Palestiniens arrêtés à Haïfa n'étaient encore que des suspects, mais il n'en annonçait pas moins que trois d'entre eux étaient des résidents de Cisjordanie (de la région de Jérusalem).

L'attentat a eu lieu en début de soirée. Selon des indications assez confuses données par la police, les quatre hommes sont soupçonnés d'avoir lancé une grenade au beau milieu d'une rue piétonne - la rue Nordaue. C'est une artère très fréquentée où, à cette heure, la fin du samedi, - le repos hebdomadaire - se pressent nos foules familiales. La grenade est tombée au pied d'un arbre entre un café bondé et un magasin de jouets. Parmi les neuf blessés graves, figurent plusieurs enfants, dont un garçon de huit ans qui a dû être amputé d'une jambe.

Les quatre suspects auraient été appréhendés alors qu'ils se trouvaient encore sur place. Immédiatement, les autorités ont lancé des appels au calme afin de prévenir toute manifestation anti-arabe. Il n'y

en a eu aucune. Mais la situation à Haïfa est sensible parce que la ville abrite une forte proportion d'Arabes israéliens. Traditionnellement ancrée à gauche, Haïfa a la réputation d'avoir toujours su maintenir une coexistence intercommunautaire plutôt sereine - et c'est peut-être cela qui était visé.

Quels que soient les motifs et les auteurs de l'attentat de samedi, il intervient alors que huit mois de soulèvement dans les territoires occupés à faire sentir leur impact en Israël - la « ligne verte ». L'ampleur du phénomène ne doit pas être exagérée, mais la cohabitation entre Arabes et juifs en Israël domine et la des signes de fissures. Un durcissement est perceptible, de même que l'augmentation du nombre d'incidents violents entre juifs et Arabes (qui s'aggrave d'ailleurs avec la nationalité israélienne ou de résidents des territoires venus travailler en Israël).

L'impact du soulèvement

La police se refuse à attribuer « une origine nationaliste » à toutes ces affaires, mais c'est l'hypothèse qu'elle retient le plus souvent. C'est notamment le cas dans la région de Tel-Aviv : la police a noté, la semaine dernière, une centaine d'incidents relevant de la violence nationale, et il y en a eu d'autres pendant le week-end. Vendredi, un Palesti-

nien qui travaillait sur un chantier de construction a été passé à tabac par sept jeunes Israéliens. Samedi, deux jeunes femmes Israéliennes ont accusé trois Palestiniens de Gaza d'avoir tenté de les noyer alors qu'elles faisaient du canot pneumatique au bord d'une plage de Tel-Aviv.

Ce genre de violence - qui peut parfois relever du règlement de comptes ou du droit commun - ne date pas du soulèvement. De même qu'il y a déjà dans le passé en Israël des attentats perpétrés par des Palestiniens de Cisjordanie ou de Gaza. Il reste qu'un climat d'hostilité, l'impression que le conflit dans les territoires occupés a sérieusement entamé les relations entre juifs et Arabes en Israël.

On peut au moins parler d'une interaction, comme le montre l'exemple de l'affaire d'Or-Yehuda. Il y a quinze jours, dans cette banlieue populaire de l'est de Tel-Aviv, trois Palestiniens de Gaza étaient tués dans l'incendie criminel de la cabane qui leur servait de logement sur un chantier de construction (Le Monde daté 14-15 et du 17 août). La porte de la cabane avait été soigneusement bloquée de l'extérieur avec du fil de fer. La police a arrêté deux suspects et laisse entendre qu'ils avaient agi par « sentiments anti-arabes ».

La nouvelle déclenche deux jours d'émeutes à Gaza et le cycle n'est pas bouclé : dimanche, plusieurs

Palestiniens ont été appréhendés à Or-Yehuda, alors qu'ils venaient de lancer des engins incendiaires sur la maison d'une famille israélienne du quartier. « Si on ne la contrôle pas tout de suite, la situation va empirer », déclarait ce week-end le chef de la police du district de Tel-Aviv.

Dans les territoires occupés aussi, la journée de dimanche a été jalonnée d'incidents. A Gaza, un Palestinien de dix-huit ans a été tué par balles lors d'un affrontement qui aurait opposé une patrouille à « plusieurs centaines de manifestants » dans le camp de réfugiés d'El-Bourj. De nombreux secteurs du territoire ont, de nouveau, été placés sous couvre-feu. Une demi-douzaine d'accrochages ont eu lieu dans le nord de la Cisjordanie, notamment à Naplouse, à Tulkarem et à Tubas. Dans cette dernière localité, a indiqué un porte-parole militaire, les soldats ont ouvert le feu alors que leur vie était mise en danger par les manifestants : un Palestinien de dix-sept ans a été tué.

Depuis décembre, le soulèvement a fait quelque deux cent cinquante morts dans les territoires ; le chef d'état-major, le général Dan Shomron, a répété dimanche à la presse ce qu'il a souvent dit au cours des mois précédents : « Quelqu'un pense qu'il y a une formule magique pour mettre un terme à un mouvement de révolte profondément ancré dans la population se berce d'illusions ».

Al. Fr.

Les conséquences du dégageant jordanien de Cisjordanie

La classe politique israélienne s'interroge sur les projets de l'OLP

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sous l'apparence d'indifférence dont témoignent les commentaires officiels, Israël s'interroge. Et si c'était vrai ? Si l'État palestinien n'était qu'un « camp » de l'OLP ? Autrement dit, cette série de petites bombes diplomatiques lancées par des responsables palestiniens et qui, toutes, du document Abou Charif aux récents propos d'Abou Iyad, marquaient une évolution vers une reconnaissance de l'État d'Israël (Le Monde du 17 août).

Car qu'il s'agisse de constituer « un gouvernement en exil » ou « un gouvernement provisoire », ou encore de proclamer l'indépendance d'un État palestinien, la logique de la démarche revient au même : implicitement au moins, c'est promouvoir l'idée que ce fameux « gouvernement » doit négocier avec celui de Jérusalem sur une base - les résolutions 242 et 338 de l'ONU - reconnaissant le droit à l'existence de l'État hébreu.

Ce tournant-là, qui reviendrait à remettre en cause la charte palestinienne (appelant à la destruction de l'État d'Israël), l'OLP ne l'a jamais pris. Même si elle l'a parfois abordé, ce fut toujours pour rebrousser chemin : les déclarations de tel dirigeant palestinien étaient immédiatement contredites par celles d'un autre, jus-

tifiant ainsi Israël dans son refus de tout dialogue avec l'organisation de M. Yasser Arafat. Mais comment réagir si l'« aggrégation » en cours au sein de la centrale palestinienne devait se confirmer ?

M. Arafat devrait donner une première indication lors du discours qu'il doit prononcer à la mi-septembre à Strasbourg devant le Parlement européen. Toutefois, la véritable échéance sera la réunion du Conseil national palestinien, seule autorité qui puisse entériner un changement de ligne de l'OLP.

Quelles que soient les intentions réelles de l'OLP - manœuvre tactique ou véritable bouleversement de sa loi fondamentale - le résultat serait le même pour Israël. Un gouvernement en exil ou un État indépendant auto-proclamé, sans changer grand-chose sur le terrain, pourrait être reconnu par plusieurs dizaines de pays, isolant l'État hébreu sur la scène internationale.

Une reconnaissance des résolutions 242 et 338 pourrait satisfaire les conditions mises par les Etats-Unis pour un dialogue avec l'OLP - évolution qu'on n'appréhende pas sans inquiétude à Jérusalem. Cette perspective-là et la décision du roi Hussein de Jordanie de renoncer à ses prétentions sur la Cisjordanie ont suscité un désarroi certain dans la classe politique israélienne, tous partis confondus. A deux mois des

élections, la nouvelle donne qui s'esquisse - même encore floue - a surpris le gouvernement et les partis israéliens. Officiellement, on fait le dos rond ; on ne manifeste aucune émotion. Côté gouvernemental, une seule réaction : le ministre des affaires étrangères vient de constituer une cellule de réflexion pour étudier l'impact possible de la constitution d'un gouvernement palestinien en exil ou d'une déclaration d'indépendance palestinienne. Pour le reste, les principaux dirigeants du pays se sont limités, en public, à des commentaires indifférents ou sceptiques.

Le désengagement jordanien ? Le ministre des affaires étrangères et chef du gouvernement, M. Shimon Peres, affirme : « ne pas y croire » et le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir, affirme qu'« il est sans importance ».

« Un autre plan pour détruire Israël »

Les propos du numéro deux de l'OLP, M. Abou Iyad, évoquant une possible modification de la charte palestinienne ? M. Shamir n'est pas impressionné : « C'est juste un autre plan pour détruire Israël (...) C'est la théorie des étapes, adoptée par l'OLP il y a dix ans : la première étape est l'établissement d'un État palestinien dans les territoires (Cisjordanie et Gaza) ; la deuxième

étape, c'est de poursuivre la guerre jusqu'à l'élimination d'Israël ». Laissons tout de même filtrer un brin d'inquiétude, le premier ministre ajoutait : « J'espère que personne dans le monde ne sera tenté de reconnaître cet État palestinien qu'on se propose de déclarer ; en tout cas il n'y a aucune chance pour que les Etats-Unis le fassent ». M. Peres, plus nuancé, se disait tout aussi méfiant quant à la réalité de l'évolution en cours au sein de l'OLP : les propos d'Abou Iyad « sont vagues, c'est un langage de dévotion. Ce qu'il nous faut c'est une décision et une déclaration claires et nettes ».

Mais l'indifférence et le scepticisme affichés en public cachent mal une certaine perplexité et nombre d'interrogations. En début de campagne électorale, aucun des deux grands partis ne peut admettre ouvertement que son programme se trouve dépeint ou sérieusement mis à mal à la fois par la « rupture » jordanienne et par la campagne diplomatique de l'OLP. Pourtant, « la nouvelle réalité » commence à être prise en considération, et aussi bien au Likoud que chez les travaillistes, on sent quelques fissures, sinon quelques remises en cause.

Les travaillistes ont entrepris de remettre leur plate-forme électorale. Puisque le roi Hussein de Jordanie n'entend pas discuter d'un compromis territorial dans les territoires

occupés, il faut envisager le face-à-face avec les seuls Palestiniens - « pourvu qu'ils reconnaissent les résolutions 242 et 338 de l'ONU et renoncent au terrorisme » (on ne prononce pas le nom de l'OLP). Mais jusqu'où peut aller pareille négociation israélo-palestinienne ? Le parti est tiraillé entre « colombes » et « modérés ».

Le Likoud est tout aussi mal à l'aise. Si son chef, M. Shamir, maintient que « rien n'a changé », un des ténors du parti, M. Ariel Sharon, ministre de l'Industrie et du Commerce, n'est pas du même avis. Le désengagement jordanien, a-t-il dit cette semaine, est « une rupture sérieuse ». Et le vide politique ainsi créé va être comblé par l'OLP ; l'organisation de M. Arafat va provoquer un fait accompli international en proclamant un État palestinien indépendant et Israël doit la prendre de vitesse en annexant dès maintenant une partie des territoires.

Si elle a été refusée par le parti, la proposition de M. Sharon n'en est pas moins qu'un Likoud aussi on s'interroge sur la nouvelle donne. Tout reste suspendu au débat en cours au sein de l'OLP. Et rarement réunion d'un Conseil national palestinien aura suscité autant d'intérêt en Israël, et quelque appréhension tant l'émergence d'une OLP plus « réaliste » obligerait, ici aussi, en retour, à de profondes remises en cause.

ALAIN FRACHON.

Les nouvelles mesures prises à Amman

Les Cisjordaniens sont désormais considérés comme des « citoyens palestiniens »

Amman (AFP). - La Jordanie a décidé, le samedi 20 août, une série de mesures définissant le statut des habitants de Cisjordanie, désormais considérés comme « citoyens palestiniens » et non jordaniens, et réglementant les relations entre les deux rives du Jourdain.

Le premier ministre jordanien, M. Zeid Rifai, a publié un communiqué officiel : vingt-deux points qui régissent les relations avec la Cisjordanie conformément à la rupture, le 31 juillet, des liens légaux et administratifs entre la Jordanie et ce territoire de 900 000 habitants, qu'elle avait annexé en 1950 et qu'elle occupait depuis 1967. Ces mesures, entrées en vigueur samedi, permettent à « tout habitant de Cisjordanie » d'obtenir un passeport jordanien « temporaire, valable deux ans ». Les passeports délivrés avant le 31 juillet resteront valides jusqu'à leur date d'expiration et pourront alors être remplacés par les documents temporaires. Les habitants de Gaza - territoire de 630 000 habitants également occupé par Israël en 1967 - ont droit à la même procédure.

« Les détenteurs de ces passeports temporaires ne pourront demander la renouveau de leurs documents pour une période de deux ans. Pour obtenir ce document de voyage, tout intéressé doit se présenter personnellement auprès de l'administration jordanienne compétente, muni d'une demande et des documents nécessaires, certifiés par l'admi-

nistration des biens religieux (Waqf) de Cisjordanie ».

Toujours en ce qui concerne l'état civil, la Jordanie a décidé de « plus octroyer de « livres de famille » aux habitants de Cisjordanie. Les extraits de naissance, les certificats de mariage, de divorce et de décès seront désormais délivrés par l'administration des biens religieux de Cisjordanie et validés par la nouvelle Direction des affaires palestiniennes du ministère jordanien des affaires étrangères.

Les livres de famille seront annulés mais resteront aux mains de leurs détenteurs à titre de pièces justificatives d'identité. Mais les livres de famille délivrés aux Palestiniens par les autorités d'occupation israéliennes, dans le cadre de la réification des familles, et leur donnant le droit de résider dans les territoires occupés, ne sont pas touchés par ces mesures et continueront de permettre à leurs détenteurs de passer d'une rive à l'autre du Jourdain.

L'importation en Jordanie de produits agricoles et industriels venant des territoires se fera selon la nécessité, et sur la base de permis d'exportation délivrés par les coopératives de Cisjordanie et Gaza, et de permis d'importation des ministères jordanien concernés, en coordination avec la direction des affaires palestiniennes. En outre, les camions pourront continuer de traverser les ponts Allenby et Damieh en direction de la Jordanie, mais seront soumis au régime de l'entrée temporaire.

IFAM. The management school in Paris for students ready to choose the shortest way to achieve an american MBA

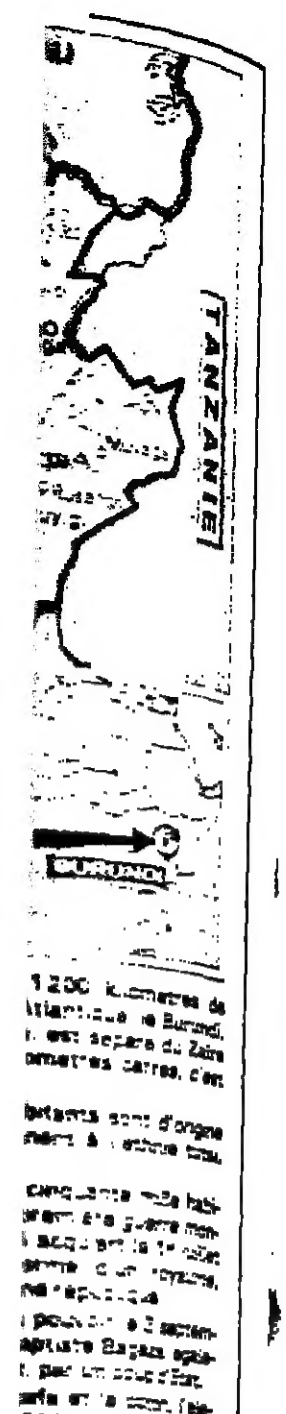
Depuis 1962, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux Etats-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses personnels académiques, IFAM University, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les élèves effectuent leur troisième ou quatrième année, IFAM convient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des élèves IFAM ont obtenu un diplôme équivalent leur MBA à l'University of Chicago, Indiana U, New York U, Purdue U, University of Wisconsin, Duke U, Mac Gill U. Les employeurs accèdent

de pied ferme ces jeunes managers formés à l'américaine : les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reviennent des Etats-Unis. Enfin, la réussite avec IFAM constitue avec le développement du programme « MBA University » le dernier effort des diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA de Pace University en 10 mois, dans 4 à New York. Avec 300 élèves à Paris et 200 aux Etats-Unis dans les meilleures universités américaines, IFAM, première école française à dispenser un diplôme équivalent leur MBA à l'University of Chicago, Indiana U, New York U, Purdue U, University of Wisconsin, Duke U, Mac Gill U. Les employeurs accèdent

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT - 29 rue Orléans, 75002 Paris - France - Tél. 47 34 38 23

(*) IFAM : l'école de management de l'été, la voie directe pour obtenir le MBA américain. Diplôme de management équivalent français.



RIQUE DU SUD

chances de guérison Nelson Mandela est « excellent »

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

M. Mandela est en bonne voie de guérison, selon les médecins de l'hôpital de Johannesburg. Le président de la commission de l'apartheid, M. Biko, a déclaré que M. Mandela était « excellent ».

Asie

PAKISTAN: les obsèques du président Zia Ul Haq

Un « martyr » encombrant

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Les quatre minarets de la mosquée Faygal s'élancent jusqu'à 86 mètres de hauteur dans un ciel d'azur. C'est un cadeau offert par l'ancien souverain saoudien au défunt président Zia Ul Haq pour récompenser son islamisme militant. En juin dernier, le « martyr » de la nation pakistanaise — c'est ainsi qu'il fut dorénavant le nommer — l'avait inaugurée en grande pompe. Zia repose ici désormais.

Il est 11 heures du matin samedi 20 août. Le soleil est déjà brûlant. Un demi-million de Pakistanaïes attendent le corps du général-président, vêtu de son uniforme.

Une dizaine d'hommes, les « fidèles », transportent successivement la dépouille mortelle. « Fidèles », c'est d'ailleurs beaucoup dire, tant que l'on ignore qui, et sur l'ordre de qui, l'avion présidentiel a explosé en vol, le 17 août, et aussi parce qu'un des porteurs n'est autre que M. Mohammad Khan Jinnah, ancien premier ministre, récemment éliminé par Zia le 29 mai dernier.

Mais la mort transmet tout : M. Jinnah n'a apparemment pas de rançonne et M. Benazir Bhutto, chef de file des opposants, fille de l'ancien président Bhutto, exécuté sur ordre de Zia, s'est contentée de dire que, pour les musulmans, le rappel à Dieu ne saurait constituer une surprise.

Sa prudence montre bien que la mort de Zia a pris tout le monde de court. L'armée d'abord, dont les principaux chefs ont péri avec leur président et qui, pour l'heure, semble jouer le jeu de la légalité démocratique. Les Pakistanaïes ensuite, qui se réjouissent d'une certaine façon, orphelins, mais comme on le serait d'un « Père Fouettard ».

La foule, qui attend derrière des haies de soldats et de policiers, est sage, comme indifférente. C'est une foule étrange, presque silencieuse, si l'on ne tient pas compte des professionnels de l'affliction. On entend quelques murmures, on lit quelques slogans : « Cher Zia, Dieu te bénit », « Nous te saluons des milliers de

fois, toi qui a laissé la nation orpheline ».

L'émotion, on le perçoit surtout dans la voix étranglée du commentateur de la télévision, multipliant les fleurs de rhétorique pour vanter les mérites de « chahid Zia » (« le martyr »). Le soir, sur le petit écran, on découvre ce que tous ceux qui attendaient à la mosquée n'ont pu voir : la levée du corps au domicile présidentiel à Army House, maison militaire, ou le désespoir de toute sa famille. Mais jamais on n'aura l'impression que le peuple pakistanaïse a manifesté sa tristesse. Zia, dirait-on par courtoisie envers le mort, manquait de charisme populaire.

Une cérémonie sans chaleur

Ainsi, il était surtout au sein de l'armée, qui était un peu « sa chose », à moins que, à la longue, le contraire ne se soit produit. L'armée était omniprésente tout au long de la cérémonie. Les chefs de délégation allaient en bon ordre se recueillir au bord de la tombe. Les caisses tombes vides et un coup, des détachements des trois armes tiraient en l'air, et chacun aller serrer la main des nouveaux maîtres du pays ou présumés tels, sans savoir très bien qui, au Pakistan, détenait la réalité du pouvoir.

Il y avait là le président par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, l'ancien général et actuel ministre des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, et trois officiers à la mine apparemment modeste : le chef de l'armée de terre et hiérarchiquement numéro un des forces armées, le général Mirza Aslam Beg l'aviateur, le général Hakimullah Khan enfin le marin, l'amiral Ishtikh Ahmad Sirohey. Le président par intérim reçut un peu plus tard, au palais, les chefs des principales délégations pour leur offrir en substance que la politique du Pakistan ne changera pas.

Respecté, Zia Ul Haq l'était à travers le monde de façon sélective, beaucoup de pays le considéraient, peut-être abusivement, comme un

banal tyran galonné. Le parterre de chefs d'Etat et de têtes couronnées venus lui rendre un dernier hommage était donc d'un niveau acceptable, sans plus. Il y avait certes, quelques chefs d'Etat (Bangladesh, Inde, Turquie, Zimbabwe et Gambie), mais surtout beaucoup de ministres des affaires étrangères de la tête des quelques trente-cinq délégations présentes.

Pays ami et — ce fut répété en diverses occasions au cours de la journée — qui le restera, les Etats-Unis étaient représentés par leur secrétaire d'Etat. Mais à l'usage des extrêmes de la tribune officielle, M. Shultz était entouré des ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne et d'Allemagne fédérale, sir Geoffrey Howe et M. Genscher.

A l'autre bout de la rangée, parmi les chefs de la résistance afghane, une autre « vedette » retenait l'attention, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb e Islami, la formation « fondamentaliste » la plus extrémiste de la résistance. Ce dernier, qui a perdu avec le président pakistanaïse son plus fidèle soutien, se déclarait convaincu que la position du Pakistan à l'égard des moudjahidins ne changera pas.

Les deux « stars » de la journée se rencontrèrent à la fin de la cérémonie et ils eurent ce curieux dialogue : « Vous savez, affirma M. Shultz, combien nous admirons ce que vous faites (...). Nous continuerons notre ferme soutien aux Afghans (...). Nous ferons, vous et nous, de notre mieux et nous gagnerons », assura-t-il. M. Hekmatyar, dont l'anti-américanisme est proportionnel aux faveurs dont il a bénéficié en matière de livraison d'armes américaines, répliqua : « Nous pensons que Zia Ul Haq a été une victime de la bataille d'Afghanistan. Nous avons perdu un grand ami, et nous croyons que la responsabilité des Etats-Unis s'est accrue ». Autrement dit, les devoirs de l'Amérique envers la résistance afghane.

Puis, comme une volée de moineaux, les délégations étrangères s'éparpillèrent et prirent le chemin de l'aéroport, laissant les Pakistanaïes avec un martyr déjà bien encombrant et un avenir plus qu'incertain.

LAURENT ZECCHINI.

La France a boudé la cérémonie

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Pour beaucoup de gouvernements occidentaux, Zia Ul Haq n'était pas un chef d'Etat très fréquentable. En France, la gauche ne lui avait jamais pardonné d'avoir fait pendre son prédécesseur, Ali Bhutto. M. Robert Benoit avait d'ailleurs été l'avocat de la famille Bhutto. Les années passées, et le président pakistanaïse ne se conduisant pas comme un tyran sanguinaire, les relations pakistano-françaises, notamment depuis 1981, se sont notablement améliorées.

Ainsi, le 14 juillet dernier, le président Zia, pour la première fois, s'était rendu à la réception donnée à l'ambassade de France à Islamabad. Paris, comme d'autres capitales européennes, cherchait notamment à accroître son influence commerciale.

Bref, compte tenu de ce climat de confiance, on se demande encore ici pourquoi la France a choisi d'ignorer la cérémonie au Pakistan, en n'envoyant personne aux obsèques du président défunt. M. Roland Dumas avait annoncé sa venue, puis celle-ci a été annulée, dit-on ici. Le ministre pakistanaïse des affaires étrangères a attendu en vain un troisième message lui indiquant par quel son homologue français serait remplacé.

Apparemment, aucun autre ministre ou secrétaire d'Etat, aucun haut fonctionnaire du Quai d'Orsay n'était libre ce jour-là. L'ambassadeur de France alla donc déposer sa gerbe, assisté d'un adjudant-chef, l'attaché militaire français étant lui aussi « ailleurs ». La Grande-Bretagne et la RFA, qui s'intéressent au moins au chiffre de leur commerce extérieur, avaient dépêché leurs ministres des affaires étrangères, sir Geoffrey Howe et M. Genscher.

L. Z.

L'enquête sur l'explosion

Le chef de l'Etat par intérim « n'accuse personne »

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

M. Ghulam Ishaq Khan, président par intérim du Pakistan, n'avait rien de définitif à révéler, le samedi 20 août, quelques heures après que l'on eut porté en terre son prédécesseur. Profitant de la présence de la presse internationale, il voulait surtout démontrer, *urbi et orbi*, qu'il n'est pas, comme on pouvait le croire, un « président potiche ». Au cours d'une conférence de presse convoquée à la hâte, M. Ishaq Khan a fait preuve d'une réelle autorité sur beaucoup de sujets et d'un certain talent dialectique. Sur d'autres, en revanche, il est apparu moins sûr de lui ; ce flux traduisait bien la situation politique pakistanaïse, marquée par la dilution du pouvoir.

Se situant d'emblée dans la continuation de l'action de l'ancien chef de l'Etat, M. Ishaq Khan a justifié la proclamation de l'état d'urgence par le fait que « les ennemis avaient pénétré dans le pays ». Ces ennemis « sont actifs et menacent la sécurité », comme l'a démontré selon lui, le « sabotage » (celui-ci est « fortement probable », précise-t-il) de l'avion qui transportait Zia Ul Haq.

Pour l'instant, il n'est donc pas question de mettre fin à l'état d'urgence qui domine au chef de l'Etat les pouvoirs nécessaires pour faire face à « une crise de sécurité quel type ». M. Ishaq Khan a rendu hommage, au passage, à l'attitude de l'armée qui, en acceptant le processus « démocratique », a montré « une remarquable discipline ».

L'armée, souligne-t-il, « n'a pas de rôle en politique », elle « n'a rien à voir », avec les prochaines élections du 16 novembre. La présence de trois chefs d'Etat-major au sein du conseil d'urgence est, en revanche, légitime puisque c'est « le travail des forces armées d'assurer le gouvernement ». Jusque-là très maître de lui, M. Ishaq Khan a semblé moins assuré en parlant des élections. Il s'est refusé à indiquer si ce scrutin aurait lieu avec la participa-

tion des partis politiques ou bien si chaque candidat devrait se présenter de façon indépendante.

Dans le premier cas seulement, l'opposition, et notamment le Parti du peuple pakistanaïse (PPP) dirigé par M. Benazir Bhutto, peut tenter de l'emporter. Le président par intérim a surpris cependant l'assistance en assurant qu'il « n'avait pas connaissance d'une quelconque déclaration du président Zia, selon laquelle les élections devraient être tenues sur une base non partisane » — ce que l'ancien chef de l'Etat avait pourtant affirmé.

Ce commentaire, et le fait que M. Ishaq Khan se soit référé à de nombreuses reprises à la Constitution, qui garantit notamment « la liberté d'association » sont de nature à rassurer les partis d'opposition.

Le « noble geste » de l'Inde

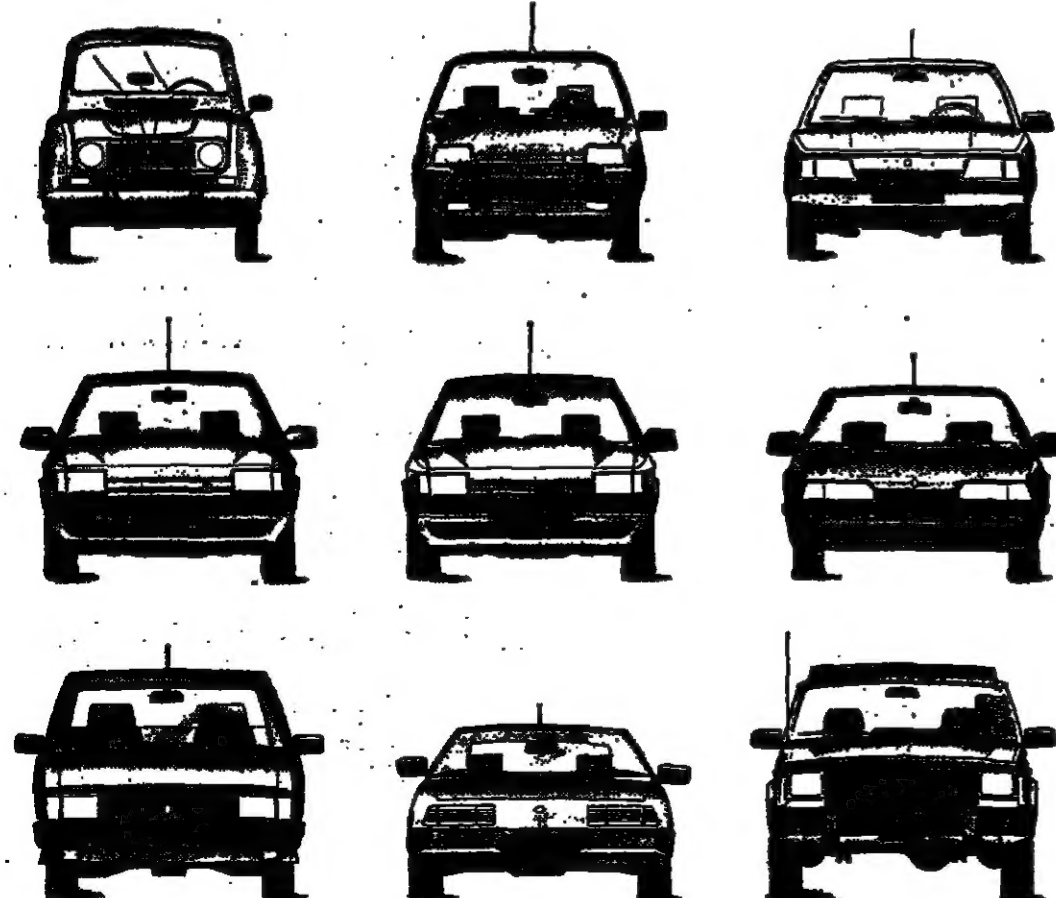
Le président par intérim a fermement réaffirmé le vœu de son pays d'aider la cause des moudjahidins afghans et, s'agissant des relations avec l'Inde, il a paru vouloir balayer les accusations concernant une éventuelle responsabilité de New-Delhi dans la mort du général Zia. Soulignant la présence du président indien, M. Venkatarman, aux obsèques, il a rappelé que New-Delhi avait décliné au début de trois jours, ce qui constitue, selon lui, un « très noble geste ».

Le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a-t-il ajouté, n'a pas voulu célébrer son anniversaire samedi 20 août en hommage au président pakistanaïse. A ce stade de l'enquête — au cours de laquelle des dizaines de suspects ont été interpellés, « Je n'accuse personne d'avoir commis la mort du président. Ce serait pure spéculation de dire quel pays ou quel pouvoir pourrait être responsable » a indiqué M. Ghulam Ishaq Khan.

L. Z.

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui le zéro Franc



Toute la gamme Renault

* Sur toute la gamme V.P.

pour

O F

pendant 12 mois.*

C'est une location avec option d'achat sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 30% du prix TTC (dont 15% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0F, 47 loyers à 2,409F. Coût total en cas d'acquisition 143,223F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC SA au capital de F.321490700. 27/33 Quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex. RCS Nanterre B702002221. Diac votre financement. **05.25.25.25**

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

VISITEZ

61 RUE F

Magasin ouvert le lundi
sans interruption. RER: D
Edgar-Quinet - A
NOUVEAU

1200 m avant la sortie A

BORDEAUX
10, rue Buffard. Tél. 584
BRIVE (Point Exp
30, rue Louis-Latrade. Tél. 9
CLERMONT-FERRA
22, rue G. Clemenceau. Tél.

DIJON
100, rue Morge. Tél. 804
DRAGUIGNAN (Point
ZAC de St Hermenais. Tél.

GRENOBLE
59, rue Saint-Laurent. Tél. 7
LILLE
68, rue Esquermoise. Tél. 2

LIMOGES
57, rue Jules-Norac. Tél. 5

LYON
9, rue de la République
metro Hôtel-de-Ville/Louis
Tél. 78.28.38.57

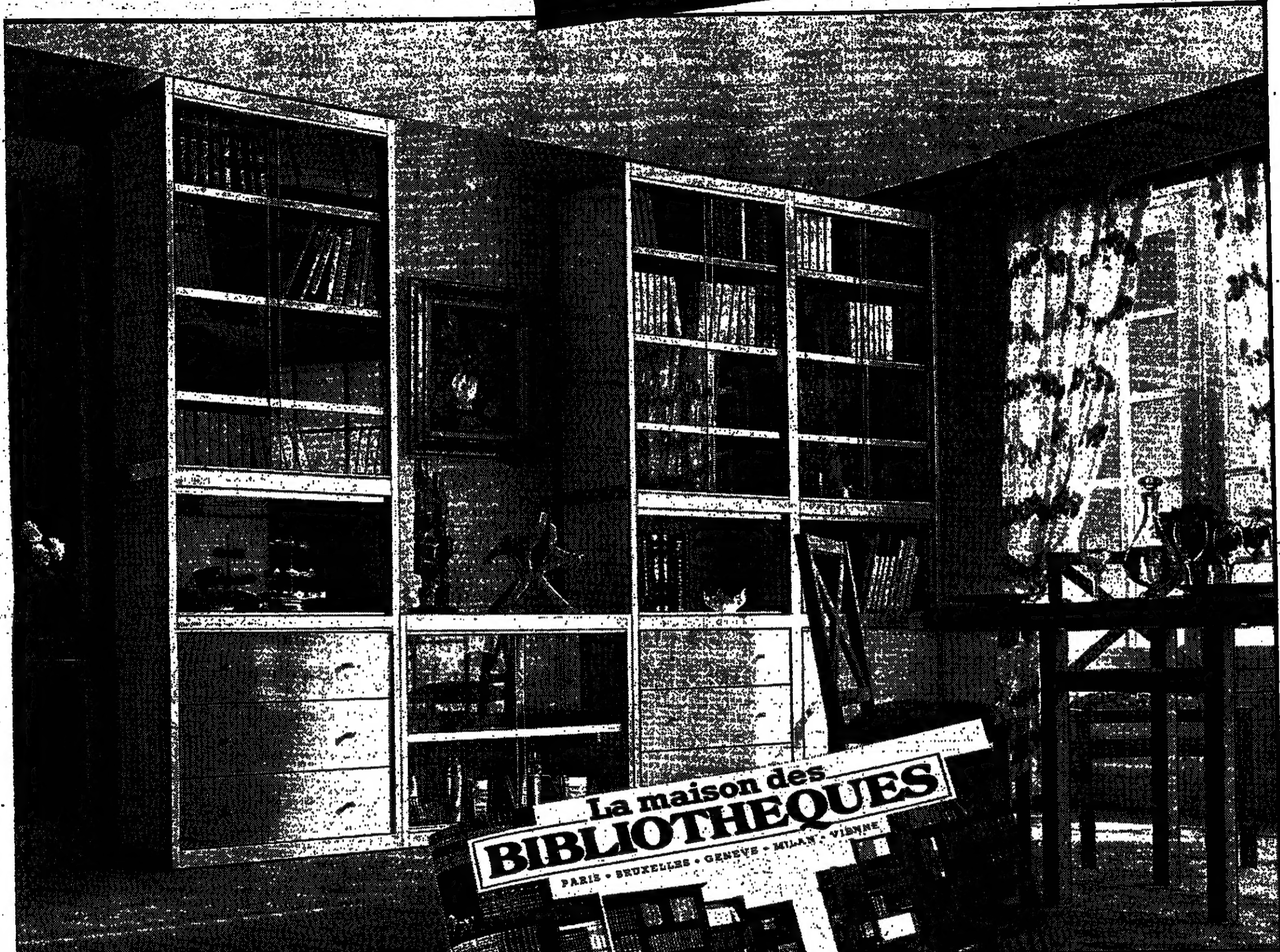
MARSEILLE
109, rue Paradis (metro Es
Tél. 91.37.60.54

MONTPELLIER
8, rue Serane (pres gare). Tél.

RUE EUROPEENNE DE STRASBOURG

La maison des BIBLIOTHEQUES

vous offre son **nouveau** catalogue



VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS

61 RUE FROIDEVAUX 75014

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. RER : Denfert-Rochereau - Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar-Quinet - Autobus : 29-38-58-59 - SNCF : Gare Montparnasse.

NOUVEAU EN REGION PARISIENNE : ARPAJON (200 m avant la sortie Arpaion centre) 12, Route Nationale 20 - Tél. 64.80.05.47

- | | |
|---|--|
| BORDEAUX
10, rue Bouffard. Tél. 56.44.38.42. | NANCY
8, rue Piérotine St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83.32.84.84. |
| BRIVE (Point Expo)
30, rue Louis-Latrade. Tél. 55.74.07.32. | NANTES
16, rue Gambetta (près rue Coumiers). Tél. 40.74.59.35. |
| CLERMONT-FERRAND
22, rue G. Clemenceau. Tél. 73.93.97.08. | NICE
2, rue Offenbach. Tél. 95.85.84.55. |
| DIJON
100, rue Monge. Tél. 80.45.02.45. | POITIERS
42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 49.41.68.48. |
| DRAGUIGNAN (Point Expo)
ZAC de St Hermentaire. Tél. 94.67.33.19. | RENNES
18, quai Emile-Zola (près du Musée). Tél. 99.79.58.33. |
| GRENOBLE
59, rue Saint-Laurent. Tél. 76.42.55.75. | ROUEN
43, rue des Cherrettes. Tél. 35.71.98.22. |
| LILLE
88, rue Esquemoise. Tél. 20.55.69.39. | SAINT-ETIENNE
40, rue de la Montat. Tél. 77.25.91.48. |
| LIMOGES
57, rue Jules-Noriat. Tél. 55.79.15.42. | STRASBOURG
11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78. |
| LYON
9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel). Tél. 78.28.38.51. | TOULOUSE
1, rue des Trois-Renards (près place St-Semin). Tél. 61.22.92.40. |
| MARSEILLE
109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91.57.60.54. | TOURS
5, rue Henri-Barbusse (près des Halles). Tél. 47.38.63.66. |
| MONTPELLIER
8, rue Sérané (près gare). Tél. 67.55.19.32. | |
- ouvert du mardi au samedi inclus

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • VIENNE



84 pages

toutes en couleurs

350 photos et illustrations

14 lignes et styles

500 modèles (vitrés ou non)

53 coloris teintes ou essence de bois

&

nombreux accessoires

DEMANDEZ-LE DANS NOS MAGASINS OU RENVOYEZ CE COUPON

CATALOGUE GRATUIT

Retournez ce coupon à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75014 PARIS CEDEX 14

J'aimerais recevoir gratuitement et sans engagement votre catalogue avec photos couleurs, dimensions, essences, teintes, contenances, prix de tous vos modèles. Merci.

M. Mme, Mlle

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Tél.

Profession

Demander le catalogue par téléphone 24 h sur 24 (enregistreurs)

(1) 43 20 73 33

Asie

CAMBODGE : pour faire face à une situation militaire délicate

Phnom-Penh a nommé de nouveaux ministres à la défense et à l'intérieur

Le prince Sihanouk ne fera pas campagne pour que le siège du Cambodge aux Nations unies - actuellement détenu par la coalition du Kampuchéa démocratique - soit retiré à la résistance et déclaré vacant dans l'attente d'une solution politique, a annoncé, le lundi 22 août à Pékin, le secrétaire du prince.

Revenant sur de précédentes déclarations selon lesquelles ce siège devait être retiré à la coalition dominée par des Khmers rouges « bien pires que les nazis hitlériens », il n'a, selon le communiqué, « aucune intention cette année d'adresser une lettre, ouverte ou non, à l'ONU ou de parler à des gouvernements amis au sujet du « siège vacant ». Cela doit rester tous les sponsors » de la résistance. — (AFP.)

BANGKOK de notre correspondant

Dans un pays partiellement en guerre comme la République populaire du Kampuchéa (RPK), le poste de ministre de la défense est particulièrement important. Depuis sa fondation en janvier 1979, le régime de Phnom-Penh y a vu défiler quatre titulaires. M. Pen Sovan d'abord, qui fut limogé en décembre 1981. M. Bou Thang, aujourd'hui vice-premier ministre et membre influent du bureau politique, le remplaça jusqu'en 1986. Puis M. Koy Buntha fut chargé de ce ministère délicat. Il vient lui-même de céder la place à M. Tie Banh à l'occasion d'un important remaniement ministériel décidé samedi 20 août.

M. Tie Banh, qui a aussi été promu vice-premier ministre, est un vieux militant. Né en 1945 dans la province de Koh-Kong, il avait dix-sept ans lorsqu'il rejoignit les maquis communistes. A en croire sa biographie officielle, c'est dès 1974 qu'il quitta le PCK, dominé par Pol Pot. En 1979, après l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge, il s'occupa des affaires militaires de sa province natale. On le retrouve ensuite au ministère de la défense où il dirige la commission chargée de la formation de la jeune armée. En 1986, il devient ministre des transports, des postes et des

communications. Il est membre suppléant du comité central du Parti révolutionnaire du peuple (PRPK). Quant à M. Koy Buntha, qui n'a pas donné satisfaction, il se contentera de l'action sociale et des invalides de guerre.

Démissions

Même si, en public, le régime pro-vietnamien affirme qu'il est capable d'assurer sa propre sécurité, il est clair qu'en privé le parti est plus réaliste. Les forces armées de la RPK ont ces derniers mois eu bien du mal à contenir les assauts des Khmers rouges le long de la frontière khméro-thaïlandaise. Le taux de désertion reste très élevé, nombre de conscrits choisissant de rentrer dans leur village après quelques mois de service. Le moral, selon les commandants régionaux, est bas, le niveau de formation sommaire. Ce qui explique sans doute le renvoi du chef d'état-major Keo Kim Yan, remplacé par un quadragénaire peu connu, M. Pol Sarocun.

Changement aussi au ministère de l'intérieur. Le sortant, M. Ney Pena, prend la direction de l'importante commission de propagande et d'éducation du parti. Il est remplacé par M. Sin Song, un autre militant communiste de longue date, né en 1947 et qui avait gagné le maquis à l'âge de quinze ans.

JACQUES BEKAERT.

Amériques

ARGENTINE : les retombées de la dictature

Le pays est déchiré par le débat sur l'adoption des enfants de « disparus »

M. Théo Van Boven (Pays-Bas) a présenté, le 19 août à Genève, le rapport que lui avait demandé la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies sur les enfants argentins dont les parents ont été massacrés et qui ont été confiés à des militaires ou à des membres de la police afin d'être soustraits au milieu, jugé nocif, dont provenaient leurs parents.

M. Van Boven a souligné le travail accompli par les Grands-mères de la place de Mai. Deux d'entre elles étaient venues témoigner à Genève, nous rapporte notre correspondante Isabelle Vieuchaux. Ces

femmes ont fait preuve d'une étonnante efficacité pour rechercher leurs petits-enfants : sur les quatre cents disparus, deux cent huit ont pu être identifiés, dont quarante-sept ont été localisés et presque tous rendus à leurs proches.

M. Van Boven a pu constater, lors d'une mission en Argentine en juillet dernier, les efforts fournis par le gouvernement de M. Alfonsín pour retrouver ces enfants. En revanche, il n'a pas été autorisé par le régime du général Stroessner à se rendre au Paraguay, où se sont réfugiés les responsables de certains enlèvements. Des commis-

sions rogatoires argentines dépêchées au Paraguay se heurtent à la mauvaise volonté des juges, soutenus par l'exécutif.

Si le gouvernement argentin fait de son mieux, des subalternes alliés aux anciens tortionnaires freinent les recherches. Et la justice est trop lente. Le rapporteur de l'ONU reconnaît que, sans le zèle des Grands-mères appuyant les efforts de l'organisme officiel argentin Commission nationale sur la disparition de personnes (CONADEP), les difficultés rencontrées auraient été encore moins bien surmontées pour établir l'authenticité des filiations.

BUENOS-AIRES de notre correspondante

L'histoire de Juliana, fille de « disparus », déchirée aujourd'hui entre ses parents adoptifs et ses vrais grands-parents, ouvre, dix ans après, un nouveau chapitre du livre de la « sale guerre » qui a traumatisé l'Argentine de 1973 à 1983.

Cette fois, il ne s'agit pas d'un policier ou d'un militaire sanguinaire qui aurait déclaré à son nom un enfant volé à une mère « disparue » par ses soins. M. Trevino, père adoptif de Juliana, est journaliste, ancien attaché de presse de la Chambre des députés, et il se proclame socialiste. Après la mort prématurée de leur fils en 1978, deux ans après le début de la dictature, lui et sa femme ont déposé une demande d'adoption.

Un juge, aujourd'hui membre du tribunal fédéral, leur attribue la garde provisoire d'une petite fille, trouvée abandonnée sur un palier. Elle était si minuscule, se souvient M. Trevino, que sa femme en la voyant aura cette phrase : « Il nous vient d'une demi-portion ». Un an après, ignorant toujours l'origine de la petite, les Trevino l'adoptent définitivement. C'est après avoir écouté, en 1981, une conférence au

cours de laquelle l'écrivain Ernesto Sabato dénonçait l'existence de ces enfants nés en captivité puis « disparus », qu'ils ont eu les premiers doutes.

A cette époque, il était inutile de chercher à découvrir la vérité. Mais début 1984, après le retour de la démocratie, ils ont allé consulter sur leur cas les Grands-mères de la place de Mai, une organisation humanitaire de recherche des enfants de « disparus ». Sur leur conseil, ils ont emmené Juliana à l'hôpital Durand, où venait de se créer une banque de données génétiques. Deux mois plus tard, la réponse tombait comme un couperet : Juliana est la fille de Liliana Fontana, apprentie coiffeuse, enlevée dans son appartement à l'âge de vingt ans alors qu'elle tricotait justement la layette de son futur bébé, et de Pedro Sandoval, ouvrier de bâtiment. Deux « disparus ».

La vérité

Les grands-parents avaient depuis longtemps engagé un procès pour restitution d'enfant. Après la révélation de la parenté, les Trevino ont coopéré avec eux et avec la justice. Jusqu'à la décision d'un juge, Juan Ramos Padilla, d'attribuer la garde de Juliana à ses vrais grands-

parents. Là, les Trevino ont refusé d'aller plus loin, alertant la presse, déclenchant une vive polémique dans la société argentine.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'un cas de cette nature se présente, mais jusqu'alors des solutions à l'amiable avaient toujours été trouvées. Quand il est évident que les parents adoptifs sont de bonne foi, les Grands-mères de la place de Mai recommandent en effet aux familles de se mettre d'accord pour une garde partagée, évitant ainsi aux enfants des choix déchirants.

Bien que la tutelle provisoire accordée aux grands-parents n'implique pas la restitution définitive de Juliana, les Trevino se sont bravaient devant les arguments du juge : « L'adoption, pour être légitime, doit intervenir à la suite d'un abandon ou d'un danger créé par les parents. Or, il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre. Même pas d'abandon puisque les grands-parents n'ont jamais cessé de rechercher leur petite-fille ».

En cela, le juge s'est rallié à l'opinion du groupe de psychologues qui conseillent les Grands-mères de la place de Mai. Pour eux, il n'y a pas de doute, un enfant de disparus, adopté même de bonne foi, souffre d'un sentiment d'abandon. Seule la vérité peut lui faire retrouver son

équilibre. Ils fondent leurs dires sur l'exemple des vingt-trois enfants retrouvés par leurs grands-parents et qui vivent avec eux, sans traumatisme selon eux.

Un point de vue que confirme indirectement la psychologue engagée par les Trevino et qui a renoncé au dossier car, dit-elle, « je voulais travailler avec les adultes car la petite, elle, voit les choses bien clairement. Le conflit, ce sont eux qui le vivent parce qu'ils considèrent la maternité ou la paternité comme la possession d'un enfant ».

Ricardo Rodolfo, professeur à la faculté de psychologie de Buenos-Aires, approuve également : « Si douloureuse que soit la vérité, elle est saine ».

Le débat n'a pas fini d'enflammer l'Argentine, d'autant que la politique s'en mêle. Les secteurs qui ont soutenu la dictature attaquent le juge Padilla, connu pour ses sympathies radicales (parti du président Alfonsín). Un journaliste de télévision, aussi célèbre que conservateur, a dénoncé l'insécurité créée par la décision d'un juge qui ose ignorer l'irréversibilité d'une adoption. « Il pourrait aussi bien retirer l'importance que fils à n'importe quel père de famille... ».

CATHERINE DERIVERY.

COLOMBIE : dans un climat d'incertitude

Reprise du « dialogue pour la paix » entre le gouvernement et la guérilla

BOGOTA (Colombie) de notre envoyé spécial

Faut-il négocier avec la Mafia, au même titre qu'avec la guérilla ? De nombreux hommes politiques colombiens disent que oui, au moment même où s'engage une nouvelle étape du « dialogue pour la paix », commencée, le 29 juillet, avec une quarantaine de représentants de l'Eglise, des partis, des syndicats, des organisations civiques et humanitaires.

Lundi 22 août, devait se réunir en effet, à Bogota, une commission « pour la démocratie », qui disposera d'un mois pour préparer une négociation directe entre le gouvernement et la guérilla. « Les narco-trafiquants sont trop riches : ils font vivre trop de monde ; la cocaïne est la première ou la deuxième activité du pays avant ou immédiatement après le café. On n'en viendra pas à bout par la répression. Si on ne peut pas liquider les « Ochoa Escobar » (chefs du cartel de Medellín), il faut discuter avec eux ».

Telle est l'opinion de M. Juan Manuel Lopez, avocat, fils de l'ancien président libéral Lopez Michelsen, lequel avait défrayé la chronique en 1984 en recevant, à Panama, certains des « capos » de la Mafia, qui proposaient de payer la dette extérieure colombienne si le gouvernement reconnaît à appliquer le traité d'extradition signé avec les Etats-Unis.

Aujourd'hui, beaucoup regrettent qu'une telle rencontre n'ait pas abouti, « car nos curieux ont bien des morts ». « Ce sont les extrêmes qui ont poussé les narco-trafiquants à la violence », affirme M. Ernesto Samper, membre de la direction du Parti libéral, dont il anime la fable prospective. « Il faut affronter le problème de la drogue sans recourir à la répression ».

M. Ernesto Samper a été l'un des quelques vingt personnalités qui ont négocié, en juillet, avec le mouvement de guérilla « M 19 », la libération du chef conservateur Alvaro Gomez Hurtado, séquestré pendant près de deux mois par l'organisation. Il est l'un des participants les plus en vue du dialogue avec la guérilla ; il propose que ce dialogue soit étendu à la Mafia. « Une amnistie pourrait être décrétée en faveur des guérilleros et des narco-trafiquants, dit-

il ; il n'y aurait plus d'extradition pour les délits commis dans le passé. En contrepartie, les « narcos » abandonneraient le trafic et légaliseraient leur argent. C'est ce que fait déjà le cartel de Cali ».

Un autre participant au dialogue national, M. Vasquez Carrizosa, ancien ministre des affaires étrangères, président du Comité de défense des droits de l'homme, juge irréalisable une telle proposition : « Je ne vois pas comment la Mafia pourrait abandonner l'industrie de la coca », dit-il. Il reconnaît que les extractions de narco-trafiquants (dix-sept depuis 1985) ne sont pas très « populaires » et estime que la répression dans les pays fournisseurs de drogue « ne représente que la moitié du processus ». « L'autre moitié se situe aux Etats-Unis, qui ne font rien pour arrêter la consommation ».

Le gouvernement reste sceptique

Le « dialogue pour la paix » reprend dans une ambiance chargée d'incertitude et alourdie par de nouveaux assassinats. Il y a une semaine était tué une avocate d'Antioquia, engagée dans les conversations préliminaires destinées à faciliter une rencontre entre le gouvernement et la guérilla. La victime, Beatriz Elena Monsalve, était l'une des représentantes de l'Armée de libération populaire (EPL), organisation très active dans la région basantière d'Urabá. On a retrouvé son corps et celui de sa secrétaire affreusement mutilés, quelques jours après leur enlèvement.

L'absence du gouvernement a été le principal obstacle au succès du dialogue dans sa première étape. Mais les participants à la réunion du 29 juillet se montrent optimistes, malgré les réticences officielles et l'absence de l'armée. Pour la première fois en effet, les forces organisées de la société sont engagées dans un processus de paix. Ce n'était pas le cas lorsque le président Betancur, au début des années 80, lança la première initiative dans ce sens. Les commissions qu'il forma pour négocier un cessez-le-feu avec la guérilla et en contrôler ensuite l'application « étaient constituées de personnalités isolées et pas du tout représentatives », a dit encore M. Juan-

Mannel Lopez. L'Eglise n'y figure pas. Il manquait au président « non seulement l'appui du Parti libéral, mais celui des conservateurs, son propre parti ».

Une amnistie fut décrétée, qui permit aux guérilleros emprisonnés de retrouver la liberté. Un cessez-le-feu fut signé en 1984 avec la plupart des organisations armées, mais violé presque aussitôt par des attentats et des opérations de l'armée. Alors que l'amnistie devait servir aux guérilleros à se légaliser et à rejoindre l'action politique, les maquis persistèrent. La guérilla communiste, (les Forces armées révolutionnaires de Colombie, FARC), joua sur les deux tableaux : avec son autonome locale, l'Union patriotique, elle fit élire des parlementaires et occupa des maires mais profita aussi de la trêve pour multiplier les « fronts militaires » et continuer les rapt et racketts révolutionnaires.

« Le PC a voulu combiner la lutte politique avec la lutte armée. Nulle part au monde on ne peut tolérer qu'un parti, qui a une représentation parlementaire, ait aussi une armée », dit M. Alberto Rojas, sénateur de l'Union patriotique, et communiste de longue date, connu pour ses positions critiques à l'égard de la direction de son mouvement.

M. Rafael Pardo, conseiller présidentiel pour la réconciliation nationale, explique en partie les « réactions » de l'extrême droite par les ambiguïtés du cessez-le-feu signé sous le gouvernement Betancur : « Comme la période ni guerre ni paix s'est prolongée indéfiniment, on a eu l'impression d'un double jeu de la part des mouvements de guérilla ».

A vrai dire, le gouvernement reste sceptique sur les intentions pacifistes des insurgés. Il a justifié son absence dans la première phase du dialogue en disant que les réformes nécessaires pour la pacification du pays devaient passer par le Congrès et à envoyé aux parlementaires un projet visant à réformer la Constitution afin de la démocratiser. Il était donc probable que son siège resterait vide à la réunion de lundi. Apparemment, le président Barco n'est pas pressé : une réforme constitutionnelle ne pourrait guère aboutir avant deux ans, quand finira son mandat.

CHARLES VANHECKE.

EN BREF

● Une centaine de véhicules interceptés et pillés. — Un millier de personnes ont été attaquées et dévalisées par la guérilla colombienne, qui a intercepté, sans faire de victimes, une centaine de véhicules dans la province caucésienne de Caldas (ouest du pays), a annoncé la police colombienne dimanche 21 août.

Sous le couvert de pirotechnie et de fusils, les guérilleros se sont fait remettre argent, bijoux, appareils photo et autres objets de valeur. Selon des témoins, la dizaine d'hommes masqués qui sont intervenus pourraient appartenir au groupe « Simon Bolívar ». — (AFP.)

● MEXIQUE : quatre jeunes gens assassinés. — La police mexicaine n'a pas écarté le thème d'un meurtre politique pour expliquer le mort de quatre jeunes gens âgés de seize à dix-huit ans, abattus à bout portant et dont les corps ont été retrouvés, le dimanche 21 août, abandonnés dans une voiture à Mexico. D'autant que deux d'entre eux portaient, selon la police, des traces de torture.

L'une des victimes était le fils d'un candidat de l'opposition à la députation, aux élections nationales du 6 juillet, et des tracts du Front démocratique national (FDN, opposition) ont été retrouvés dans la voiture. Un collaborateur du candidat du FDN à la présidence, Casuhtemac Cardenas, avait été assassiné à Mexico trois jours avant le scrutin. M. Cardenas a été battu par le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir), Carlos Salinas de Gortari, mais, à l'instar de tous les mouvements d'opposition, il conteste les résultats officiels. — (Rouler.)

● MICRONÉSIE : le président de Palau retrouvé mort. — Le président de Palau, archipel sous administration américaine, à 800 kilomètres à l'est des Philippines, a été retrouvé mort d'une balle dans la tête, samedi 20 août, à son domicile dans la capitale, Koror. On ignore pour l'instant s'il s'agit d'un meurtre ou d'un suicide. M. Lazarus Seli, cinquante-quatre ans, avait succédé à M. Haruo Remelik, premier président élu du pays, assassiné en juin 1986. — (AP, Reuters.)

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 860672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 38-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN : 0393-2037
Microfilm et Index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS (hors Europe)
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse effectués en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Une étude du ministère de la santé

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont touchées par le SIDA

Qui sont les patients atteints du SIDA ? Quel âge ont-ils ? D'où viennent-ils, quelle est leur profession ? Pour la première fois, les experts de la direction générale de la santé (DGS) ont établi une sorte de profil sociodémographique des trois mille trois cent quarante cas de SIDA diagnostiqués en France entre 1978 et décembre 1987 (1).

L'âge moyen des patients est de trente-sept ans et demi. Les toxicomanes sont les plus jeunes (vingt-

sept ans), tandis que les malades ayant contracté la maladie à la suite d'une transfusion sanguine constituent le groupe le plus âgé (cinquante-quatre ans). Globalement, en dix ans, la moyenne d'âge des patients atteints du SIDA est passée de trente-six ans à trente-sept ans et demi.

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont touchées. C'est dans la catégorie « professions intellectuelles et commerciales » que la proportion de cas est la plus élevée : 217 cas par million de personnes, parmi lesquels 83 % d'homosexuels. Chez les employés, la proportion est de 104 par million (72 % d'homosexuels) ; elle est de 46 cas par million parmi les ouvriers et agriculteurs (43 % d'homosexuels), et de 37 cas par million dans le groupe des inactifs et retraités (26 % d'homosexuels). Les deux régions les plus touchées sont la région parisienne (190 cas par million d'habitants) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (125 cas par million d'habitants).

Enfin, les spécialistes de la DGS observent une augmentation rapide des cas chez les transfusés et surtout chez les toxicomanes (ce dernier groupe est prépondérant dans le sud de la France).

Au 31 mars 1988, 3 628 cas de SIDA avaient été recensés en France. On prévoit que 21 000 cas auront été diagnostiqués fin 1989.

(1) Cette étude est publiée dans le dernier numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* (daté 8 août).

L'écolière sous verre

En Floride, la mère d'une fillette de six ans atteinte du SIDA vient d'être admise au tribunal d'être en permanence enfermée dans une cage de verre, seule les enfants munis d'un accord écrit de leurs parents étant autorisés à jouer avec elle.

Née prématurément, Eliana avait, dès sa naissance, subi de nombreuses transfusions sanguines. C'est ainsi qu'elle avait été contaminée par le virus du SIDA, avant d'être adoptée à l'âge de onze mois. Deux années durant, les responsables de l'école de Tampa, redoutant la contagion, s'étaient formellement opposés à sa scolarisation. Tout en reconnaissant l'absence totale de preuves en faveur d'une transmission du SIDA par simple voisinage, le tribunal a donc cédé aux pressions des parents d'Eliana.

Des pressions et un jugement que la mère de la fillette juge inacceptables. Cette année encore, Eliana n'a pas à l'école.

Les conséquences d'un accouchement. — L'hôpital de Saverne (Bas-Rhin) a été condamné par le tribunal administratif de Strasbourg à verser une somme annuelle de 90 000 francs à un enfant de quatre ans, handicapé à la suite d'un accouchement particulièrement difficile. Les parents du petit infirme recevront, d'autre part, 140 000 francs au titre de préjudice moral. D'après les experts, l'accouchement aurait dû donner lieu à une césarienne. Mais l'hôpital de Saverne ne disposait pas d'une équipe chirurgicale à plein temps, le médecin de garde avait dû procéder lui-même à la délivrance de la mère.

Une expérience originale à Nancy

Vacances franco-turques pour quarante adolescents

NANCY

de notre correspondant

Occupier des adolescents qui ne peuvent partir en vacances, tout en comblant leurs retards scolaires, tel est le projet réalisé, à Nancy, par le Centre culturel turc et une poignée de bénévoles.

A l'origine de cette expérience qui dure deux mois (juillet et août) : un neuro-chirurgien de Nancy, d'origine turque lui-même, M. Kaya Kiliç. « J'ai pensé aux jeunes qui allaient devoir passer dans leur cité ou leur lycée les deux mois d'été. Pour ces adolescents, comme d'autres, l'inaction peut engendrer certains dérapages. Alors j'ai songé à une sorte de centre aéré amélioré ».

Fonctionnant dans les locaux du lycée d'enseignement professionnel de Dombasle, avec l'accord de l'académie de Nancy-Metz, ce centre conjugue rattrapage scolaire, initiation à la culture française et à la culture turque et activités sportives.

Ces quarante garçons de onze à dix-sept ans, — l'expérience ne s'étend pas encore aux filles — suivent, le matin, des cours de civilisation avec un professeur turc, qui vient de Nancy donner des cours de langue, une initiation au Coran et une approche de l'Islam. L'après-midi est consacré à la culture fran-

çaise et lorraine et au rattrapage scolaire (français, maths, un peu d'anglais), grâce à des professeurs bénévoles. « On ne sait pas ce que vont devenir ces enfants, fils d'immigrés, explique le docteur Kiliç, s'ils vont opter pour la France ou rentrer en Turquie. Dans les deux cas, il faut qu'ils connaissent la communauté choisie pour bien s'y intégrer ».

Visite du site historique de Verdun, découverte de l'espace lorrain en passant par le musée de Nancy et les excursions au Haut-Koenigsbourg, projection de diapositives sur la Turquie : tout est fait pour que les adolescents tirent un réel profit de l'expérience. A cela s'ajoutent des cours d'informatique, d'astronomie ou de tennis... des activités auxquelles ces enfants s'investissent avec beaucoup d'enthousiasme.

L'association a pris à sa charge tous les frais. Les familles n'ont pas été sollicitées financièrement. Celles qui le désirent et en ont les moyens peuvent participer. Le coût total de l'opération est d'environ 130 000 francs, financés en grande partie par le centre culturel. Mais les services départementaux, très intéressés par cette initiative qui pourrait s'étendre à d'autres communautés, apporteront leur contribution. — (Interim.)

En Inde et au Népal

Deux violents tremblements de terre ont fait des centaines de morts

Plus de sept cents personnes auraient été tuées et des milliers d'autres blessées dans deux violents tremblements de terre qui ont frappé, dimanche 21 août, le Népal et l'Etat du Bihar dans l'est de l'Inde.

Le séisme népalais, de 5,7 degrés sur l'échelle ouverte de Richter, dont l'épicentre se situait dans le district d'Udayapur, s'est produit à 0 h 49, heure locale (1 h 09 en France), et a duré 40 secondes. Dharan et Terathum sont les deux villes les plus touchées.

Le séisme en Inde s'est manifesté 10 minutes plus tôt, atteignant 6,5 degrés, avec un épicentre situé à

900 kilomètres au sud-est de New-Delhi. Au moins cent personnes ont été tuées dans les villes de Darbhanga et Munger, près de la frontière népalaise, où le tremblement de terre aurait été suivi d'une secousse secondaire. Le premier ministre indien devait se rendre lundi au Bihar.

Le tremblement de terre a secoué également les Etats du Bengale-Occidental et d'Orissa, dans l'est du pays. L'Etat himalayen du Sikkim, limitrophe du Tibet et du Népal, et le Tripura, dans le nord-est.

Le séisme a été ressenti à des centaines de kilomètres de l'épicentre,

jetant à bas de leur lit des habitants de Calcutta, du port de Chittagong, au Bangladesh, et de Gangtok, capitale du Sikkim.

Selon l'Institut de recherches géologiques américaines (USGS) de Golden, dans le Colorado, il faut remonter au 15 janvier 1934 pour retrouver un tremblement de terre d'une ampleur comparable dans la région. En juillet 1980, le nord-ouest du Népal avait été frappé par un séisme d'une importance comparable de 6,5 degrés sur l'échelle de Richter) détruisant toutes les maisons de la région de Bahjag, au nord-ouest du pays. Cent cinquante à deux cents personnes y avaient trouvé la mort. — (AFP, Reuters).

Dans l'Indre

Guerre des fourneaux au village

CHITRAY

de notre envoyé spécial

La fête du village a bien eu lieu à Chitray (Indre). Les jeunes du pays ont accroché quelques orfèbres. Histoire de garder les apparences. Mais le cœur n'y était plus sur les bords touffus de la Creuse. Les cent quatre-vingt-onze habitants de Chitray n'avaient plus d'école, plus de curé, plus de boulanger. Passé encore. C'est le lot de bien des communes rurales. Mais, depuis le début de l'été, Chitray est ingouvernable, comme si un accier berichon avait jeté un mauvais sort.

Mme le maire, Donatienne de Rochambeau-Humann, est remontée dans son château sur la colline, après avoir démissionné, regrettant presque le boulevard Saint-Germain de son enfance mais forte de l'estime des paysans qui, comme elle, se sentent déçus et déçus par ce qui se passe « en bas », dans le village.

Le « bas » à Chitray, c'est une vingtaine de maisons de part et d'autre de la nationale 151 et une famille d'hôteliers qui se déchire pour capter les voitures des vacanciers qui se pressent sur cet itinéraire touristique.

Une « guerre des fourneaux » qui ne prête plus à rire. Cadre dans une entreprise de transports de la région parisienne, Jean-Luc Laforté arrive à Chitray en 1984 avec son épouse et ses deux enfants. Appelé à la rescousse par son père pour prendre la gérance d'un « snack-bar-pizzeria » le long de la nationale.

Chicaneries

En retrait sur le coteau, le père, Jacques Laforté a ouvert, quelques années plus tôt, un motel puis un restaurant de prestige, troquant son travail de gérant de société contre une toque de cuisinier. Entretenant, dans une région où les emplois nouveaux se comptent sur le bout des doigts, l'homme est devenu, bien vite, un notable dans la région, à qui l'on prête des ambitions municipales et des amitiés au sein du RPR départemental.

En 1987, la bouillie s'installe entre le père et le fils. Le succès

du snack-bar en est la cause. Jean-Luc Laforté se voit reprocher de faire de la restauration « complète », alors qu'un snack-bar, par définition, est voué au « casse-croûte ». Et donc de faire de la concurrence déloyale à l'entreprise de son père. Le tribunal d'instance du Blanc, puis le cour d'appel de Bourges, ordonnent la résiliation du bail et l'expulsion de Jean-Luc Laforté et de son épouse. Le snack frime et la crise berichonne ruissellent de la gastronomie.

Un « commandement de déguerpir » est adressé au couple le 29 juin dernier, puis, le 5 août, un nouvel huissier se présente devant le snack-bar avec un camion de déménagement. Jean-Luc s'enferme dans sa chambre et commence une grève de la faim : « Ça peut faire sourire pour un restaurateur mais je le fais pour mes enfants... Il y a bien une justice ! », dit-il affaibli dans son lit, le drap et la couverture relevés jusqu'au menton. Le comité de soutien, qui a glané trois cents signatures, accuse Jacques Laforté, le père, de vouloir s'approprier une affaire devenue prospère grâce au labeur de son fils. « On veut bien partir mais pas les mains vides », ajoute le couple. Le député socialiste a fait part de sa compréhension. La sous-préfecture du Blanc essaie de débloquer la situation.

A 20 mètres en retrait derrière la « ligne de démarcation », veste blanche de cuisinier et cigare au coin des lèvres, le « patriarche », Jacques Laforté, finit par contre son fils en ouvrant de gros dossiers qu'il ferme aussitôt.

Les vacanciers passent, indifférents, devant le snack-bar. Sur la façade le vent fait virevolter une banderole : « Grève de la faim, mon père me vole ! ». Le comité de soutien vient d'écrire à M. François Mitterrand pour lui demander de « ramener le paix à Chitray, déjà privé de son maire à cause de ces chicaneries ». Dans la nuit qui tombe, un vieux plicheur respire l'air de la Creuse : « On n'a plus de maire, c'est dommage parce que c'est une dame qui n'est pas fière. On risque de ne plus avoir de bistrot : ça, c'est peut-être aussi grave ! ».

RÉGIS GUYOTAT.

Une nouvelle science au Japon

Admirables lieux d'aisances

TOKYO

de notre correspondant

Partant de la constatation que les lieux d'aisances occupent une place non négligeable dans la vie de l'homme, les Japonais ont développé depuis quelques années les recherches sur la culture et la technologie des cabinets. Au début de cette année à Tokyo un « Symposium international sur les toilettes » réunissant deux cent vingt experts du monde entier et en avril s'est ouvert dans la préfecture de Kagawa (île de Shikoku) un musée des cabinets. La réflexion sur ce sujet est animée notamment par un professeur honoraire de l'université de Koio, M. Nishioka, qui, à la tête d'un groupe de travail comprenant une centaine de médecins, d'urbanistes et de fabricants de toilettes, a lancé depuis trois ans une croisade nationale contre les quatre « K » (kuzai, kuzai, kuzai, kuzai) : les maux dont souffrent les toilettes publiques, qui seraient malodorantes, sombres, sales et peu accueillantes. Les Japonais sont en cela perfectionnistes, car si certaines des trente mille toilettes publiques que compte le Japon (soit une pour plus de quatre mille habitants) sont peu engageantes, la grande majorité sont d'une propreté exemplaire — par rapport à la France en particulier. Elles sont de surcroît parfois équipées pour les handicapés physiques (dans les gares, les grands magasins ou sur les autoroutes notamment).

L'association pour les toilettes publiques a lancé, l'année dernière, un Toilet day, un jour des toilettes-publiques (le 10 novembre). C'est leur fête. On les pomponne, on les décore de fleurs et l'on doit désigner les dix plus belles. Certaines sont au demeurant particulièrement sophistiquées. Ainsi celle qui se trouve devant le gare d'Akatsuka à Tokyo diffuse de la musique dès qu'on s'en approche. Dans la ville d'Ito, préfecture de Shizuoka, les toilettes publiques reproduisent les maisons de thé traditionnelles et sont devenues une attraction touristique. Objet de cette campagne : réhabiliter les toilettes publiques et en faire des « lieux de relaxation et de confort ».

« Toilettes intelligentes »...

Dans un pays où le tout-à-l'égout n'est pas encore généralisé (même dans certains quartiers de Tokyo), les Japonais passent sans transition de la fosse d'aisances des campagnes aux toilettes « high tech », comme en témoignent les publicités à la télévision. L'une d'entre elles présente un gorille assis sur un siège et actionnant le dispositif qui permet par un jeu de jets d'eau bidons pluridirectionnels et d'air chaud de se passer de papier hygiénique. Equipées d'un siège chauffant pour l'hiver (un accessoire désormais répandu au Japon) et d'un système de nettoyage automatique de la cuvette, les *washlet queen* (« lavetoilettes » de la reine) coûtent 335 000 yens, soit le triple du prix de toilettes ordinaires. Trois millions ont été vendues au cours des cinq dernières années par Toto, le grand fabricant d'équipement sanitaire au Japon.

Les « lavetoilettes » ont provoqué une réaction des fabricants de papier hygiénique : ils ont mis sur le marché des rouleaux imprimés comportant des publicités (l'impression étant garantie non toxique). La compagnie des chemins de fer du Kyushu, espérant ainsi couvrir le coût des cent mille rouleaux consommés chaque mois dans trente-neuf gares, a com-

mené à les utiliser. Reste à savoir si beaucoup d'annonceurs seraient vraiment attirés par un tel « support » pour la promotion de leurs produits.

Toto, qui, par ses innovations, est devenu l'un des stars du marché japonais, met actuellement au point (avec la société d'électronique Omron et NTT, la compagnie des téléphones) des « toilettes intelligentes » équipées d'un appareil sophistiqué permettant, *in situ*, de vérifier son état de santé (analyse des urines, mesure de la pression artérielle, de la température et du poids). Le lecteur des résultats transmet ces données par téléphone à un laboratoire pour le diagnostic. Toto et ses associés estiment que ces toilettes du futur, baptisées *Asa Ichiban* (la priorité du matin), feront fureur sur un marché des équipements sanitaires qui, dans trois ans, devrait se chiffrer à quelque 1 000 milliards de yens...

L'erreur des expies

L'un des arguments des producteurs des nouvelles installations sanitaires, notamment auprès des restaurateurs et des hôtels, est que des toilettes sophistiquées peuvent être un facteur de promotion de l'établissement, au même titre que les consommations. Un des endroits les plus prisés pour se donner rendez-vous à Tokyo ces derniers temps est, au septième étage du Ark-Mori building, dans le quartier d'Akai-saka, un café où, à côté des tables, est disposée l'une des plus extravagantes expositions qu'on puisse imaginer : les équipements sanitaires les plus sophistiqués et les trônes les plus bizarres, qui aient été inventés.

Toutes ces initiatives reposent sur des recherches approfondies. S'étant aperçus par exemple que les femmes ont souvent l'habitude de faire marcher la chasse d'eau afin de créer un environnement sonore qui les met plus à l'aise, les « cabinetologues » ont inventé un appareil qui lorsqu'on l'actionne produit le bruit d'une cascade. Cette innovation entraîne des économies appréciables : les employés d'une entreprise allant aux toilettes en moyenne cinq fois, actionnant « inutilement » deux à trois fois la chasse d'eau (soit 5 litres), chaque jour des milliers de litres d'eau sont gâchés. L'« étouffeur des sons » a permis à la banque Fuji, qui en a installé dans ses mille six cents succursales, d'économiser 80 millions de yens en consommation d'eau. Une petite société, Sparrow Japan Co., a mis sur le marché un équipement permettant de changer automatiquement une fine feuille de plastique qui recouvre le siège de manière que la surface soit continuellement propre.

Il y a derrière ces innovations toute une « réflexion » dont le maître d'œuvre est le professeur Nishioka, auteur d'une volumineuse étude sur l'usage du papier hygiénique, vendue à six mille exemplaires en un an. Respecté comme tout spécialiste, M. Nishioka, à l'origine professeur de géographie humaine, est sans doute le plus grand expert mondial de l'usage des cabinets. Il a commencé à s'intéresser au sujet au début des années 60.

Préparant l'arrivée de milliers d'athlètes et spectateurs pour les Jeux olympiques de 1964 à Tokyo, la municipalité s'était inquiétée de l'état des lieux d'aisances. Le professeur Nishioka fut contacté. Et ce fut pour lui le début d'études qui l'ont conduit dans soixante-douze pays, dont il a rapporté,

entre autres, une extraordinaire collection de papier hygiénique.

Selon M. Nishioka, le cours de l'histoire fut parfois inféchi par les pratiques de défécation : ainsi, au cours de la seconde guerre mondiale, les Américains réussirent à battre les Japonais à Guadalcanal, grâce à une erreur de leurs espions, qui, se fondant sur le volume quotidien d'excréments des fosses d'aisances des bases japonaises, avaient estimé que le nombre des soldats était supérieur à celui qu'il était en réalité. Les Américains envoyèrent plus de troupes que nécessaire et enlevèrent l'île. Les espions américains avaient cru, explique le professeur, que la production quotidienne d'excréments d'un Japonais était de 100 grammes, alors qu'en réalité elle était de 400.

Pour des manifestations de masse comme les JO, poursuit notre expert, il suffit d'une erreur d'évaluation dans l'utilisation des toilettes par la foule et tout peut sombrer dans la confusion. Aussi a-t-il mis au point un paramètre qu'il nomme TOT (temps d'occupation des toilettes). A l'issue d'années de recherche, M. Nishioka a établi qu'en moyenne les hommes japonais restent aux toilettes 31,7 secondes à chacun de leurs 5,5 passages quotidiens et que les femmes s'y attardent une minute et trente-sept secondes, sept fois par jour. Pour parvenir à ces conclusions, M. Nishioka envoyait ses étudiants, chronométrant en main, observer les comportements des usagers des WC des trains, entre Tokyo et Osaka. Le professeur a également établi que les femmes japonaises utilisent, en moyenne quotidienne, quelque 12 mètres de papier hygiénique et les hommes 3,50 mètres (« de quoi, en un jour, faire quatre fois le tour de la terre »).

Un sommet de raffinement

Cette obsession de la propreté trouve peut-être son origine dans les rites de purification du culte shinto (religion pré-mière du Japon), dans une moins grande inhibition que l'Occident chrétien à l'égard du corps et de ses fonctions, et peut-être aussi dans une tradition de scatologie dont on trouve des traces aussi bien dans les contes que dans l'iconographie (une célèbre peinture sur rouleau ayant pour titre : *Concours de fèces*).

Les « lieux » ont au Japon leur dignité. Tanizaki n'écrit-il pas dans *L'Éloge de l'ombre* (1) : « Un pavillon de thé est un stylo japonais, voilà qui est conçu véritablement pour la paix de l'esprit ». Ces toilettes traditionnelles « où, accroupi dans la pénombre, baigné de la lumière douce des shôji [parois en papier] et plongé dans ses rêveries l'on éprouve à contempler le spectacle du jardin qui s'étend sous la fenêtre une émotion qu'il est impossible de décrire », et qui, selon notre auteur, constituent un « sommet du raffinement » architectural, ne répondent plus aujourd'hui aux mêmes critères. Elles tendent plutôt à s'apparenter à des cabines de pilotage conçues pour répondre au mot d'ordre de Taylor : « Sus à la félicité ».

PHILIPPE PONS.

(1) Traduction française par René Siefert, Publications orientales de France.

REPÈRES

Droque

Deux tonnes de cocaïne saisies à New-York

Plus de 2 tonnes de cocaïne et 2 millions de dollars ont été saisis à New-York lors d'une opération de police menée samedi 20 août au soir dans un appartement du quartier de Queens. Les billets de banque, ainsi que la drogue, dont la valeur marchande au détail est estimée à 300 millions de dollars, étaient cachés dans des sacs portant la mention « just say no to drugs » (dites seulement non à la drogue), le slogan de la campagne anti-droque de l'administration Reagan. Cette saisie, l'une des plus importantes réalisées aux Etats-Unis, a aussi permis l'arrestation de trois ressortissants colombiens, parmi lesquels Hernando Grajales Rizzo, soupçonné de diriger à New-York le cartel de Cali, l'un des plus importants réseaux de trafic de cocaïne du monde. — (AFP, AP.)

Vers un épanouissement individuel et social



YOGA-ÉNERGIE
RELAXATION
RÉGÉNÉRATION
43-31-65-88

Faits divers

Selon l'aumônier

Six tentatives de suicide depuis le début de l'été à la prison de Loos

Après le mouvement de mécontentement des détenus de la prison de Loos, près de Lille, le jeudi 18 août (le Monde du 20 août), le Père Philippe Maillard, aumônier de cet établissement pénitentiaire, a affirmé samedi 20 août que six prisonniers avaient tenté de mettre fin à leurs jours depuis le début de l'été.

« La dernière de ces tentatives, a-t-il expliqué au micro de Radio-France-Fréquence-nord, est en grande partie à l'origine des incidents de jeudi. »

Pour expliquer « le geste des détenus », le Père Maillard a cité la lecture de l'appareil judiciaire, « qui pénalise les simples prévenus en attente de jugement », et « la surpopulation de la prison de Loos ».

Celle-ci compte mille deux cents détenus pour sept cent cinquante places. L'aumônier a aussi déploré « de graves problèmes d'hygiène et de soins pour les détenus ». Par exemple, il y a un seul dentiste qui ne vient pas souvent. Il fait ce qu'il peut mais il ne peut pas faire face à tout.

« Pour les médecins, c'est la même chose : quand on est malade, on fait une demande et puis on ne le voit pas avant un ou deux mois. Donc, on bien on est guéri ou bien on a été transféré d'urgence à l'hôpital », a-t-il ajouté.

Le 5 août dernier, toujours selon l'aumônier, un détenu, Rachid Lardjoun, avait ainsi été transféré d'urgence au CHR de Lille alors qu'il se plaignait de douleurs au ventre depuis près de trois semaines. « Il avait fallu lui enlever la rate et les huit dixièmes du pancréas », (Le Monde daté 14-15 août.)

Près de Douai

Un policier tue un forcené

Un père de six enfants, Guy Dupont, âgé de trente-huit ans, qui menaçait de tirer sur sa femme, a été tué, le samedi 20 août, par un policier, à son domicile de Douchy, près de Douai (Nord). Accouru en compagnie d'un collègue à l'appel de voisins de la famille Dupont, le sous-brigadier Robert Foveau a d'abord vu les enfants qui criaient à la fenêtre de l'appartement. Dans le salon, selon le policier, Guy Dupont tenait en joue son épouse, braquant sur elle une carabine 22 long rifle. Il a alors retourné son arme vers le sous-brigadier qui a fini par tirer, après un bref dialogue.

Robert Foveau aurait fait usage de son arme, selon la police, en état de légitime défense. Toutefois, le parquet du tribunal de Douai a ordonné l'ouverture d'une enquête. Récemment licencié d'une société de transports ferroviaires, Guy Dupont souffrait d'un état dépressif. Selon ses voisins, il avait déjà tenté de mettre fin à ses jours.

En Haute-Savoie

La mort d'une vieille dame victime de la « bande de Rumilly »

Grèvement blessée à coups de journal, dans la nuit du 12 au 13 juillet, par un groupe de jeunes de Rumilly (Haute-Savoie), une vieille dame de quatre-vingt-un ans, Pauline Krutli, est morte, le 17 août, des suites de ses blessures. Georges Krutli, son époux, avait été tué par la même bande dont le vol paraissait être le seul mobile (Le Monde daté 14-15 août).

Le groupe de jeunes, tous originaires de Rumilly, dont cinq garçons mineurs, qui ont été arrêtés et écroués, sont soupçonnés d'avoir commis entre novembre 1987 et juillet 1988 dix-neuf séries de meurtres, de tentatives de meurtres et d'agressions contre des personnes âgées. En plus des époux Krutli, ils ont accusé de deux autres meurtres : celui d'un octogénaire, Marcel Fontaine, le 6 mars, à Seyssel (Ain) et celui d'Adèle Chal, soixante-dix-huit ans, le 28 mars, à Rumilly.

Quatre autres personnes âgées, victimes de la bande, sont encore dans un état grave : M^{me} Madeleine Vertier, quatre-vingt-cinq ans, paralysée depuis son agression, le 29 novembre 1987 ; M. Joseph Ritzard, quatre-vingt-un ans, roué de coups à Marcellaz-Albanais le 30 décembre dernier qui, traumatisé, a quitté la région et M^{me} Jeanne Tissot, soixante-seize ans, qui a eu les deux bras cassés le 15 janvier dernier.

« Un jeune Roumain demande l'asile politique en France », a déclaré M. Jacob Pop, un jeune Roumain de dix-huit ans, qui a quitté clandestinement son pays, a demandé, le samedi 20 août, l'asile politique en France. Le jeune homme affirme qu'il avait été condamné, en juillet dernier, à sept jours de prison pour avoir dessiné sur des édifices publics des caricatures contestataires. Interpellé, vendredi, en gare de Nancy par un contrôleur de la SNCF, alors qu'il était dépourvu de titre de transport, le jeune homme a déclaré qu'il s'était enfui de son pays en traversant le Danube à la nage.

Deux militants proches des milieux autonomistes ont été interpellés au cours de la nuit, mais immédiatement relâchés après audition. Selon les premières constatations, la bombe était d'une puissance de 1 kilo et la charge contenait notamment des piles métalliques qui ont été projetées dans un rayon de 100 mètres.

Le 6 juillet dernier, une bombe, qui n'avait pas explosé, avait été déposée devant l'hôtel de la région des Pays de la Loire, à Nantes. Le Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne (FLB-ARB) avait revendiqué l'attentat une semaine plus tard.

Deux morts et trois blessés dans les Hautes-Alpes. — Une cordée de cinq alpinistes, partis pour l'ascension du Dôme des Ecrins, est tombée dans une crevasse, le dimanche 21 août, après avoir dévié sur le glacier Blanc (massif des Ecrins, au-dessus de Briançon). Deux de ses membres ont été tués et les trois autres blessés, dont deux grièvement. Selon les sauveteurs, le chef de cordée, Jean-Jacques Allemanno, quarante-sept ans, domicilié à Châteauroux (Hautes-Alpes), a glissé, à environ 3 500 mètres d'altitude, entraînant ses quatre compagnons encordés. Après une chute d'une centaine de mètres sur la neige, les cinq personnes ont disparu dans une crevasse, profonde d'une quinzaine de mètres. C'est l'un des plus graves accidents survenus dans les Hautes-Alpes cette saison.

Barrages à Egletons contre l'abandon du projet d'école de police. — Une trentaine de manifestants ont établi des barrages, le dimanche 21 août, sur la route nationale 69 à Egletons (Corrèze), ralentissant la circulation sur cet axe routier qui relie la Sud-Ouest à la région lyonnaise. Ils entendaient protester contre l'abandon par M. Pierre Joxe du projet d'école de police décidé en 1986 par le gouvernement de M. Jacques Chirac, député de Corrèze. « C'est une première répétition », a déclaré le conseiller général André Crouzet, qui marchait en tête de la manifestation. La prochaine fois, nous viendrons avec les bulldozers et nous bloquerons tout.

Communication

Fox TV au secours du FBI

Chasse à l'homme sur les écrans américains

WASHINGTON

correspondance

Depuis plusieurs mois, tous les dimanches soir à 20 heures, les téléspectateurs américains savaient sur Fox TV, la chaîne de M. Rupert Murdoch une demi-heure de suspense d'un programme qui n'a rien à voir avec les innombrables films policiers envahissant le petit écran. Il s'agit d'une histoire vraie, celle d'un criminel en fuite, soit déjà condamné, soit activement recherché par la police fédérale. La FBI continue d'afficher dans les commissariats et bureaux de poste les portraits des fugitifs sous la mention « wanted » (recherché), d'où le titre du programme « America's most wanted » (les plus recherchés d'Amérique). Pour cerner le tout, le présentateur de l'émission a un compte personnel à régler avec les criminels : son fils de six ans fut enlevé et tué en 1981. L'assassin n'a jamais été retrouvé.

Mais la vague de criminalité, le nombre important des auteurs de crimes ayant échappé à la justice (280 000 suspects de vol à main armée, viol et meurtre courant toujours) entretiennent les frustrations, l'angoisse et l'esprit de vengeance de millions d'Américains. Le programme leur permet de se décharger. En effet, trois mille personnes en moyenne téléphonent chaque semaine, à Fox TV, qui les invite à fournir des renseignements permettant d'identifier et de retrouver des criminels fugitifs.

Apparemment, cette chasse à l'homme électronique donne des résultats. En quelques mois, elle a abouti à l'arrestation de quinze criminels disparus dans la nature. Les spectateurs ont ainsi réussi à faire arrêter un homme qui avait assassiné une famille dans l'Indiana. Un assassin du Mary-

land fut retrouvé à New-York, identifié par deux cents personnes qui avaient reconnu à l'écran. Dans une séquence digne de la meilleure production hollywoodienne, un automobiliste payait son plein d'essence au moment même où le récepteur placé près de la caisse diffusait le portrait du fugitif qui venait de le servir. La FBI, informée, l'arrêta quelques heures plus tard.

Le succès du programme ne vient pas seulement des motivations profondes des Américains, toujours enclins, par esprit civique, à se faire les auxiliaires ou les indicateurs de la police. Il tient également à la qualité du spectacle, où le crime est reconstitué sur les lieux mêmes où il a été commis et joué par des acteurs choisis pour leur ressemblance avec les assassins recherchés. La FBI apporte sa contribution en ouvrant ses dossiers contenant des photos, des bandes d'actualité, révélant les habitudes, les manies et les goûts de ceux qui, ayant changé de nom et de vie, se croient à l'abri.

Malgré son efficacité, le programme est controversé. Certains groupes de pression s'inquiètent. Est-il bon, disent-ils, d'encourager cette entreprise de délation nationale, qui pourrait dériver sur un psychisme de chasse à l'homme et favoriser des vengeances personnelles ? D'autre part, comment des jurés, appelés à juger un criminel retrouvé, pourraient-ils garder leur impartialité, rester insensibles devant la reconstitution à l'écran du crime ? La force de l'image peut fausser la sérénité requise par la justice.

Mais la grande majorité des Américains est favorable à cet outil électronique qui poursuit dans tout le pays les fugitifs.

HENRI PIERRE.

L'université d'été

Les grands rendez-vous de Carcans-Maubuisson

La neuvième université d'été de la communication, organisée dans le cadre de l'Année européenne du cinéma et de la télévision avec le concours d'une cinquantaine d'institutions, se tiendra du 29 août au 2 septembre à Carcans-Maubuisson (Gironde). La séance inaugurale, consacrée à « La dimension européenne et le partage des savoirs », réunira M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire, M. Jean Taverrier, président du conseil régional d'Aquitaine, et M. Jacques Valade, président du conseil général de Gironde. M. Chérèque retrouvera le même jour M. François-Henri de Virieu, producteur à Antenne 2 et président de l'ADATE, pour un débat sur « L'aménagement du territoire et les nouvelles technologies ». En soirée, une table ronde sur la presse réunira les responsables de *the Independent*, *the European*, *Sud-Ouest* et *24 heures*.

Le mardi 30 août, ce sera au tour de M^{me} Catherine Tasca de visiter l'université et de s'exprimer sur les grands dossiers de la rentrée. Un débat sur l'actionnariat populaire dans les médias réunira Jean-François Held (*L'Express*), Bernard Langlois (*Politix*), Alain Minc, président de la société des lecteurs du Monde et Jean-Louis Peninou (*Libération*).

Mercredi 31 août, Carcans recevra la visite de M. Emile Biagini, secrétaire d'État chargé des grands travaux. M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, viendra parler de la communication face au défi de la communication. En soirée, débat entre M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission pour le bicentenaire, et M. Philippe de Villiers.

Judi 1^{er} septembre, M. Paul Quilès, ministre des P et T, viendra parler du satellite et du câble. En soirée, un débat opposera M. Jacques Rigaut, administrateur de la CFT, et M. Patrick Le Lay, vice-président de TFI. Le vendredi 2 septembre, M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, et M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'État chargé des relations culturelles internationales, clôtureront.

M. Philippe Villin deviendrait PDG de France-Soir

L'actuel vice-président-directeur général du Figaro, M. Philippe Villin, devrait occuper, le 1^{er} septembre, le poste de PDG de France-Soir, indique la lettre spécialisée *la Correspondance de la presse*. M. Villin aurait décidé de remanier profondément la formule du quotidien local païssien et régional, qui devrait se traduire par une augmentation de la pagination ; introduction de la couleur ; développement du reportage à domicile ; multiplication des opérations de promotion. France-Soir devrait aussi bénéficier d'une autre maquette, due au graphiste Claude Maggiori qui a notamment mis au point, en 1987, la nouvelle formule de *Libération*.

La reprise en main de France-Soir par M. Villin est due aux mauvais résultats persistants du titre. Autrefois « millionnaire » — en 1962, il vendait 1 011 167 exemplaires alors qu'il était la propriété de Jean Prost, — France-Soir n'a cessé de baisser depuis une quinzaine d'années. Racheté en 1977 par M. Robert Hersant, le journal avait une diffusion de 418 830 exemplaires en 1983 et de 300 179 exemplaires l'an dernier. M. Philippe Villin, nommé directeur de la rédaction au printemps 1987, avait déjà remodelé la formule de France-Soir sans que les effets en soient sensibles.

Le Carnet du Monde

Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de

M^{me} FORTUGNE
et du
docteur Daniel BRASNU,
professeur d'université
le 18 août 1988, à Paris-16.

— Frédéric BILLET,
lieutenant
et
Lydie FISLOR,
commissaire-licencié.

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré en l'église Notre-Dame de Marmande, le samedi 27 août 1988.

4, rue du Stade,
47200 Marmande.

Décès

— Olga Abatzoff,
M^{me} et M^{me} Alexandre Tarrasoff,
M^{me} et M^{me} Léon Tarrasoff,
M^{me} Tarrasoff von Maffei-Zughauf,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Michel N. ABATZIEFF,
née Elisabeth Kewerka Tarrasoff.
Les obsèques ont eu lieu jeudi 22 août.

— M^{me} Claude Bécart,
M^{me} et M^{me} Philippe Bécart Dewitte,
ses enfants,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
sa famille
et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne BÉCART,
directeur honoraire
au ministère de l'Éducation nationale,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de Léo Lagrange,
résistant, député.

survivent le 21 août 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 24 août 1988, à 14 h 30, à son domicile.

19, route de Landrecies,
Avesnes,
59440 Avesnes-sur-Helpe.

— M. et M^{me} Pierre Berthet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Berthet
et leurs enfants,
M^{me} Roseline Berthet,
M^{me} Marie-Claire Guidicelli
et son fils,
font part du décès de

M^{me} veuve Auguste BERTIN,
née Suzanne Chabon,
ancienne élève de l'école normale
de Fontenay.

survivent le 20 août 1988, à Cotignac (Var).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 août 1988, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Brémontier, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes.

130, boulevard Poincaré,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Béatrice Jean-François Chahid-Nourai,
M. Behzad Nour Chahid-Nourai,
ses enfants,
Cécile, Alexis, Laila,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hassan CHAHID-NOURAI,
né Elhane Férus,
survivent le 18 août 1988.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

— Marguerite Mari,
Simone, Georges, Gilbert Darmon,
Edmée Djan,
Pauline Tappin,
André Abessanis,
ses enfants,
ses petits-enfants,
sa famille
et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Reine DARMON,
née Kalfas,
survivent le 13 août 1988, dans sa cent unième année, à Aix-en-Provence.

L'information a eu lieu dans l'intimité familiale.

Et rappellent à votre souvenir, son époux

Abner DARMON,
professeur honoraire,
décédé à Cambronne le 20 août 1975.

Gilbert DARMON,
24, chemin de Beauregard,
Le Val des Sources,
13100 Aix-en-Provence.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les interieurs du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Jeanne Sarvan,
M. et M^{me} Gérard Lambert,
M^{me} David Lambert
et ses enfants,
M. et M^{me} Claude Wauthier Wurmser,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de leur cousin

M^{me} Odette LAMBERT,
survivent à Nice le 3 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'information a eu lieu le 3 août, à Nancy, dans le caveau de famille.

39, route de la Corniche-Fleurie,
06200 Nice.

— Nous avons le regret d'annoncer le décès de

M. Spyros MARCANTONAKIS,
Famille Marcantonakis,
Athènes-La Canée.

— Le président
Et tous les collaborateurs de l'université Paris-X-Nanterre,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Marguerite MATHIEU,
docteur de l'université de Bruxelles,
maître de conférences
de l'Institut de latin de Paris-X.

— Toute sa famille
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles MÉLARD,
survivent le 13 août 1988, à l'âge de soixante-seize ans.

— Annie Moril Patis,
Claude et Claude Hénar,
Christiane et Claude Ausanseau,
Monique et Philippe Touray,
Leo et Elisabeth Moril Patis,
Odile et Michel Weber,
Michel et Dominique Moril Patis,
Et ses petits-enfants,
font part du décès de

Louis MOREL FATTO,
avocat à la cour,
survivent le 19 août 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 août, à 11 heures, en l'église de Choisy (75460 Choisy-le-Rein).

4, place de Mexico,
75016 Paris.

— M^{me} Ponnelle,
Margit Sand-Ponnelle,
son épouse,
Pierre-Dominique et Jean-Philippe,
ses fils,
Margit et Pascal Daniel,
ses neveux et beaux-frères
et leurs enfants,
Dagmar Friedrich,
Et toute la famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre PONNELLE,
le 11 août 1988, à Munich, à l'âge de cinquante-six ans.

L'information a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Père-Lachaise, le 19 août.

Un hommage lui sera rendu à Salsbourg (Autriche), le 25 août.

70, avenue Sainte-Marie,
94160 Saint-Mandé.

(Le Monde du 13 août.)

Anniversaires

— Il y a six ans nous quitte

Renald DECOUSSER.

Son souvenir est là.

Maggie
Et les enfants,

— Le 21 août 1978, le

docteur Jean RAFFIN,
agréé de l'université,

nous quitte.

Sa famille
demande à ses amis de se souvenir.

Communications diverses

— Le livre de condoléances de l'ambassade du Pakistan sera ouvert

lundi 22 et mardi 23 août, de 10 heures à 12 h 30, et de 15 heures à 17 h 30, au 18, rue Lord-Byron, 75008 Paris.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME.
s'ils nous parviennent avant 10 h
au siège du journal.

7, r. de la Harpe, 75007 Paris Cedex 08.
Tél. MONPAR 880 072 F.
Téléfax : 46-23-0641.
Renseignements : Tél. 42-47-98-03.

Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques 70 F
Abonnés (avec justificatif) 60 F
Communications diverses 82 F
Insérent minimum 10 lignes (dont 4 lignes de basculement). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

MUSIQUES

« Edipus-Rex », d'Igor Stravinski

Ruines de rêves écroulés

La ville de Sienna organise sa quarante-cinquième Semaine musicale, marquée par les compositeurs russes, Rachmaninov, et Stravinski avec son Edipus-Rex.

Tout en haut de Sienna, il est un étrange vestige. Le long du Musée du don, où sont les statues de Pisano et la Maestà de Duccio, subsistent les murs gigantesques d'une nef qui n'a jamais été construite : la cathédrale romane actuelle (« la plus belle maison que les hommes aient offerte à la Reine des cieux », disait André Suarès) devait tout simplement lui servir de transept.

La peste noire ravagea ce projet quelque peu grandiloquent, et l'événement est bien que ces pierres battantes aient traversé les siècles. Trois fenêtres béantes, dans le portail de quelque trente ou quarante mètres de haut, restent ainsi ouvertes aux rêves et aux chimères portés par les volées d'oiseaux.

Pour le début de la quarante-cinquième Semaine musicale de Sienna, Luciano Alberti, directeur artistique de la fameuse académie Chigiana, a choisi d'y représenter un drame qui est aussi l'écroulement d'un idéal de grandeur, l'Edipus-Rex d'Igor Stravinski, sur un livret de Jean Cocteau traduit en latin par celui qui deviendrait le futur cardinal Danielou.

L'œuvre, au plus noir de l'époque néo-classique du compositeur (1926), est aussi sèche et abrupte que ce décor imposant, auquel le sculpteur Arnaldo Pomodoro a ajouté deux superbes portails aux motifs d'épines, de cloches, de barbelés, de balles et de boulets, qui pivote sur elle-même, laisse passer

les messages du malheur, rejette les héros dans les ténèbres de l'angoisse et de la mort.

Le speaker en smoking interprète les vus du Destin du plus en plus haut, grimant jusqu'au faîte de la façade pour annoncer la sinistre conclusion. Au sol, sous ces murs immenses, Oedipe, Créon et les chœurs, dans leur carapace raide de scarabées, semblent égarés par la fatalité qui réduit en poussière la gloire, les rêves et les amours de ce puissant roi.

La musique de Stravinski pétite allègrement toute cette respectabilité et ce bonheur ; glacée, machiste, scherzo au rythme inexorable, au style vocal raide et inexpressif, elle ne sort de sa réserve que pour souligner ironiquement les oracles que Jocaste qualifie à tort de « menteurs », ou pour accompagner de traits grotesques et triomphants la catastrophe finale, le suicide de Jocaste et le départ d'Oedipe, les yeux crevés.

La régie très rigoureuse de Luciano Alberti et la direction acoustique de Guendy Rodjstvensky, à la tête d'un honorable Orchestre bulgare, donnaient une véritable stature tragique à ce spectacle d'une impressionnante beauté visuelle. Distribution de qualité avec William Neill, Oedipe vacillant, à la voix tremblante, vaincu d'avance ; le puissant Tiresias de Paolo Washington et surtout Lucia Valentini-Terrani, qui, en un instant, avec cette voix et ce port d'une expressivité exceptionnelle, impose le personnage de Jocaste, reine au-dessus des oracles et du destin, qui se mure ensuite dans le silence et la mimique d'une éponévrotomie descendue aux enfers.

Cette semaine siennaise, très marquée par la musique russe, s'était ouverte auparavant à l'intérieur de la cathédrale, sous le regard attentif et sans bienveillance des quelques deux cents pages sculptés au plafond avec leur dure, frôlante des sourcils d'entendre les Vespres de Sergueï Rachmaninov, ultime fleur de la piété orthodoxe avant la Révolution d'octobre.

L'auteur, dit-on, était agnostique ; il fallait alors qu'il fût nourri de ferveur ancestrale pour composer un chef-d'œuvre aussi riche, comparable aux grandes pages religieuses d'un Bach ou d'un Beethoven. Une cathédrale de voix qui, pendant plus d'une heure, fait alterner les épodes les plus divers, une lumineuse évocation de la Résurrection, d'une fraîcheur à la Fra Angelico, des méditations théologiques très concentrées, au rayonnement tout intérieur, un « Cantique » de Siméon où la voix des témoins s'élève au milieu du délicat balancement des voix féminines, ou encore l'ivresse sacrée que déchaine le chœur de l'hymne du soir répété par la terre-entière.

L'œuvre resplendissait dans l'interprétation irrésistible du chœur Valéry Polansky, de Moscou, quarante-cinq chanteurs aux visages beaux et graves, creusés et comme formés par la musique. Les yeux fixés sur leur chef, ils atteignaient, dans la douceur ou la puissance la plus terrible, à une homogénéité absolue de l'accent, à une pureté de l'éclair, à un raffinement de la couleur d'une beauté exceptionnelle : le marbre frémissant des voix russes dans le fabuleux palais de marbre de cette cathédrale du Moyen Âge.

JACQUES LONCHAMPT.

Les festivals dans les églises

Chœurs sacrés, ferveur profane...

L'été des festivals fait peu de cas d'une récente ordonnance papale en matière de musique à l'église. Outre l'accès libre et gratuit, le pape recommandait de revenir à la musique religieuse et d'exclure la musique profane.

Le 19 décembre dernier, dans un document rédigé par la Congrégation pour le culte divin, le Vatican invitait les évêques à limiter à la seule musique sacrée les concerts dans les églises. Il précisait : « la qualification religieuse des pièces musicales doit résulter explicitement de leur destination originelle et de leur contenu ». Quel que soit leur degré d'interiorité, voire de ferveur, les tristes de Schubert ou les sonates de Mozart seraient donc à l'avenir interdites d'exécution.

Mais le Vatican ne s'arrête pas en si bon chemin. Le droit canon venait appuyer ses propos. Celui-ci prescrit le libre accès aux lieux de culte et interdit de fait l'organisation des spectacles payants. En conséquence, chacun devrait se dispenser d'apporter un petit supplément, même grâce à Bach ou à Messiaen, au don du culte. Rome rappelle à l'ordre tous les curés, qui, pour les besoins de la cause, avaient revêtu l'habit top académique des organisateurs de concert. Mieux valait donc

souffler le glas dans les nombreuses églises qui chaque année affichent de véritables schémas musicaux.

La-dessus, voici l'été, avec son cortège de festivals, de « semaines » et de rencontres, qui investissent à qui mieux mieux cathédrales, chapelles ou cloîtres. La liste des concerts « paroissiaux » pour la seule région parisienne est éloquent. Dans les habituelles Sainte-Chapelle, Saint-Médard, Saint-Eustache ou Saint-Germain-des-Près, les aïeux d'opéra de Mozart, les quatuors de Beethoven, les sonates de Chopin se mêlent tous les jours aux divers de deum, requiems et cantates. La recommandation romaine, laissée à l'ordinaire des évêques, a donc vu son application pour le moins ajournée. Après l'alerte de l'hiver, il n'est plus resté en l'air qu'un parfum d'encens refroidi... et qu'une vaste question.

Que faut-il entendre désormais par musique sacrée, hormis le cas d'un texte religieux mis en musique ? Lorsque la Congrégation déclare d'un ton égal qu'« une musique symphonique, et belle soit-elle, n'a pas de caractère religieux » ne peut-on pas répondre avec Pie XII, après l'audition d'un quatuor de Beethoven interprété au Vatican : « Bravi ! Bravi ! Ah ! mon Dieu, quand nous serons-nous de Tantum ergo de cette qualité-là ? ».

En effet, la qualité semble le seul critère qui permette de venger le principe de l'interdiction en musique. Si une œuvre de la musique du Concile II, hymne marial, inspirée de la chanson la plus lubri-

que du moyen Âge ? Du Tantum ergo de Rossini écrit à la manière de ses opéras bouffes ? Du radieux Jeanne d'Arc composé par Monteverdi d'après le madrigal Chœur d'été ? Le Maître du Bourgeois gentilhomme est devenu cantique au saint sacrement par le biais de quelques vers qui sont à peine un peu de prose ; et personne ne s'en plaint.

Sans doute, les temps ont-ils changé. Notre-Dame n'est plus cette maison du peuple, « asile des persécutés, refuge aux bourgeois », et refuge privilégié pour toute une production artistique que des salles spécialisées devaient, par la suite, recueillir et cultiver. Sans doute les musiques fœdéralement populaires, les variétés, le jazz, le rock, acquièrent-elles peu à peu leurs sanctuaires. Mais l'ordonnance papale rappelle soudain la gratuité des auditions des œuvres mêmes que, bon an mal an, on estime sacrées. L'affaire se corse. Il n'est plus question de faire payer sa place à celui qui voudrait écouter une messe de Mozart, des pièces pour orgue de Messiaen, ou une passion de Bach, et cependant le document ne dit rien sur la production doit être bénéficiaire. On conseillera même vivement à l'organisateur de régler les frais du concert. Il suffira d'attendre la venue du manager ou du sponsor futuriste qui assurera les dépenses sans contrepartie d'une soirée musicale dans une église. Assieds-toi et fais tes comptes, dit l'Evangile !

STEPHANE GAMBRIER.

Le marché du disque

La nouvelle croissance

Après la baisse de la TVA et l'introduction de la publicité télévisée pour les disques, l'industrie musicale invente une nouvelle forme de distribution.

L'abaissement du taux de la TVA survenu le 1^{er} décembre dernier (18,6 % au lieu de 33,3 %) et l'introduction en mai de la publicité télévisée pour les disques ont relancé les ventes. Depuis 1980, le chiffre d'affaires annuel de l'industrie musicale était en baisse sensible. Au cours du premier semestre, la progression du même chiffre d'affaires par rapport à la même période de 1987 atteint 31,8 %, dont une augmentation de 78,3 % pour les disques compacts, 43,3 % pour les cassettes, 3,7 % pour les albums. Le phénomène que l'on aurait pu croire passager se consolide. Seul le 45 tours ne suit pas la même courbe : moins 7,3 %.

Paradoxalement, cette nouvelle croissance paraît s'effectuer en élargissant l'éventail de choix du consommateur : les ventes au-dessus du million, encore fréquentes il y a deux ans, avec notamment Renaud et Jean-Jacques Goldman, ne semblent plus de mise. Le plus haut chiffre se situe à environ 700 000 exemplaires avec l'album de Johnny Clegg. L'industrie phonographique, qui a fait sa mutation (en 1978, six mille trois cent trente-six personnes collaboraient aux soixante-cinq sociétés composant le Syndicat national de l'édition phonographique ; en 1986, il n'y en avait plus que trois mille quatre cent quatre-vingt-deux), n'est plus au « rouge » pour la première fois depuis dix ans. Mais ses responsables soulignent que, sur le marché européen, le chiffre d'affaires a valeur constante est inférieur à 6 % de celui de 1980 et à 15 % de celui de 1978. Ces mêmes responsables espèrent une nouvelle baisse de la

TVA dans le cadre de l'harmonisation des taux européens en 1993 ; le Comité économique et social des Communautés européennes s'est prononcé récemment en faveur de l'imposition des enregistrements sonores au taux réduit de 7 %, comme les autres biens culturels.

Dans cette perspective et avec la conviction que le marché phonographique a repris sa croissance, la société Virgin ouvre en novembre, au 52-60, avenue des Champs-Élysées, un mégastore, c'est-à-dire un grand magasin à trois niveaux dans le style des années 30 (beaucoup de marbre, coupole de verre, etc.) spécialisé dans la vente de tous les supports musicaux, audiovisuels et produits voisins (vidéo, livres, tee-shirts, gadgets, posters, billets de concert), qui serait ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 24 heures, et auquel seront incorporés une cafétéria, une radio FM et un lieu d'animation interne pour la promotion des produits.

Ce genre de magasin existe en Grande-Bretagne depuis la fin des années 70. Le premier mégastore Virgin a été ouvert dans Oxford Street, à Londres en 1979. But : offrir une gamme de produits musicaux aussi large que possible et les présenter au public de telle façon que celui-ci n'ait pas l'impression de se livrer à un travail d'archéologue. L'accès au produit facilitant le choix du consommateur, que celui-ci soit ou non spécialisé. Il y a huit mégastores en Grande-Bretagne, un en Irlande, un en Australie. Leur surface excède toujours 1 000 mètres carrés.

Avec le mégastore des Champs-Élysées, Virgin veut offrir aux consommateurs parisiens d'abord, et peut-être demain de province, un « espace loiras » adapté aux quinze-trente-cinq ans, c'est-à-dire aux gros consommateurs de musique.

CLAUDE FLEOUTER.

Pharoah Sanders fait la réouverture du New Morning

La musique noire, Dieu et l'histoire

Pharoah Sanders est entré dans le groupe de Coltrane en 1965. Il venait après la première génération des grands libérateurs du free-jazz. Cette semaine, il fait la réouverture du New Morning dont il est un habitué.

Sur les traces de Pharoah Sanders, faisons un détour inattendu mais instructif par le 400 mètres plat, dont Butch Reynolds vient de pulvériser le record du monde (le Monde du 19 août). Autre musique noire.

Lee Evans, détenteur incontesté du record depuis vingt ans, court « pour la justice sociale et le peuple noir » (sur le podium à Mexico, en 1968, poing ganté de noir, biceps des Panthères noires sur la tête incli-

née). Son drapeau déclaré, un Nigéria entraîné par ses soins, a alors voulu courir « pour Dieu ». Dies ne l'a pas aidé à battre le record. Ses vœux, on le sait, sont impénétrables. Le nouveau recordman, Butch Reynolds, ne s'embarrasse pas plus de Dieu que des basses sociales. Il court simplement « pour le record ». Vainqueur le semaine dernière, il a plusieurs fois crié : « Maintenant, l'histoire, c'est moi ! ».

Si l'on veut bien comprendre cette petite fable, mieux vaut relire Hegel à la lumière de Kojève. Lee Evans, son drapeau déclaré et Butch Reynolds sont noirs. Le jazz raconte leur histoire à sa façon : comme d'habitude, avec un temps d'avance. Pharoah Sanders, l'homme par qui Dieu s'est installé dans la musique de Coltrane, est né à Little Rock : comme Lester Bowie, tout juste un an avant, le 10 octobre 1940. Début de carrière semblable à celui de tous les saxophones témoins de l'époque, dans les groupes rhythm'n blues en

tourée : Richard Boone, Ed Kelley, Bob Porter, etc.

An milieu des années 50, Little Rock (Arkansas) est un haut lieu de luttes pour l'intégration raciale. On s'en souvient. Une affaire d'État, la troupe, les manifestations, pour faire entrer un malheureux gamin dans une lycée blanc. L'époque est sportive. Le free-jazz fait de son éthique violente une esthétique. Passage obligé. La contestation va jusqu'à bouleverser l'harmonie, le rythme et la sensibilité musicale. Musiciens et partisans du Black Panther Party échangent des vœux, des sons et des projets de société.

Les grands mythes des années 70

Pharoah Sanders libère alors les grands mythes des années 70 : la célébration d'une Afrique de fantasme et de réalité, la recherche des états d'extase (extase, méditation, expérience intérieure), et cette sagesse qu'il prétend convoquer par

la musique (Wisdom Through Music) ou par l'unité (Black Unity) est le titre d'un autre de ses albums). Voilà comme il transforme la parole des libérateurs d'abord aux côtés de Coltrane, qui est son Dieu, enfin un de ses dieux, puis, à la mort du géant (17 juillet 1967), aux côtés d'Alice Coltrane. Coltrane avait sans doute besoin de sa présence pacifique. Ensemble, ils ont gravé une demi-douzaine de disques dont quelques moments : Ascension, Kulu Sé Mama ou Meditations.

Son premier apport s'est placé sous le signe de la passion brûlante, convulsive. Comme s'il cherchait à sublimer (par chimie analytique) les apres et grossières inflexions du rhythm'n blues. Avec une énergie et une puissance rares, sa quête est toujours en bordure de la voix humaine : sa musique démente l'humanité de la voix ou celle du corps qui murmure et échoie. L'histoire lui a donné son temps. Après un engouement particulièrement nerveux (cette proximité avec Coltrane, sans doute), Pharoah Sanders a masqué un viril intérêt pour les cercles du jazz proprement dit. Musiques plausibles, mélodies incantatoires ont servi de fond sonore à pas mal de soirées méditatives, modèle 70 : coussins, concerts, réveries. Après quoi est venu le reflux, une certaine discrétion et beaucoup d'écailles.

En pleine célébration des années 70 (au train où ça va, on célébrera en 89 l'année 88, ses élections, ses tubes, ses modes et son retour au flamenco qu'on viendra justement d'oublier, Pharoah Sanders rouvre le New Morning. Faut-il voir un signe ? Au fait : qui tient aujourd'hui le flambeau ? L'histoire, comme dirait l'autre, l'histoire, aujourd'hui, c'est qui ?

FRANÇOIS MARMANDE.

* Pharoah Sanders au New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, le 24, 21 h 30.

EXPOSITIONS

Otto Freundlich à Rochechouart

Un Européen

1911-1943. Entre ces deux dates, le Musée d'art contemporain de Rochechouart (Haute-Vienne) présente une centaine de toiles d'Otto Freundlich qui est, dans les années 30, le mortel honneur de faire le « one » du catalogue de l'exposition itinérante « Entartete Kunst » (l'art dégénéré) organisée par Goebbels. Son œuvre peint et sculpté fut expulsé des musées où il figurait et détruit dans un autodébut avant que l'artiste fût déporté lui-même : juif, communiste et peintre abstrait, il avait tout pour s'attirer l'intérêt tenace de la Gestapo qui le retrouva (sur dénonciation) caché chez des paysans des Pyrénées.

Orientales et l'espérance au camp de concentration de Mauthausen ; il y mourut le 9 mars 1943 ; il avait soixante-cinq ans.

Otto Freundlich fut, en 1908, à Montmartre, le colocataire de Picasso et Braque au Bateau-Lavoir ; il rencontra Guillaume Apollinaire, fut, avec Max Ernst et Raoul Hausmann, l'un des propagateurs du mouvement dada à Berlin et Cologne, travailla avec Robert et Sonia Delaunay, exposa avec Kandinsky, fut l'ami de Max Jacob, etc.

L'exposition du musée de Rochechouart retrace cette destinée singu-

lière. Otto Freundlich connut le cubisme français, l'expressionnisme allemand, les débuts russes de l'abstraction et le surréalisme. Il se voula aussi classique et fit de l'ogive gothique (il avait travaillé à la restauration des vitraux de Chartres au début de 1914), un élément quasi permanent de ses compositions abstraites.

GEORGES CHATAIN.

* Otto Freundlich, Musée départemental d'art contemporain de Rochechouart (Haute-Vienne), jusqu'au 18 septembre 1988. Ouvert tous les jours, sauf mardi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

MERCREDI

Ce film est dédié aux enfants des rues de Bombay

C'est l'histoire d'un monde qui prive ses enfants du droit de jouer de l'enfance, un monde qui n'a plus rien d'innocent. SALAAM BOMBAY! rend hommage à l'esprit de survie de ces enfants, pleins d'humour, dignes, solides et flamboyants. (Mira Nair)

SALAAM BOMBAY!

CAMÉRA D'OR CANNES 1988

UN FILM DE MIRA NAIR

UNIVERS DE
LA GESTION

J'avance

Jeunes auditeurs
vous irez loin...

À la Banque Populaire de la Côte d'Azur solidement implantée sur la région (1000 personnes, 62 agences). Diplômés d'une grande École de Gestion ou d'un DECS, disposant d'une première expérience d'Audit, vous saurez mettre à profit vos compétences au sein de notre Direction du Contrôle.

Vous avez de réelles qualités de rigueur et de contact ainsi que des connaissances de base en informatique. Bénéficiant d'une structure décentralisée, la Banque vous offrira des perspectives d'évolution diversifiées. Basés à Nice, vous effectuerez de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre candidature, sous forme manuscrite, CV + photo + prétentions à la Direction des Ressources Humaines - 4, rue du Docteur Baret - 06000 NICE.

BANQUE POPULAIRE
DE LA CÔTE D'AZUR

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MUTUALITE FRANCAISE
recherche pour sa
DIRECTION PREVOYANCE
CADRE FORMATEUR H/F

Vous aurez, au sein d'une équipe de formateurs, la responsabilité de concevoir et d'animer des stages sur la prévoyance.

Si vous avez complété vos études supérieures (Droit, Sciences Eco...) par une formation en assurances, si vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans comme formateur (si possible dans le secteur des assurances).

si vous êtes disponible pour de nombreux déplacements en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) et rémunération souhaitée à
MUTUALITE FRANCAISE
Division des Relations
Sociales
255, rue de Valenciennes
75719 Paris Cedex 15.

MUTUALITE
FRANCAISE

PME leader national en conception et fabrication imprimantes Vitéx et produits périphériques recherche dans le cadre de son expansion.

UN DIRECTEUR
INDUSTRIALISATION/FABRICATION

Sa mission : contrôle de qualité, suivi des produits de la fabrication au S.A.V., nomenclatures, méthodes de production. Ses interlocuteurs : la direction générale, le bureau d'études, l'équipe production, les sous-traitants.

Le profil : 30 ans minimum, diplôme d'ingénieur, une expérience réussie de 5 ans minimum dans le domaine fabrication électronique est requise.

Le lieu de travail : banlieue Nord-Ouest, 15 km de Paris.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec prétentions sous n° 8 717, LE MONDE PUBLICITE - 4, rue Montessuy, 75007 PARIS.

DEMANDES
D'EMPLOIS

ASSOCIAT, 1901
Gérant maison d'enfants à
cercueil social
(M.E.C.S.) 0-12 ans (25
ans), CC 1981
classe

1 DIRECTEUR(Trice)
dpt. E.N.S.P. souh. env. c.v.
à Dominique Muisier, Les
Poussettes, 37 rue du Gal
Lozier, 95210 St-Germain

Structure intercommunale
de l'aire
recherche

CHARGÉ DE
MISSION ECONOMIQUE

MISSIONS :

- animation et gestion
d'une population d'en-
treprises ;

- accueil d'entreprises et
accompagnement lors de
leur installation ;

- coordination avec les
partenaires chargés du
développement économique
(Comité d'expansion,
chambres consulaires,
organismes de formation,
ANPE...);

- suivi et réalisation d'un
contrat de pôle de déve-
loppement économique.

PROFIL :

- formation juridique ou
économique (minimum :
BAC + 4) ;

- expériences similaires
souhaitées ;

- initiative, disponibilité et
aptitude à la négociation
indispensables.

Adresser lettre manuscrite
+ C.V. + photo à :

M. le Président du District,
1, bd de Valenciennes-Tennin-
gny, BP 28,
92380 La Courneuve-André

Culture/Lycée privé internat,
région parisienne recherche

CADRE EDUCATIF

pour enseigner les mathématiques
et sciences de son insé-
ment.

Envoyer C.V., photo
et lettre manuscrite à :

M. CHEVALIER
B.P. 17, 94320 THIAIS.

GRUPE TRANS. IMPORT.
CHERCHES

CHARGÉ ADMINISTRATIF,
35 ans env. maîtrise de com-
ptabilité et informatic. Dipl.
NEC ESSEC SUP. CO. exp.
relat. à l'Ind. des Transp.
Env. avec C.V. et prétentions
à n° 8 716,
Le Monde Publicité
4, rue Montessuy,
75007 PARIS.

Exploitant des remorques
multimédias d'une

IMPORT. STATION
DE SPORTS D'HIVER

Recherche

1 JEUNE INGENIEUR
A ET M OU EQUIV.

Pour travailler sur le plan
technique et commercial au
niveau d'exploitation.

- Ce poste conviendrait à
un jeune ingénieur de for-
mat. génér. pour avoir
une exp. de 2 à 5 ans.

- Une bonne connaissance
du milieu montagneux,
notamment de la manè-
uvre des remontées mé-
caniques et un contact
aisé avec la clientèle
seront appréciés.

- La pratique du ski est
indispensable.

Adresser lettre manuscrite
+ photo + prét. à :

R.D.T.S.
240 bd de la Colonne,
75000 CHAMBERS.

CAISSE REGIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
D'ILE-DE-FRANCE

RECHERCHE

JURISTE

Titulaire d'une maîtrise ou
d'un DEA (droit du travail
pour assister le sous-
directeur des relations
sociales (service du person-
nel, formation profession-
nelle, école de service social,
relations avec les organi-
sations syndicales).

Notions sur l'organisation de
la Sécurité sociale et
connaissance de la Con-
vention collective souhaitées.
Contrat à durée déterminée.
Salaire brut :

5 488,50 F X 13,66.

Adresser C.V. détaillé à Mon-
sieur le Chef du Personnel,
17/19 rue de Flandre,
75054 Paris Cedex 18,
av. le 12 septembre 88.

propositions
diverses

Recherche PARIS, famille
chaleureuse avec école-
crista pour accueillir
un AN

à partir FIN SEPTEMBRE
J.F. française ayant vécu 10
ans aux USA et désirant
reprendre son éducation
française. Conditions à l'essai.
Tél. : (01) 22-24-00-53
début septembre.

Jeune fille 23 ans
ch. pl. ESTHÉTICIENNE
Tél. : (01) 40-40-15-40.

J.F. française, 28, secrét.
vél. angl., en RFA depuis
1981, comptable, traitement
textes / informatique, recher-
che nouvel emploi en France.
Bure de suite, Isabelle BAU-
LEY, Poussettes 35,
0-6000 Murch 70,
Tél. 19-49-89-760-88-11.

J.H. 29 ans BAC '82, 9 ans
d'expérience, rect. poste
stable dans la comptabilité.
Tél. 42-71-13-56
sp. 18 h ou répond. téléph.

1 SEUL COLLABORATEUR
vous manque et tout est
disponible. Ne cherchez plus,
je suis le chaînon manquant.
27 ans, créatif, études sup.,
multilingue, gestion, pres-
sion, direction artist., prod.,
collectif, ch. à évoluer
dans GALAXIE
GUTENBERG ou MARCONI.
Ecrire sous le n° 8 720
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sout-off topographie.
Lib. O.M. fin juillet 1988.
Envoyez C.V. sur demande.
Ecrire sous le n° 8 687
LE MONDE PUBLICITE
4, rue Montessuy,
75007 Paris.

Secrét. dir. ch. empl. pr
début sept. Nomb. réf.
Catherine Hénery Kenoua
au 42-98-02-40 le soir.
84, r. St-Anne, PARIS 20.

GÉOMÈTRES
SOCIÉTÉ
DE SOUDAGES
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS,
VOUS RECHERCHER

OPÉRATEUR
en TECHNIQUE
TOPOGRAFIQUE.
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac '83 + dipl. univ.
d'adjoint technique.

LA CROISSANCE PACIFIQUE

La marque de Confucius



tabilité dans la vie professionnelle. La fluidité sociale, une grande disponibilité au changement, sont sans doute les autres facteurs qui ont favorisé la modernisation en Asie.

Au-delà des dosages entre dirigisme et libéralisme, les pays d'Asie font preuve d'un pragmatisme, hérité sans doute du vieux fond matérialiste d'une société fondée sur un rapport à l'efficacité qui est de nature moins transcendante qu'immanente. Ainsi n'y a-t-il pas dans l'Asie non socialiste d'attachement de l'ouvrier à sa machine. C'est le geste technique, sans cesse affirmé, qui compte. Les salariés ne protestent pas contre une rotation très rapide des équipements ou du matériel.

On retrouve cette fluidité sociale dans le secteur des services. L'expérience américaine de ces dernières années a montré que le développement d'une économie moderne passait par la création d'emplois dans la distribution et le gardiennage. Dans une telle perspective, l'importance des services, loin d'être un handicap au Japon par exemple, est un atout, permettant de maintenir l'emploi et de donner une certaine qualité de vie à une population dont les conditions d'habitation sont difficiles.

A la recherche de la modernité

Si l'Asie capitaliste et riche est en train de battre en brèche le monopole de modernité que l'Occident pensait détenir, il est un terrain, considéré comme retardataire, où elle accomplit aussi des progrès qui constituent le corollaire de ses succès économiques. De manière au peu mécaniste, on pense souvent en Occident que le développement économique va de pair avec la démocratisation.

Si la libéralisation est à l'ordre du jour en Corée, à Taïwan, mais aussi au Japon, si elle est réclamée à Singapour, le problème se pose peut-être moins en termes de fonctionnement institutionnel de la démocratie qu'en termes de pluralisme. Une fois de plus, c'est dans une perspective moins institutionnelle que pragmatique, fonctionnaliste, voire ritualiste, que ces pays cherchent à résoudre une question qui, en Occident, a donné naissance à une élaboration juridique.

Longtemps, l'Occident a jugé à l'heure de son propre progrès les retards des autres parties du monde. Non sans une certaine frustration, il prend conscience de l'existence de civilisations qui démontrent par leurs performances économiques que ses recettes n'étaient peut-être pas les seules concevables. En revanche, pour l'Asie sinisée, l'Occident apparaît plus comme un modèle de modernité, mais comme une région en déclin. Cette perception, fondée ou non, elle ne la tire pas d'une quelconque philosophie de l'histoire, mais de l'affirmation de son propre succès.

JEAN-MARIE DOUBLET
et PHILIPPE PONS

(1) Sur ce point, voir un livre dont on n'a peut-être pas suffisamment mesuré l'originalité: Léon Vandermeersch, *Le Nouveau Monde asiatique*, PUF, 1986.

Cet article met fin à l'enquête du « Monde Économie » sur la « Croissance Pacifique », faisant suite à ceux qui ont été publiés le 2 août (« Le Japon comme grand ordonnateur »), le 9 août (« La naissance d'une nouvelle Asie ») et le 16 août (« L'Europe et la mutation de l'Orient »).

LONGTEMPS, la modernisation en Asie a été perçue comme synonyme d'occidentalisation. Au Japon, l'un des grands intellectuels réformateurs de l'époque Meiji (fin du dix-neuvième siècle-début du vingtième), Yukichi Fukuzawa, écrivait : « à répondre à l'Asie et à copier l'Occident ». Bien que le mot d'ordre de Meiji fût, en fait, « techniques occidentales et esprit japonais », ce qui sous-entendait le maintien des valeurs nationales, la modernisation ne s'en traduisait pas moins par une déviation sélective de la tradition, pour partie momifiée et pour partie mise en recette de contrôle social (en particulier l'éthique samouraï), qui se conjugua à une occidentalisation des mœurs.

Aucune nation asiatique n'a échappé à ce travail de sagesse : les pays socialistes (Chine, Corée du Nord ou Vietnam) ayant été, de ce point de vue, les plus acharnés « modernistes » ; sans pour autant recueillir les fruits économiques du saccage auquel ils se sont livrés. Le processus de modernisation rapide qu'a connu l'Asie (celui du Japon qui débuta au siècle dernier étant en fait le plus long, la Corée du Sud ayant réalisé en moins d'une génération son bond en avant) a entraîné partout une incertitude des ancêtres, asiatiques ou occidentaux, et un malaise.

Se posant de manière spécifique dans chaque pays, compte tenu de son histoire, la quête d'une identité, en réaction à une occidentalisation omniprésente, a conduit les intellectuels asiatiques à une interrogation sur les racines culturelles propres de leur modernisation. Y a-t-il, par exemple, des éléments spécifiques qui expliquent le dynamisme économique des pays les plus avancés, le Japon et les « quatre dragons » ?

La question paraît d'autant plus pertinente aujourd'hui que c'est peut-être encore plus dans le fonctionnement des mécanismes de la société avancée que dans le décollage économique lui-même que les pays asiatiques modernisés présentent les plus grandes originalités. Il se forge peut-être dans ces pays une « modernité », c'est-à-dire une manière d'être contemporain de son époque, à la fois étonnée et rivale de celle de l'Occident.

Dans la mouvance de la Chine

Le processus de modernisation en Asie est le plus avancé dans les pays du monde sinisé, c'est-à-dire ceux qui ont été dans la mouvance culturelle de la Chine. Si l'on met à part les pays socialistes dont le retard tient moins à des facteurs culturels qu'à leur régime, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, Hongkong et Singapour sont les champions de cette modernisation rapide et à maints égards originale.

Des facteurs historiques sont assurément intervenus. Dans le cas du Japon, le développement d'un capitalisme marchand au cours du règne des Tokugawa (dix-septième-dix-neuvième siècles), conjugué à l'essor d'une culture urbaine et à la diffusion des connaissances par l'éducation, prépara la modernisation.

Ce ne fut pas le cas en Chine. Ni les réformistes chinois de la fin du dix-neuvième siècle, ébranlés par l'impératrice douairière Hsi Shi, ni la République de 1911 ne purent mettre en œuvre ces réformes qui seraient à l'origine du succès, à une échelle géographique plus modeste, de Taïwan. Ce ne fut pas le cas de la Corée, dont la modernisation aux forcées de l'après-guerre, essentiellement de l'après-guerre,

Indépendamment de leur histoire, les pays d'Asie qui se sont modernisés, ou sont en voie de l'être, disposent d'un patrimoine de valeurs communes. On le retrouve à des degrés divers de l'Indonésie musulmane à la Corée confucianiste, en passant par le Japon, doté d'une culture singulière, ou par les Philippines chrétiennes.

Ce système de valeurs, parfois réduites à des stéréotypes par les Asiatiques eux-mêmes, soucieux de se définir par opposition au supposé universalisme occidental, comprend essentiellement la piété filiale, le respect des personnes âgées (et donc de l'expérience ou de la hiérarchie par le biais d'une gérontocratie encore très répandue), et l'attention portée au formalisme dans les rapports sociaux.

Si l'« Asie douce », celle du Sud-Est, par opposition à l'« Asie dure », celle du Nord-Est, influencée par le confucianisme, a connu une modernisation plus lente, c'est sans doute pour des raisons historiques tenant au colonialisme (dont tous ces pays furent victimes, à l'exception de la Thaïlande), mais aussi peut-être parce que l'influence morale considérable du bouddhisme (ou de l'islam) n'y fut pas compensée par la doctrine rigide d'organisation sociale que fut le confucianisme.

Les nouvelles mentalités

Malgré une grande diversité, le monde « confucianiste » présente des similitudes dans les modes de pensée, les styles de vie et les rapports sociaux. La tradition « réinventée dans les mentalités nouvelles » n'y semble pas un phénomène résiduel, et elle ne peut y être assimilée au conservatisme passifiste (1). Si ce substrat culturel n'explique pas tout, loin de là, il n'en contient pas moins des éléments de réponse.

Les envolées sur le zén comme support spirituel aux processus économiques nippons appartiennent aux délires de l'exotisme. En revanche, si le confucianisme est mort avec la vieille société, il n'en constitue pas moins un patrimoine de valeurs important, dont plusieurs principes ont favorisé la modernisation. Il en est ainsi d'une conception de la société qui, contrairement à l'humanisme individualiste chrétien, exalte moins l'homme en tant que personne qu'en tant qu'être social qui ne trouve pas son identité indépendamment de son insertion.

Cette conception de la société comme entité première s'accompagne d'un formalisme ritualiste dans les rapports civils, sans référence à un idéal transcendant le monde humain. Plusieurs conséquences en découlent : tout d'abord, un esprit communautaire, non exempt de pressions sur l'individu, qui s'est traduit aussi par des modes de gestion particulièrement adaptés au capitalisme de grande dimension ; ensuite, une idée du travail perçue dans sa dimension sociale, et non de manière négative ; enfin, la valeur accordée à l'éducation.

Tant sur le plan du contrôle social que sur celui du réarmement moral, de telles conceptions se sont avérées fort efficaces, dans le cas du Japon ou de la Corée par exemple. Cet héritage a eu des conséquences négatives, en Chine, où il fut utilisé par les forces réactionnaires au début du siècle pour bloquer la modernisation.

Au Japon, où les dirigeants eurent au contraire l'intelligence d'utiliser pour façonner les mentalités à la modernisation, il conduisit aussi à une obéissance

aveugle de la population au cours de la période militariste. Aujourd'hui, à Singapour, dont le succès économique est évident, le carcan que fait peser sur la population un gouvernement qui, autoritaire et bienveillant dans la même confucéenne, cherche à tout régenter de la vie quotidienne est également devenu pesant.

Une synergie de développement

Le Japon et la « bande des quatre dragons » entraînent l'ensemble de la région dans une synergie de développement qui va plus loin que la simple complémentarité économique ou commerciale. Et, lentement, le reste du monde, l'Occident en particulier, prend conscience que quelque chose d'« étrange » est en train de se produire dans cette partie du monde dont la civilisation l'avait sans doute emporté sur celle de l'Europe jusqu'au dix-septième siècle, mais qui avait été laissée sur place par la révolution industrielle.

La grande leçon de l'Asie riche est que la modernisation ne signifie pas forcément l'occidentalisation. La convergence n'est pas entière. Le kit de expressions culturelles modernes,

de la musique pop au fast-food en passant par le plastique, tous ces collages et montages divers de « notre » culture ne doivent pas induire en erreur : ils ne sont que l'expression superficielle d'une « américanisation ».

D'une part, il existe un certain « cosmopolitisme » de la modernisation à partir du moment où l'on a compris que les Occidentaux ont démontré qu'ils pouvaient, et avec quel succès, faire partie de ce « club » dont les premiers pensaient avoir seuls la clé. De l'autre, la « modernité » de l'Asie est à bien des égards originale. Les performances économiques et technologiques s'appuient sur un système de valeurs, une conception de la société, une vision du monde qui s'écartent des nôtres.

De manière symptomatique, en Asie du Nord-Est de moins, si l'on doit parler de « culture dominante », c'est moins d'une « américanisation » dont il s'agit que d'une « japonisation » : le phénomène est frappant en Corée, à Taïwan, à Hongkong et même à Singapour. Le Japon apparaît bien ici comme un « pôle » de modernisation, et non plus l'Amérique.

Sur le plan de la politique de développement, les nations de l'Asie riche ont d'ailleurs en commun plusieurs facteurs qui

ont concouru à leur modernisation. Comme dans le passé, les pays de l'Asie sinisée attachent par exemple la plus grande importance à l'éducation. Lorsqu'en France on chante les mérites du système d'enseignement nippon, on oublie généralement les conditions familiales et financières qui permettent d'atteindre ces résultats.

En Corée comme au Japon, les femmes, qui cessent de travailler en grande majorité lorsqu'elles se marient, transmettent à leurs enfants le savoir qu'elles ont acquis à l'école ou, le cas échéant, à l'université. L'épargne accumulée par les ménages est entre autres investie dans les études supérieures des fils et des filles.

Cet enseignement massif et généralisé favorise un appétit de connaissances et une curiosité scientifique et technique. Il est aussi un puissant facteur d'homogénéité dans des sociétés toujours soucieuses de ne pas marquer les différences entre classe et individus et de limiter les phénomènes d'exclusion.

Un tel système d'enseignement rigide, qui favorise le hachotage et le conformisme, et conduit à des échecs, comme on en prend conscience en Corée du Sud, ne produit cependant pas que des comportements figés, mais prépare à une grande adap-

La chronique de Paul Fabra

Un bon ministre et une mauvaise politique

QU'EST-CE qu'un bon ministre des finances ? Un bon ministre fait-il nécessairement une bonne politique ? Ces questions, et quelques autres, on ne peut s'empêcher de se les poser à propos de James Baker, qui fut secrétaire américain au Trésor, de janvier 1985 jusqu'à mercredi dernier 17 août, jour où il fut remplacé dans ses fonctions par Nicholas Brady — et où lui-même prit officiellement la direction de la campagne électorale de George Bush.

Si elles viennent naturellement à l'esprit, c'est que James Baker a joué un rôle crucial tant sur la scène nationale que sur la scène internationale. Dans une déclaration rendue publique le 5 août dernier, Alan Greenspan, le président de l'Institut d'émission des États-Unis (System of Federal Reserve Banks), assurait qu'il « fut un des secrétaires au Trésor les plus efficaces (one of the most effective) de l'histoire de la nation ».

Au vu des décisions prises — l'hésite à écrire : de l'œuvre accomplie — et du retentissement de ses grands discours comme celui prononcé à Séoul en septembre 1985 pour résoudre la crise de l'endettement des pays du tiers-monde, ce jugement paraît largement justifié. D'autant plus qu'il ne tranche pas le fond : cette efficacité dans l'action et la parole, à quel s'est-elle servie ?

L'homme s'est sorti de plus d'un mauvais pas. On ne saurait pas à James Baker qu'on attribue, le 19 octobre dernier, et non sans raison, le déclenchement du plus énorme mouvement de panique de l'histoire boursière ? Le secrétaire au Trésor, en disant, la veille, à la télévision, que, en représailles contre une Allemagne jugée trop rigide, Washington pourrait bien laisser le dollar reprendre sa descente (plus ou moins arrêtée par l'accord du Louvre du

22 février 1987), avait joué avec les nerfs déjà surexcités des opérateurs de Wall Street. Son prestige eut à souffrir plusieurs semaines de cette gaffe, mais c'est un fait qu'on ne l'a pas retenu durablement à charge contre lui.

Tel est peut-être le privilège des hommes politiques qui savent identifier leur action avec une seule grande bataille. On ne leur reproche pas une insigne maladresse, pour peu que leur objectif soit clair et aille dans le sens des intérêts du plus grand nombre. Ce qui pourrait les perdre dans l'esprit de l'opinion, c'est leur manque de détermination, ou celle-ci n'a jamais fait défaut à James Baker.

Se grande bataille à lui, ce fut précisément la baisse du dollar. Rien n'était plus urgent, quand il s'installa en janvier 1985 au département du Trésor, que d'opérer, sur la question du taux de change, un renversement de position à 180 degrés. La manœuvre n'était pas facile.

Le premier mandat de Ronald Reagan avait été marqué par une ascension formidable du dollar, dont le cours absurde surévalué était devenu, dans la bouche du président, le symbole de la force retrouvée de l'économie américaine, voire de la grandeur des États-Unis. Les marchés des changes, qui se trompent si souvent, continuèrent, quand Ronald Reagan, en tant que second mandat, à spéculer à la hausse de la devise fédérale. Fin février 1985, celle-ci atteignait son zénith : elle cota 10,61 francs à Paris, 3,47 deutsche-

marks et 264 yens. De quoi bouter les producteurs américains hors de tous les marchés du monde et les laisser sans défense, sur le leur, face à une concurrence étrangère envahissante.

En liaison étroite avec Paul Volcker (avec qui le précédent secrétaire au Trésor, Donald Regan, était au plus mal), James Baker monte une opération éclair. La Banque fédérale de New-York ainsi que la Bundesbank vendent quelques dizaines de millions de dollars (ce qui est peu), et surtout le font savoir *urbi et orbi*. Le signal est donné. Il est désormais patent que Washington ne veut plus d'un dollar de plus en plus fort. On comprit vite que le nouveau secrétaire au Trésor voyait d'un œil très favorable le mouvement de repli du marché.

Les choses devinrent encore plus claires quand James Baker pensa le moment venu de leur donner le maximum d'orchestration. C'est lui qui prend l'initiative d'organiser une réunion imprévue des sept ministres des finances, le dimanche 22 septembre 1985, à l'hôtel Plaza de New-York. A cette occasion, les Européens et le Japonais souscrivirent à l'invitation de l'Américain d'œuvrer de concert à la dévaluation du dollar. Cela finira plutôt dans la cacophonie, mais là n'était pas l'enjeu.

Le résultat recherché eut été atteint, il suffit de lire la presse américaine de cet été pour prendre la mesure des bénéfices qu'on tire outre-Atlantique de l'opération. Les grandes entreprises ne sont pas seules à profiter d'un dollar devenu « supercom-

pétit ». Maintes petites et moyennes firmes lui doivent leur survie d'abord, leur retour à la prospérité ensuite. Tel est le cas pour ces ateliers de fabrication de vêtements de la banlieue de New-York et ces fonderies de l'Indiana dont parlait le *Wall Street Journal* dans un grand article publié le 26 juillet dernier sous le titre : « Le dollar affaibli sauve d'une mort imminente beaucoup de petites sociétés américaines ».

Le Middle-West agricole, pilant naguère sous le fardeau des dettes, reprend espoir grâce notamment à l'exportation. A telle enseigne que, selon le *Harald Tribune* du 12 août, telle et telle banque de l'Iowa, du Nebraska ou du Kansas apparaissent maintenant, malgré les dommages causés à leurs clients par la sécheresse, comme autant de placements prometteurs. Dans certaines localités des États-Unis règne le surcroît. Le taux de chômage y est descendu en dessous de 3 %, voire de 2 %.

A quoi bon, dans ces conditions, faire remarquer ceci : il suffit parfois de ne plus appeler une pratique par son nom — la mémoire historique est courte de nos jours — pour qu'elle cesse de passer pour ce qu'elle est. Je ne dis pas que James Baker ait le pouvoir effectif d'empêcher les marchés d'aller « trop loin », ni qu'il lui soit facile de déterminer le point au-dessous duquel le dollar commencerait à être « sous-évalué ». Mais tout s'est passé comme s'il avait embrassé sans examen la doctrine simpliste — bien qu'ayant reçu un semblant

de justification de la part de tel ou tel prix Nobel de sciences économiques — selon laquelle il convenait de laisser filer le change jusqu'au moment où un dollar fortement déprécié rétablirait l'équilibre de la balance commerciale.

Les dernières statistiques ont apporté un nouveau et cinglant démenti à ce calcul. Sous le couvert de cette fallacieuse attente, les États-Unis, avec James Baker, avaient pratiqué, sur une échelle encore jamais vue, une politique qu'on aurait jadis péjorativement qualifiée de politique de dévaluation compétitive. Si, pour gagner des marchés, un pays déprécie délibérément et systématiquement sa monnaie, que reste-t-il de l'économie de marché et de ses avantages, réels ou supposés ?

UN des grands spécialistes américains de l'économie monétaire, le professeur Ronald McKinnon, de l'université Stanford, écrit — ce que James Baker ne semble pas se préoccuper de savoir — que les États-Unis restent en déficit aussi longtemps qu'ils auront besoin d'emprunter pour financer leurs dépenses budgétaires. Selon lui, une exceptionnelle occasion de stabiliser les changes à un niveau mutuellement bénéfique a été perdue à la fin de l'année 1985. A cette époque, le dollar valait encore 2,3 deutschemarks, correspondant à 7 francs et à 200 yens. Selon lui, ces cours équilibraient à peu près le pouvoir d'achat entre ces trois grandes monnaies.

Mais, pour chercher à assurer un équilibre, il faut être capable, et désireux, de s'en représenter les conditions. James Baker, qui sait se fixer des objectifs, s'est, au moins dans le domaine qui était devenu le sien, une vision ?

LES PRIVATISATIONS DANS LE TIERS-MONDE

Un mouvement de libéralisation

Par ZAKI LAIDI (*)

DE Santiago à Séoul, en passant par Abidjan et Bagdad, le vent de la privatisation souffle sur les pays du tiers-monde. Le Maroc est le dernier pays à avoir annoncé un vaste programme de privatisation.

Dans la mesure où les entreprises publiques sont souvent déficitaires, la privatisation devrait permettre à l'État de se délester d'une charge trop lourde, de s'assurer de recettes stables par le biais de la fiscalité, voire de convertir une partie de sa dette publique. Accessoirement, la privatisation peut contribuer sur un plan plus politique à casser un monopole syndical ou démanteler certaines « féodalités » constituées dans le secteur public ou parapublic.

Pourtant, sur le millier de sociétés potentiellement privatisables dans les pays en développement, 15 % à peine d'entre elles ont fait l'objet d'une rétrocession au secteur privé. Pour l'essentiel, les privatisations sont à ce jour restées limitées au secteur de la commercialisation agricole, des transports publics et des activités de service. Les deux seuls pays où le processus de privatisation a été poussé le plus loin sont le Chili et le Bangladesh.

La privatisation est une réponse à l'hypermorphie de l'État. En Afrique, par exemple, le nombre des entreprises publiques atteint

les trois mille ! Le seul Brésil compte plus de six cents entreprises publiques contre à peine cent cinquante au milieu des années 60.

L'Asie n'a pas, contrairement à certaines légendes, échappé à ce mouvement. L'État exerce encore aujourd'hui de très grandes responsabilités dans la vie économique de Taïwan et de la Corée. En 1983, la part des entreprises publiques dans la formation brute de capital fixe était de 27,7 % en Asie, contre 32,4 % en Afrique. La faiblesse du capitalisme local, plus que l'idéologie, explique ce saut en avant de l'État.

Ce serait commettre une grave erreur de jugement que de croire qu'il suffirait de privatiser pour rendre ces économies plus compétitives. A regarder les choses d'un peu plus près, on se rend compte que le « trop d'État » est pour le moins ambigu. Dans beaucoup de pays, la prolifération des organismes publics s'est accompagnée d'un desserrement du contrôle économique de l'État sur eux.

Au Costa-Rica, par exemple, la Banque mondiale a dénombré pas moins de cinq cent cinquante institutions étatiques jouissant d'une indépendance financière et opérant hors de tout contrôle. Le secteur parapublic ivoirien a connu une autonomisation comparable par rapport à l'État, entraînant

ainsi un très grand laxisme en matière de gestion et d'emprunts extérieurs. Il est d'ailleurs assez symptomatique de voir que certains gouvernements africains envisagent la réforme des entreprises publiques comme l'occasion de renforcer leur contrôle tatillon sur les entreprises. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Avant donc de privatiser, il faut rationaliser la gestion de l'État. De surcroît, la différence entre entreprises privées et entreprises publiques est souvent fantasmagorique. Tout dépend de l'environnement dans lequel elles fonctionnent.

Les différences de performance entre pays en développement tiennent moins à la place plus ou moins grande faite au secteur privé qu'à la plus ou moins grande soumission des entreprises publiques aux règles du marché. Or, de façon schématisée, on peut distinguer trois types d'État de régulation économique étatique : la régulation bureaucratique, la régulation patrimoniale.

La première dominante en Asie garantit une certaine autonomie aux entreprises publiques par rapport à l'État. Elle les soumet aux exigences de la rentabilité, les ouvre à la concurrence du secteur privé et parfois du marché mondial.

La régulation bureaucratique, prépondérante en Afrique, obéit à des principes fort différents. Elle considère les entreprises publiques comme la courroie de transmission du pouvoir politique, assigne à ces entreprises d'importantes fonctions sociales contradictoires avec les impératifs de la gestion économique (suffectifs, blocage des licenciements) et sous-estime les contraintes économiques de l'entreprise.

Enfin, il faut évoquer les économies à régulation patrimoniale où l'étatisation de l'économie permet avant tout une accumulation de la richesse à des fins privées. Ici l'État est purement et simplement privé.

Entre ces trois modèles, les frontières sont loin d'être étanches. Ethiopian Airlines est un remarquable — mais rare — exemple de succès de la logique de marché dans un des pays les plus fortement bureaucratiques : l'Éthiopie. Inversement, il existe de nombreux exemples d'entre-

prises publiques mal gérées dans des pays réputés pour le respect des règles du marché. Mais l'existence de passerelles n'annule pas la réalité de ces trois modèles, et si ceux-ci méritent d'être rappelés, c'est parce qu'ils induisent un rapport à la privatisation assez différent.

Dans les pays à gestion de marché qui sont souvent des pays semi-industrialisés (Corée, Taïwan, Turquie, Brésil), la privatisation procède du mûrissement et de l'approfondissement d'un processus de libéralisation économique. L'autonomisation déjà ancienne des groupes privés par rapport à l'État réduira la signification politique de la privatisation.

Dans les pays à gestion bureaucratique d'Afrique et du Proche-Orient, les problèmes de la privatisation sont plus sérieux en raison de l'environnement économique globalement défavorable, de l'absence de tradition industrielle privée, de l'imbrication des mécanismes d'accumulation économique et de contrôle politique. Là, une privatisation décrétée ne changera rien à la situation économique. On assisterait à des privatisations sans libéralisation. Pour que les privatisations réussissent, il faut donc modifier et libéraliser l'environnement économique : réforme des entreprises publiques pour les rendre plus compétitives, allègement du carcan fiscal, législatif et administratif, qui soumet les entreprises publiques et privées au contrôle de la bureaucratie.

Partout où cela est possible, les programmes de privatisation doivent inclure la création ou la dynamisation des marchés financiers sur lesquels s'échangeront des actions et se « fixera » une épargne parfois thésaurisée. En Afrique, le défi majeur porte sur le drainage de l'épargne informelle des « tontines » vers un marché financier attractif. Dans cette perspective, la cotation en Bourse des sociétés doit être encouragée.

La « répression financière » exercée sur les dividendes des actions par certaines émissions de titres de l'État (bons du Trésor) doit être atténuée ou supprimée. La création des zones franches peut servir de « galop d'essai » et

La « répression financière » exercée sur les dividendes des actions par certaines émissions de titres de l'État (bons du Trésor) doit être atténuée ou supprimée. La création des zones franches peut servir de « galop d'essai » et

de vitrine à une politique efficace de libéralisation économique.

Sur un plan social, tout programme de privatisation doit prendre en compte la répartition des tâches du service public entre le secteur étatique et le secteur privé. Faute de quoi on risque fort de voir naître un partage inégal des tâches entre l'État qui prend en charge les déficits (socialisation des pertes) et le secteur privé qui engrange les bénéfices (privatisation des gains).

En Afrique, la privatisation de la commercialisation agricole connaît des difficultés car le secteur privé n'est intéressé que par le profit immédiat. Il ne trouve par conséquent aucun avantage à se substituer à l'État pour commercialiser le carburant, les pompes ou les engrais.

C'est pourquoi tout programme de privatisation doit reposer sur une méthodologie rigoureuse : audit des entreprises publiques pour éviter une sous-évaluation des actifs au moment de la vente au secteur privé, rédaction d'un cahier des charges contractuels liant les obligations du repreneur privé et de l'État.

Une fois l'environnement économique assaini, il convient d'empêcher que la privatisation ne débouche sur l'appropriation des richesses nationales par les seuls groupes étrangers ou par un

petit noyau de nationaux. En Afrique, on craint beaucoup les Libanais et les Asiatiques déjà bien implantés. En Malaisie et en Indonésie, on appréhende une mainmise chinoise.

De façon plus générale, beaucoup de gouvernements s'inquiètent de voir émerger des groupements économiques autonomes par rapport à eux. Le remplacement d'un monopole public par un monopole privé n'est en effet ni sain socialement ni efficace économiquement.

Et ce que l'on oublie souvent de dire, c'est que le secteur privé dans le tiers-monde n'est pas toujours partisan du libéralisme. Les rentes qu'il a pu, ici ou là, acquérir à l'ombre des dispositions protectionnistes sont préférables à la concurrence internationale souvent redoutée. C'est tout le problème de la conversion d'un secteur privé rentier et protégé en secteur privé capitaliste.

Il n'y a plus à hésiter aujourd'hui sur les mérites d'une politique de libéralisation dans les pays en développement. Les impasses de la gestion étatique comme les contraintes internationales imposent à ces pays une conversion à la logique de marché. Le tout est que cette « mutation stratégique » s'effectue avec méthode et pragmatisme, sans a priori idéologique de manière que le remède ne soit pas pire que le mal.

UN NOUVEAU METIER
ASSISTANTE EUROPEENNE
DE MANAGEMENT

DIPLOME ESA

Une formation intensive 20 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprises.

Niveau d'admission : 1^{er} année niveau BAC + tests
2^e année niveau DEUG, MIF, BTS.

ESAM, 2^e Avenue Franklin D. Roosevelt, 92000 Nanterre
ESAM, 10000 University Blvd., San Francisco, CA 94104
ESAM, 10000 University Blvd., San Francisco, CA 94104

ESAM

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Si vous souhaitez vous inscrire à l'ESAM
63, avenue de Villiers - 75017 Paris. Tél. 47 88 84 22 poste 426

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation

AUDIOVISUEL
SPECTACLE
INFORMATION

NOUVELLES TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION
NOUVEAUX METIERS

44 modules de formation
dans 6 filières spécialisées de l'audiovisuel

Gestion des entreprises audiovisuelles
Exploitation et maintenance des équipements audiovisuels
Arts et techniques du son. Arts et techniques de la vidéo
Conception et réalisation. Journalisme audiovisuel

INSCRIPTION TOUTE L'ANNÉE
Possibilités d'accès à des diplômes de spécialité

ÉCRIRE POUR DOCUMENTATION A :
NOVOCOM
26 bis, rue Kleber, 93100 MONTREUIL

■ M. Jacques actuellement président de Franco. sera nommé de la SNCF 24 août au conseil d'administration. ■ Le gouvernement que a décidé d'ac-

L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée

déclare M. Bérégovoy

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

« L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée », déclare M. Bérégovoy, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse.

SOMMAIRE

■ M. Jacques Fournier, actuellement président de Gaz de France, sera nommé président de la SNCF le mercredi 24 août au conseil des ministres (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement soviétique a décidé d'accroître très

fortement la production de biens de consommation pour lutter contre les pénuries (lire ci-dessous).

■ Les pays producteurs de pétrole investissent dans le raffinage occidental. Les règles de fixation des prix sont boulever-

sées, et les embargos deviennent difficiles (lire page 20).

■ Dans la décision des mères de famille de prendre un emploi ou de continuer à travailler, compte d'abord le diplôme, ensuite l'héritage familial (lire page 20).

Reconversion vers les industries de consommation

L'URSS décrète la lutte contre les pénuries

Inquiet de voir la crédibilité de la « perestroïka » s'émousser auprès des consommateurs avec la détérioration en quantité et en qualité des produits disponibles, le gouvernement soviétique a lancé un plan extrêmement ambitieux de lutte contre les pénuries. Un décret, dont des extraits ont été publiés le samedi 20 août, fixe à 24 milliards de roubles (180 milliards de francs au cours officiel) l'accroissement des biens de consommation pour le fin du plan 1986-1990 et à 18% le hausse de la production des industries légères durant le plan suivant 1991-1995.

Le décret n'est pas sans avoir en chiffres acceptables de faire rêver les Soviétiques. Au cours des deux ans à venir, la production de matières textiles augmentera de 11%, celle des chaussures de 14%, celle des vêtements de 15%, celle d'imperméables de 150%. Parmi les objectifs apparaissant dans le décret figure également la fin des pénuries de pièces détachées pour les automobiles d'ici à deux ans, la production d'automobiles devant atteindre 2,4 millions d'unités à l'horizon de 1995 et celle de télévisions 13,6 millions contre les maigres 3,5 millions actuelles.

Le texte cité par l'agence Tass reste en revanche beaucoup plus discret sur les moyens de réaliser un tel saut. L'achat de technologie étrangère n'y suffit pas et les dirigeants soviétiques ont d'ores et déjà demandé à des entreprises de se reconstruire partiellement. Certaines, appartenant au secteur de la défense par exemple, sont appelées à produire des réfrigérateurs ou des congélateurs. Une décision analogue avait déjà été annoncée du temps de Brejnev.

Comme le soulignait récemment le directeur de l'institut du marché et de la consommation, le temps n'est plus où le consommateur pouvait être considéré comme un individu obéissant et dénué de droit à la parole. Mais doit-il décider par décret la fin des pénuries et la production de biens d'une qualité comparable aux réseaux internationaux, il y a plus qu'un pas, un véritable défi, politique autant qu'économique.

L'évolution des revenus non salariaux doit être maîtrisée

déclare M. Bérégovoy

« Il serait bon de nous rapprocher le plus possible du taux d'inflation allemand », déclare M. Pierre Bérégovoy dans une interview à la Tribune de l'Expansion du lundi 22 août.

« Je me suis prononcé pour le maintien du pouvoir d'achat. Cela veut pour les salaires et pour les revenus non salariaux. Or ceux-ci ont augmenté fortement en 1987. Il est nécessaire que leur évolution soit maîtrisée. Je ne vois qu'un moyen : une concurrence accrue qui stimule la compétition et mette en cause certaines rentes de situation. » (1).

A la question : « Songez-vous à limiter, par exemple, la progression du montant des dividendes ? », le ministre répond que « les revenus du capital doivent, eux aussi, apporter leur contribution à l'effort national ». Puis il ajoute : « Les entreprises qui ont une politique restrictive amélioreront la structure de leur capital par leurs propres moyens. Celles qui distribuent des dividendes facilitent leurs appels au marché financier. Un équilibre est à rechercher entre ces deux attitudes. Beaucoup d'entreprises sont sous-capitalisées. Je suis de ceux qui considèrent qu'il faut alors encourager les bénéfices à se réinvestir pour consolider leur situation. D'autres pensent que c'est la distribution des dividendes qui permet d'y parvenir. Dans l'état actuel de notre économie, la première voie me paraît la meilleure. Cela ne veut pas dire qu'elle soit valable pour l'éternité. »

Répondant ensuite à des questions sur la situation monétaire internationale, M. Bérégovoy déclare : « Ce qui se passe sur le plan international me préoccupe. J'y vois la marque d'une insuffisante coordination entre les autorités monétaires des grands pays industrialisés (...). Chaque pays agit comme il l'entend pour des raisons qui lui sont propres. J'en prends acte, mais je crois toujours qu'il nous faut coordonner notre action à la fois sur le niveau souhaité des parités monétaires et sur les taux d'intérêt. »

A la question : « A 1,90 DM, le cours du dollar vous paraît-il convenable ? », le ministre de l'Economie répond : « Ce sont les marchés qui décident, mais il serait raisonnable de s'en tenir là », ajoutant qu'à son avis « les républicains préfèrent arriver à l'échéance de novembre avec un dollar qui se porte bien. »

(1) Dans une déclaration au Journal du Dimanche, M. Bérégovoy déclare par ailleurs : « André Bergeron a raison de dire qu'il existe un problème de pouvoir d'achat pour certaines catégories. Il faut en discuter, y compris dans la fonction publique. »

M. Jacques Fournier, président de Gaz de France sera nommé à la tête de la SNCF

M. Jacques Fournier, président de Gaz de France, remplacera, le mardi 23 août, M. Philippe Rouvillois, démissionnaire, au conseil d'administration de la SNCF, au poste de président. Cette formalité accomplie, M. Fournier sera dès le lendemain nommé président de la société nationale par le conseil des ministres.

Quatrième président de la SNCF en quatre ans, M. Fournier a été manifestement choisi par le ministre des transports, M. Michel Delebarre, pour ses compétences théoriques dans le domaine du droit social et des relations du travail. Fidèle à ses postes antérieurs, M. Delebarre est persuadé que le dialogue social permettra de tirer la SNCF de l'ornière où elle s'est enfoncée. Il est vrai que la grève de trois semaines de décembre 1986 et janvier 1987 avait traduit un malaise profond au sein du monde cheminot. Cette explosion, du genre mai 1968, avait fait apparaître un rejet de la pyramide hiérarchique, de la discipline militaire et du règlement omnipotent. Crise morale et crise de conscience, la grève avait mis en lumière le décalage existant entre la direction enfermée dans ses certitudes, un monde cheminot deman-

dant plus de dialogue et de considération, et une société française souhaitant un chemin de fer mieux à l'écoute des besoins des voyageurs. L'une des difficultés qui attendent M. Fournier est que les syndicats du personnel se sont révélés mal à l'aise pour prendre en compte ces revendications « affectives », même si les élections professionnelles n'ont pas traduit une désaffection particulière pour les grandes centrales. De ce point de vue, le dialogue social passe, comme l'avait compris le précédent président, M. Rouvillois, par une décentralisation et une responsabilisation à tous les niveaux.

Evidemment, M. Fournier aura pour mission de rendre à la SNCF la sécurité qui lui fait défaut depuis les catastrophes de l'été 1985 (Flajac et Argenton-sur-Creuse) et de l'été 1988 (gare de Lyon et gare de l'Est). Il lui faudra poursuivre et accélérer la révolution culturelle en cours, car la SNCF doit abandonner en la matière la « ligne Maginot » de ses règlements vieillots et trop complexes, pour se tourner vers des procédures en vigueur dans les mondes nucléaire et aéronautique qui font appel aux automatismes et intègrent les inévitables défaillances humaines.

La gageure sera d'autant plus difficile à tenir que M. Fournier devra, en même temps, respecter le contrat

de plan signé en 1985 entre l'Etat et la SNCF. Celui-ci prévoit le retour à l'équilibre en 1989. Certes, le président de la République a prouvé son faible pour la TGV, en faveur duquel il a arbitré contre la direction du budget et du ministère des finances. Mais cette protection spéciale s'étendra-t-elle aux autres domaines budgétaires de la SNCF ? Ralentira-t-on les suppressions d'emplois qui s'effectuent au rythme de 10 000 par an ?

Enfin, il restera à transformer la SNCF, actuellement administration du chemin de fer, en une entreprise moderne de transports. Cela suppose que les hommes politiques laissent à ses responsables le temps et la liberté de trouver les moyens de parvenir aux objectifs fixés.

ALAIN FAUJAS.

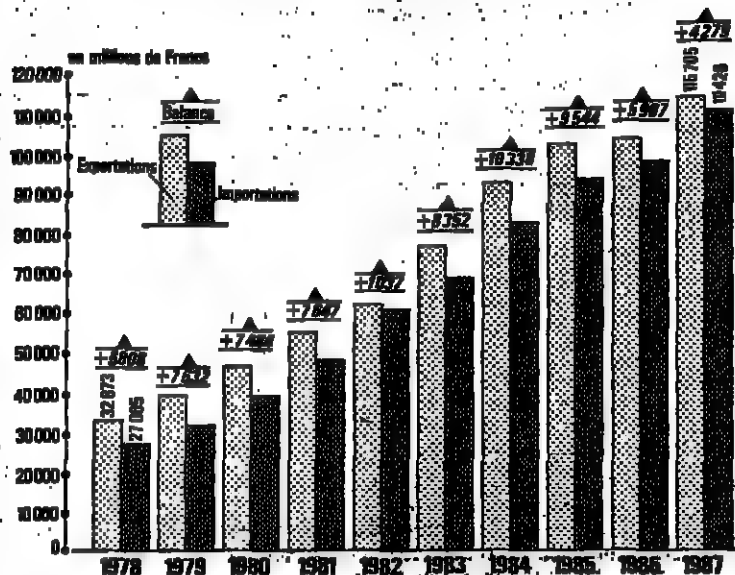
● Grève à l'Air Inter : critiques syndicales. Les syndicats CFDT, CGC et CFEC de l'Air Inter (qui représentent une minorité des personnels au sol) dénoncent vendredi 19 août dans un communiqué commun « l'égoïsme » de « syndicats corporatistes » des pilotes et mécaniciens navigants et demandent à la direction de se prononcer pour le « pilotage à deux des Airbus A-320 sans transition à trois ». « La capitulation face aux revendications des personnels navigants techniques ferait passer à court terme une grave menace sur l'avenir d'Air Inter et sur l'emploi de ses huit mille cinq cents salariés », ajoute le communiqué. Rappelons que la CFDT seule avait déjà sévèrement critiqué les grévistes (le Monde du 13 août).

● Les « contrôleurs aériens » cessent leur mot d'ordre de grève. — Les contrôleurs aériens ont ratifié, le samedi 20 août, à Barcelone, l'accord conclu par leurs représentants dans la nuit de vendredi à samedi avec les pouvoirs publics et ont approuvé le levée du mot d'ordre de grève pour les 27 et 30 août, ainsi que pour le 3 septembre prochain. Les aiguilleurs du ciel, qui réclamaient une augmentation des salaires et l'assurance du reclassement professionnel des contrôleurs, ont obtenu que leur prime de productivité soit doublée. La majorité des aiguilleurs du ciel espagnols, notamment ceux des Baléares, « étaient désireux de suivre le mouvement lancé par leurs collègues de Barcelone, ce qui aurait provoqué un véritable chaos dans le trafic aérien, espagnol au moment des grandes retours de vacances. »

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques, M. Fournier a aussi mis en pages son soubord de pédagogie. Après avoir publié en 1971 l'ouvrage de l'éducation, il a rédigé avec Nicole Questiaux, un Traité du social et le Pouvoir du social. En 1987 Jacques Fournier a livré dans le Travail gouvernemental ses réflexions sur l'art de gouverner tel qu'il l'avait vu se pratiquer à la fois de l'extérieur mais aussi de l'intérieur.

A. Ch.

Effritement de l'excédent commercial de l'électronique



L'excédent commercial des industries électriques et électroniques françaises s'est accru en 1987 pour la troisième année consécutive. La fièvre en revient aux importations, qui ont augmenté de 13 % l'an passé. Le phénomène a été particulièrement marqué avec les pays asiatiques, dont les exportations en France ont progressé de 30 %, avec des taux de croissance particulièrement forts pour les « dragons » : + 59 % pour la Corée du Sud, + 53 % pour Taiwan, + 49 % pour Hongkong. Les exportations se sont néanmoins bien tenues : à 116 milliards de francs, s'inscrivant en hausse de 11 %.

● Les hausses de salaires menacent la rigueur en Argentine. — L'augmentation de 47,4 % des salaires obtenue pour la période comprise entre le 15 août et le 15 septembre par les 320 000 travailleurs de la métallurgie en Argentine menace le plan de lutte anti-inflationniste, dit « printemps », lancé le 3 août, estime le gouvernement. Ce plan prévoit notamment un gel des prix entre le 16 août et le 30 septembre afin de ramener l'inflation de près de 25 % par mois actuellement à moins de 10 % le mois prochain. Les métallurgistes constituent traditionnellement une référence pour les revendications salariales dans le pays, les dirigeants ont convoqué une réunion pour le lundi 22 août des responsables patronaux et syndicaux afin d'éviter que des accords salariaux n'effacent l'initiative du gouvernement. La Confédération générale du travail (CGT) se réunira pour sa part le mardi 23 août pour décider d'un éventuel mouvement de grève nationale lors de la deuxième quinzaine de septembre.

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

ASMIDAL

DIRECTION DÉVELOPPEMENT N° 12.....88/DEV

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'Entreprise Nationale des Hydrocarbures et Produits Pétrochimiques « ASMIDAL » lance un avis d'appel d'offres national et international pour la réalisation d'une unité de stockage matières premières et d'un portique de déchargement.

Les entreprises peuvent soumissionner globalement ou par lot séparé (engineering, génie civil et bâtiment, fourniture, équipements, montage, mise en route et formation).

Le présent appel d'offres est adressé aux seules entreprises et sociétés spécialisées à l'exception des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux disciplines de la loi 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la :
DIRECTION DÉVELOPPEMENT « ASMIDAL »
ROUTE DES SALINES - B.P. N° 326 - ANNABA.

La remise est gratuite.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires requises, sont à adresser sous double enveloppe cachetée portant la mention suivante :

— APPEL D'OFFRES POUR LA RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE STOCKAGE MATIÈRES PREMIÈRES ET D'UN PORTIQUE DE DÉCHARGEMENT.
— N° 12/88/DEV
— CONFIDENTIEL - NE PAS OUVRIR.

A l'adresse sus-indiquée avant le quarante-cinquième jour inclus à compter de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires sont engagés par leur proposition pendant une période de six (6) mois à compter de la date de clôture du présent avis.

Les personnes devant retirer le cahier des charges doivent être dûment habilitées par leurs entreprises.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

Derniers modèles 88 à prix choc :

- 104 Style Z* Rouge Plaisir métal et Gris fumé métal.
- 205 XR 124 et 1360 cm³ Gris Winchester
- 205 XT Gris graphite
- 205 GTI 130 cm³
- 305 GLS Diesel Gris Winchester
- 309 XS Rouge Valsemange
- 309 GR Beige Tibesti, Blau topaze
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Valsemange

*Différentes couleurs et options

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd Anatole France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

AUDIOVISUEL
SPECTACLE
INFORMATION

LA COMMUNICATION
TIERS

Formation
de l'audiovisuel

TE L'ANNÉE


FORMATION A

Deux études sur le travail des femmes

Un héritage et un choix

1

Création d'une nouvelle centrale syndicale au Chili. — Une nouvelle Centrale unitaire des travailleurs du Chili a été créée dimanche 21 août, à l'issue d'une réunion de 200 délégués à Punta Arenas, à 130 km à l'ouest de la capitale, Santiago. La nouvelle organisation, autonome et unitaire, regroupera les travailleurs de toutes les professions, comparant trois cent cinquante mille personnes. Elle remplacera l'ancienne organisation (Central de Trabajadores del Chile) créée en 1937, qui avait été déclarée illégale par la junte chilienne en 1973. Elle sera dirigée par un démocrate-christien, M. Manuel Bustos.



Économie

Un article du secrétaire général de la CFDT

Le social, faille de l'Europe

(Suite de la première page.)

De l'autre, l'espace social reste semi-désertique et les tenants de la dérégulation sociale tiennent le haut du pavé.

Là, le CNPF se distingue particulièrement. Sa revue, en décembre 1987, annonce clairement la couleur : hostilité aux accords collectifs communautaires et aux conventions collectives européennes. « *ambition funeste* », refus de toute directive européenne pour une harmonisation sociale ; adaptation des règles sociales par « *un alignement par le bas des législations en vigueur* » ; nécessité de la dérégulation ; nécessité aussi d'un dialogue social européen, « *mais il ne doit en aucun cas déboucher sur des négociations* ». Ce florilège doit faire la joie des anti-européens de tous bords.

Mais qui donc apprendra l'économie moderne aux officiels du patronat ? Qui leur démontrera que la cohésion sociale est un facteur de valeur ajoutée, qu'au surplus les tensions sociales peuvent amplifier les bienfaits de l'intégration économique ? Qui leur expliquera que les délocalisations brutales d'entreprises et les transferts de main-d'œuvre dans une Europe économiquement intégrée mais socialement désarticulée conduisent aux conflits sociaux et aux reculs économiques ? Qui leur fera comprendre — et c'est la menace la plus grave — combien l'absence de dimension sociale aggrave de façon cumulative l'écart entre les régions pauvres et les régions riches d'Europe ? Car sans harmonisation sociale, l'argent se déplacera vers les régions européennes les plus développées, tandis que les activités à faible valeur ajoutée se concentreront dans les régions pauvres.

Un pari trop optimiste

Jean Moumet, le fondateur, et Jacques Delors, l'architecte, ont fait le même pari optimiste : l'élimination des barrières intra-européennes entraînera une certaine harmonisation sociale. Mais cet enchaînement vertueux n'est pas automatique. Des décisions budgétaires en faveur de l'équilibre des régions, prises d'ailleurs sous l'impulsion de Jacques Delors, ou certaines orientations du récent sommet de Hanovre, montrent que le danger est perçu. Cependant, les solutions ne sont qu'amorçées ; elles ne pourront progresser que par la conjonction des volontés politiques, syndicales... et patronales. Encore faut-il que les peuples d'Europe partagent une ambition commune, un projet social et culturel mobilisateur qui donne un sens à leur avancée et contraigne leurs dirigeants à s'y conformer.

Quel projet de société pour l'Europe ? La croissance et l'emploi, certes. Mais l'intégration économique ne suffira pas à résoudre les problèmes sociaux brûlants d'aujourd'hui : chômage structurel, déséquilibres régionaux, incertitudes sur l'avenir de la protection sociale. L'Europe doit être bien plus qu'un marché avantageux. Elle doit être le moyen de préserver ce que les européens ont de meilleur en commun : une tradition de liberté, un niveau élevé de protection sociale, une certaine qualité de vie. L'Europe, c'est l'espace où nos peuples peuvent maîtriser les mutations de notre époque et vaincre le chômage par un type de développement reposant sur l'amélioration du temps libre, l'amélioration de la qualité de la vie et la protection de l'environnement.

Une telle ambition créatrice, porteuse de progrès culturels, de solidarité et de paix, fera de l'Europe un acteur international

■ **Création d'une nouvelle centrale syndicale au Chili.** — Une nouvelle Centrale unitaire des travailleurs (CUT) chilienne a été créée dimanche 21 août, à l'issue d'une réunion de mille cent délégués à Punta de Tralca, à 130 km à l'ouest de la capitale, Santiago. La nouvelle organisation, « *représentative, unitaire, pluraliste, autonome et à caractère national* », compterait trois cent cinquante mille personnes. Elle remplacerait l'ancienne organisation (Centrale unitaire des travailleurs), créée en 1953, qui avait été déclarée illégale en 1973 par la junte chilienne après sa prise de pouvoir. La CUT sera dirigée par un démocrate-chrétien, M. Manuel Bustos. (AFP.)

majeur pour réduire les désordres monétaires et promouvoir de nouveaux rapports de coopération Nord-Sud, un développement solidaire de l'économie mondiale.

La construction sociale de l'Europe est la clé du succès : les syndicalistes européens, regroupés dans la CES (Confédération européenne des syndicats), viennent de l'affirmer avec force. Mais il ne faut pas se tromper d'objectif : les différences entre les histoires, les identités, les niveaux de vie, les rythmes d'évolution des pays européens sont telles qu'elles interdisent toute conception uniformisatrice de l'harmonisation sociale. Il est nécessaire de lutter contre les inégalités, par exemple de faire progresser plus vite le Portugal et la Grèce. Mais la diversité des acquis sociaux doit rester durablement une source d'enrichissement pour l'Europe.

Un socle de garanties et des accords contractuels

L'objectif à se fixer consiste, à partir de principes communs, à rapprocher les politiques d'emploi, de formation, de protection sociale, dans ce qu'elles ont de meilleur, et à empêcher les concurrences sauvages, le « *dumping social* ». C'est une démarche de même nature que celle de la Commission de Bruxelles, quand elle tente, au plan économique, de faire prévaloir une stratégie coordonnée de croissance et d'emploi. C'est la même démarche encore qui devrait conduire à un effort général de développement culturel, d'apprentissage des langues, d'échanges de stagiaires en formation permanente... qui permettrait de renforcer le sentiment d'appartenance à la même communauté européenne.

L'instauration d'un socle européen de garanties sociales et de droits sociaux fondamentaux est la pierre de touche de la construction sociale de l'Europe. Ainsi, des principes communs doivent permettre le développement de relations contractuelles au plan européen ; tout travailleur européen doit bénéficier d'une convention collective ; des règles du jeu de solidarité et de protection contre les concurrences au rabais sont nécessaires en matière de temps de travail, de protection sociale, de droit à la retraite, d'insertion professionnelle des jeunes, de conditions d'emploi ; contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel, égalité professionnelle...

Parallèlement à ce socle social législatif, des accords contractuels européens sont aujourd'hui nécessaires et possibles sur la formation permanente, la mise en place des technologies nouvelles. Il pourrait d'ailleurs s'agir d'accords-cadres renvoyant à une concrétisation dans des accords nationaux.

Dans les professions, des confrontations européennes entre patrons et syndicats seraient très utiles pour déceler les problèmes posés à moyen terme dans chaque secteur d'activité, et proposer des solutions appropriées.

Pour les entreprises implantées dans plusieurs pays d'Europe, la voie des comités de groupe, empruntée d'ailleurs par certaines entreprises françaises — Thomson GP, BSN, Bull, Airbus Industrie, — permet des progrès dans l'information, voire la consultation des salariés. La proposition de la Commission de Bruxelles de créer un statut de société européenne prévoyant, dans la même entreprise, des formes souples de représentation des salariés adaptées à chaque pays permettrait de conduire, les évolutions structurales avec plus de transparence et de possibilité d'intervention des salariés.

Ces propositions de bon sens, partagées par de nombreux syndicalistes et par bien d'autres, sont volontairement modestes. Elles sont d'autant plus nécessaires. Leur adoption ne dépend pas d'une décision unique. Elles ne peuvent résulter que d'une construction pas à pas, liée à la réalisation du marché unique de 1993. Mais il y a urgence. L'aveuglement ou l'imprévoyance ont laissé se creuser la faille sociale, au point de mettre en danger la construction européenne. Il est grand temps de la combler. Sauf à injurier l'avenir.

EDMOND MAIRE.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Poursuite de la croissance

Durant les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er octobre 1987 au 30 juin 1988), Siemens a enregistré une progression satisfaisante des commandes et du chiffre d'affaires. Limitée aux affaires internationales dans un premier temps, l'expansion s'est également

traduite ces derniers mois par un accroissement des ordres sur le marché allemand. La situation est néanmoins nettement différenciée d'une Division à l'autre. Le bénéfice est supérieur de 2% à celui de l'an dernier à pareille époque.

Commandes enregistrées

Le Groupe Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les filiales consolidées en R.F.A. et à l'étranger, a obtenu durant la période considérée un montant de commandes de 136,6 milliards de francs, soit 7% de plus qu'il y a un an. Pour la première fois de l'exercice, le volume des commandes enregistrées en Allemagne fédérale fait apparaître une augmentation, certes légère, de 1%. Avec 12%, la croissance des ordres pris à l'étranger continue sur sa lancée. Durant le dernier trimestre écoulé, d'importantes commandes ont été notamment passées aux divisions Télécommunications et Systèmes de

sécurité (matériels de télécommunications destinés à l'Indonésie, au Pakistan et au Paraguay) ainsi que KVVU (turbines à gaz et groupes turbo-alternateurs à vapeur pour la Finlande, l'Indonésie, les Philippines et la Hongrie).

En milliards de francs	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.87 au 30.6.88	Variation
Commandes enregistrées	127,4	136,6	+ 7%
Marché allemand	58,0	58,7	+ 1%
Marché étranger	69,4	77,9	+ 12%

Chiffre d'affaires

En hausse de 7% également pour la période considérée, le chiffre d'affaires mondial de Siemens ressort à 133,9 milliards de francs, avec des taux de croissance pratiquement équivalents en R.F.A. et à l'étranger. Les divisions KVVU, Télécommunications et Systèmes de sécurité ainsi qu'Installations et Activités automobiles notamment, ont connu une progression des ventes supérieure à la moyenne.

En milliards de francs	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.87 au 30.6.88	Variation
Chiffre d'affaires	125,2	133,9	+ 7%
Marché allemand	62,1	65,9	+ 6%
Marché étranger	63,2	67,0	+ 6%

Commandes en carnet

Avec 174,3 milliards de francs, le carnet de commandes a de nouveau pratiquement atteint le montant inscrit en début d'exercice.

En milliards de francs	30.6.87	30.6.88	Variation
Carnet de commandes en début d'exercice	174,3	174,3	0%
Stocks	74,7	82,7	+ 11%

Personnel

Fin juin 1988, Siemens comptait à l'échelle mondiale 358 000 salariés (hors les personnes en formation et les saisonniers). Alors que depuis la fin de l'exercice précédent les effectifs ont légèrement diminué en R.F.A. (1%), ils sont restés quasiment inchangés à l'étranger. Les frais de personnel ont augmenté de 3%.

	30.6.87	30.6.88	Variation
Personnel en début d'exercice	358 000	358 000	0%
Allemagne	228	226	- 1%
Etranger	130	130	0%

	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.87 au 30.6.88	Variation
Effectifs moyens en début d'exercice	351	350	- 1%
Frais de personnel en milliards de francs	94,7	98,0	+ 3%

Investissements Bénéfice net

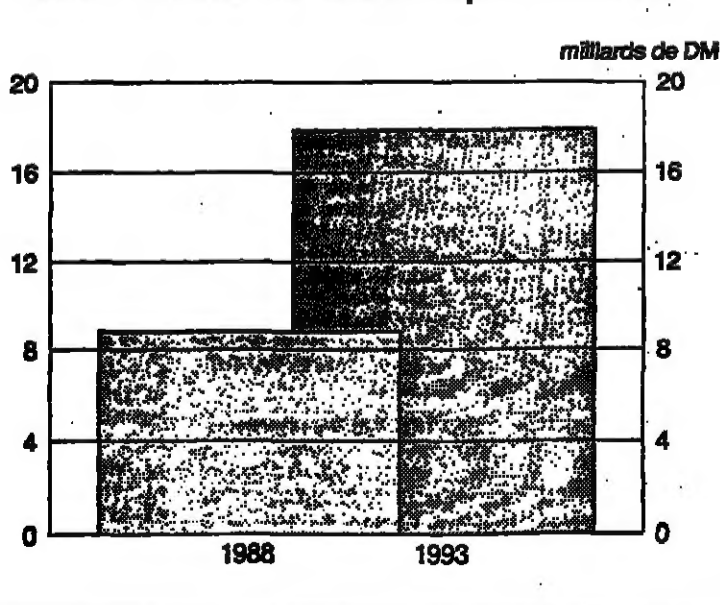
Durant les neuf premiers mois de l'exercice, Siemens a investi 9,1 milliards de francs. Ce chiffre est inférieur de 29% à celui de l'exercice passé, en raison de la réduction des sommes consacrées à l'acquisition de participations à l'étranger ou de délais de comptabilisation. D'ici la fin de l'exercice, les investissements devraient de nouveau atteindre le volume réalisé l'exercice précédent (18 milliards de francs). Le bénéfice net, qui s'établit à 3,3 milliards de francs, a augmenté de 2% ; le retard pris au cours

des six premiers mois a donc été plus que compensé au troisième trimestre.

	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.87 au 30.6.88	Variation
Investissements en milliards de francs	12,8	9,1	- 29%
Bénéfice net en milliards de francs	3,2	3,3	+ 3%
en % du C.A.	2,6	2,4	- 8%

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30.6.1988 : 100 FF = 22,60 DM.

Marché mondial de l'électronique automobile



Secteur de croissance: l'électronique automobile

L'électronique conquiert l'auto. Selon les spécialistes, le marché mondial de l'électronique automobile, qui représentait actuellement 9 milliards de DM, aura plus que doublé dans les cinq années à venir. Siemens propose déjà près de 300 produits et systèmes électroniques qui rendent la conduite plus économique, plus sûre et plus agréable. Le chiffre d'affaires du département Activités automobiles s'élève, pour l'exercice considéré, à 800 millions de DM environ, soit une progression de plus de 20%. L'acquisition de la majorité des parts du groupe américain Bendix Electronics Group, récemment annoncée, permettra pratiquement de doubler le volume d'affaires lors du prochain exercice. Cela ne peut que favoriser encore la participation à l'expansion future de ce marché, particulièrement dans le monde.

Siemens AG

En France: Siemens Société Anonyme

Marchés financiers

A la banque Stern

M. Philippe Jaffré succédera à M. Jean Peyrelevade

M. Philippe Jaffré, quarante-trois ans, responsable du service des affaires monétaires et financières de la direction du Trésor, au ministère de l'économie, va quitter l'administration pour succéder, à la présidence de la banque Stern, à M. Jean Peyrelevade, nommé il y a un mois à la tête de l'UAP. Inspecteur des finances, M. Jaffré a fait jusqu'à présent toute sa carrière au ministère de l'économie, avec un passage au cabinet de M. Monory (il a été conseiller technique auprès de ce ministre en 1979-1980). A la mi-septembre, il va donc, à son tour, rompre avec la fonction publique pour rejoindre le secteur privé.

M. Jaffré, numéro deux du Trésor depuis 1984, est le frère du directeur des études politiques de la Sofres, Jérôme Jaffré. Il est connu des milieux financiers français non seulement pour son franc-parler, mais également pour avoir été l'un des artisans de la réforme des marchés et pour avoir mis en œuvre activement la politique de privatisation de M. Balladur. Il est appelé, aujourd'hui, par M. Edouard Stern pour prendre la présidence d'une petite banque privée.

Petite, cette banque ne manque pourtant pas d'ambition. La famille Stern aime faire appel à des personnalités de haut niveau. M. Claude Pierre-Brossolette, président du Crédit lyonnais évincé par la gauche en 1982, avait pris la présidence de la banque en octobre 1982. Rejeté par la droite de la présidence de la Compagnie financière de Suez, M. Jean Peyrelevade lui succédait en septembre 1986. Au 1^{er} janvier prochain, M. Jaffré prendra sa place rue de Penthièvre.

Parfait connaisseur des marchés, il pourra y étancher sa soif de travail... et y exploiter son carnet d'adresses. La banque Stern est spécialisée dans les opérations de marché, l'ingénierie financière et la gestion de portefeuilles. Le total des fonds qu'elle gère a dépassé les 10 milliards de francs à la fin de 1987. Il s'agit d'une banque très rentable. Elle a dégagé en 1987 un résultat net consolidé de 215 millions de francs. En novembre dernier, la Société de banque suisse, l'une des trois grandes banques helvétiques, a pris une participation majoritaire dans son capital.

E. I.

Leverie de boucliers contre la vente d'une aciérie texane à l'Irak

Une polémique s'est ouverte aux Etats-Unis à propos d'un projet du géant américain de l'acier, USX, de vendre une usine désaffectée à l'Irak. Vieille de vingt ans, cette unité a employé jusqu'à 2 000 personnes à Baytown, au Texas, et serait cédée pour 100 millions de dollars (près de 650 millions de francs).

Les hommes de loi texans, conduits par M. Jack Fields, représentant républicain au Congrès, sont partis en guerre contre ce projet, soulignant que, s'il se réalisait, les emplois seraient définitivement perdus. Il a assuré que deux autres entreprises américaines étaient prêtes à offrir à USX au moins autant que l'Irak mais que le groupe a refusé de négocier avec eux car « il ne veut pas de concurrent sur son marché national ».

Les opposants essaient de faire intervenir le gouvernement américain pour qu'il bloque la vente. Un porte-parole d'USX a refusé de faire tout commentaire.

Les frères Hunt devront payer 134 millions de dollars au Pérou

Un jury fédéral américain vient de condamner les trois frères Hunt — Lamar, Nelson et William — à verser 134 millions de dollars de dommages-intérêts à la société d'Etat Minapco, chargée des ventes de métaux du Pérou. Celle-ci a été reconnue victime des spéculations que les trois frères de Dallas avaient menées en 1979 sur le marché de l'argent métal.

Leur opération avait propulsé les cours de l'argent de 6,5 dollars l'once (en janvier 1979) à 50 dollars l'once un an plus tard. Servis par une conjonction internationale très tendue, les Hunt jouaient sur du valours.

Mais des mesures prises par les autorités des marchés à terme américains et par M. Paul Volcker entraînent un retournement spectaculaire de prix, qui revenaient en mars 1980 à 11,1 dollars l'once. Les Hunt perdirent dans l'affaire plus de 2 milliards de dollars.

EN BREF

● Les Philippines veulent poursuivre Westinghouse en justice. — Le gouvernement philippin s'apprête à demander en justice à la firme américaine Westinghouse le versement de 1 milliard de dollars, en raison des dommages causés par la construction d'une centrale nucléaire en 1985 dans le nord du pays. Cette centrale, commandée et réalisée sous le règne de l'ancien président Marcos, n'a pas été mise en service, le gouvernement de M^{re} Aquino la jugeant défectueuse. Manila verse actuellement 35 000 dollars par jour d'intérêt pour le remboursement de prêts contractés afin de financer la centrale, d'une valeur de 2,1 milliards de dollars.

● Suppression de neuf cents emplois chez Continental Airlines. — Texas Air, le premier groupe mondial de transport aérien a annoncé qu'il envisageait de supprimer neuf cents emplois dans sa filiale, Continental Airlines. Par ailleurs, l'autre compagnie de Texas Air, Eastern Air, lignes devrait apprendre cette semaine si la justice autorise à procéder à une réduction de quatre mille emplois contestée par les syndicats. Les coupes claires sont destinées à enrayer l'hémorragie financière de Texas qui a perdu 845 millions de dollars (5,4 milliards de francs) sur les dix-huit derniers mois. Le plan implique la réduction de 20 % des mouvements à Denver, où Continental prévoit 180 vols par jour contre 236 antérieurement. Il envisage également des réductions plus faibles à Newark et Cleveland.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 17 août 1988, les assemblées des porteurs d'actions ordinaires et des propriétaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote des établissements Darty et Fils ont approuvé à l'unanimité, ou quasi-unanimité des voix, l'ensemble des résolutions présentées par le directoire.

Les principales résolutions concernaient :

1) La distribution du dividende de l'exercice 1987-1988, le 25 août 1988 ;
2) Le rachat des quatre premières catégories d'actions à dividende prioritaire à 300 F par titre, après paiement du dividende du 25 août ;
3) Le changement de date de clôture de l'exercice social au 31 août au lieu de fin février.

Au cours de ces assemblées, les informations suivantes ont été données :

● Six nouveaux magasins ont été ouverts depuis le début de l'exercice. Cinq autres le seront au cours des prochains mois ;
● Le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 16 % à fin juillet ;
● Le rachat des actions à dividende prioritaire constitue une bonne utilisation de la trésorerie de la société. Leur annulation permettra à la société de ne plus payer le dividende attaché à ces actions, ce qui compensera la réduction des produits financiers due à l'utilisation de la trésorerie pour ce rachat ;
● La modalité du rachat de certaines catégories d'actions à dividende prioritaire est la solution la plus intéressante pour la société ;
● Il n'est pas prévu à ce jour de convertir les actions à dividende prioritaire restantes en actions ordinaires ;
● Les options de souscription d'actions à dividende prioritaire attribuées mais non encore levées sont de 287 927.

Il est rappelé que la Financière Darty possède 95,2 % des actions ordinaires et 95 % des actions à dividende prioritaire sans droit de vote des établissements Darty et Fils.

Le délit d'initié un « fait culturel » au Japon

Le délit d'initié est un « fait culturel » au Japon, et l'avalanche actuelle de nouvelles lois ou règlements pour changer ce « mode de vie » est accueillie avec scepticisme par les professionnels étrangers de la place boursière.

« Travailler pratiquement et exclusivement sur la base d'informations privilégiées est une habitude culturelle profondément enracinée chez les courtiers japonais et les changements culturels sont longs à se manifester », estime le responsable d'une des principales banques européennes de la place.

L'ouverture progressive sur le monde extérieur et la présence de nouvelles de la Bourse de Tokyo, qui compte, à elle seule, pour plus de 40 % de la capitalisation boursière mondiale, ont placé sous la lumière des projecteurs les mœurs des professionnels du Kabuto Cho. L'information non publiée, le rumeur, sont le pain dont se nourrissent quotidiennement les courtiers du Kabuto Cho.

Les bons paravents de golf, les courtiers de sociétés, les relations d'université ou de travail : tels sont les véritables atouts d'un chef des ventes, confie un spécialiste, qui a travaillé longtemps pour une des « quatre grandes » (Nippon, Daiwa, Nihon, Yamachika). Il est d'ailleurs que la législation plus stricte, qui entrera en application le 1^{er} avril 1989, suffira à modifier ces comportements marqués. Le 23 août, Zenginkyo, l'Association des Régulateurs de la Bourse de Tokyo, qui adressera à ses membres un nouveau code de conduite destiné à prévenir les délits d'initié, demandera de séparer physiquement le personnel chargé des transactions boursières de celui des autres divisions, d'interdire à leurs cadres et employés de « boursicoter » sur la base d'informations non publiées. Le code défilait aussi dix catégories d'information susceptibles de donner lieu à délit d'initié.

Selon un banquier européen, ce nouveau code de conduite est superflu pour les banques étrangères de Tokyo, en tout cas américaines et européennes, dont les règles internes sont beaucoup plus sévères et qui restent sous la surveillance de leurs autorités de tutelles nationales.

BOURSE DE LILLE

Forte augmentation des transactions

La valeur globale des transactions à la Bourse de Lille, la deuxième place financière de province après celle de Lyon, s'est fortement accrue durant les sept premiers mois de l'année pour atteindre 1,52 milliard de francs (+ 54,3 %). En juillet, le volume de transactions (tous marchés confondus) avait atteint 1,08 milliard de francs, soit 27 % de plus qu'en juillet 1987, mais 73,5 % de moins que le mois précédent. Cette traditionnelle baisse d'activité de l'été est surtout due au recul du marché obligataire (- 78 % par rapport au mois de juin).

L'indice des cours cote officielle actions n'a pratiquement pas évolué en comparaison du mois précédent. L'indice des cours de la cote officielle, en revanche, a progressé de 2,1 %, portant sa progression à 25,8 % depuis le début de l'année. Parmi les plus fortes hausses : Fonderies franco-belges (+ 31,6 %), Comte (+ 29,9 %) et Boussac-Saint Frères (hors cote) (+ 17,3 %). Motexa-Dumont a enregistré la plus forte baisse (- 21,1 %) devant SIMNOR (- 14,7 %) et Veridole (- 11,3 %).

La valeur la plus active de la Bourse de Lille en juillet, comme depuis le début de l'année, Boussac-Saint Frères, avec 140 759 titres échangés, devant ANF (13 697). Sur le second marché, Dubois Investissement (18 075) devance Cédex (7 335).

FAITS ET RÉSULTATS

● Croisières : naissance d'un géant à Miami. — La compagnie américaine de croisières Carnival Cruise Lines va racheter la division croisières de la compagnie Gossard-Larsen (Grande-Bretagne) et ses participations dans les deux compagnies d'armateurs norvégiens, la Royal Caribbean Cruise Lines et l'Admiral Cruise Lines pour 260 millions de dollars. Fondée au début des années 70, Carnival Cruise Lines va devenir le leader des compagnies basées à Miami, qui organisent des croisières essentiellement dans les Caraïbes.

● Baisse du chiffre d'affaires semestriel de Financière Agache. — La société Financière Agache a enregistré une baisse de 28,5 % de son chiffre d'affaires au cours du premier semestre, à 4 073 milliards de francs, contre 5 697 milliards de francs pour la même période en 1987. Cette réduction du chiffre d'affaires est due à un changement de périmètre et notamment des cessions de Peandouca, Rialer, Gaillard et Bousquet.

● Spie-Batignolles reprend la station de ski Valmorel. — Le groupe français Spie-Batignolles doit acquérir, le 28 septembre prochain, la majorité des parts de la station de ski qui déclinait annuellement des investisseurs institutionnels français. Le Crédit agricole, déjà actionnaire, devrait augmenter sa participation au capital de la station. Enfin, la Caisse des dépôts prendrait en charge le secteur des remontées mécaniques. Les actionnaires actuels vendent 100 % de la SCI Immobilière, 90 % de la SCI Hélicoptères (trois hélicoptères) et 90 % des sociétés d'exploitation locale, d'exploitation du domaine skiable et de promotion immobilière.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

19 août 1988

Total actif	716 997
Or	213 194
Disponibilités à vue (à l'étranger)	106 151
ECU	56 924
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 568
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	74 054
Concours au Trésor public	36 890
Titres d'Etat (bons et obligations)	350
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	111 978
Effets privés	15 789
Effets en cours de recouvrement	716 997
Total passif	716 997
dont	
Billets en circulation	234 758
Comptes courants des établissements financiers et des sociétés de crédit	73 750
Compte courant du Trésor public	16 291
Rapports de liquidité	24 445
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contraintes des allocations de crédits de tranches spéciales	8 682
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	73 904
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	246 665

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	6,3/4 %
- Taux des prêts à 90 jours	7,80 %
- Taux d'escompte	9,50 %
- Taux des avances sur titres	10,50 %

TOKYO, 22 août ↓

Baisse

Dans un marché sans affaires et après une hausse initiale, la Bourse de Tokyo a baissé, lundi, sous le poids des prises de bénéfices. L'indice Nikkei a cédé 130,24 points, soit 0,46 %, à 28 079,18.

600 millions de titres ont été échangés, contre 1 milliard vendredi.

Le marché était ternes, car les investisseurs ne disposaient pas d'informations susceptibles de les inciter à investir, commentait un boursier. « Tout le monde a adopté l'attitude du wait and see », ajoutait-il.

Les titres des métaux non ferreux, des biens d'équipement et de certaines électroniques étaient en hausse. En revanche, les financiers ont cédé du terrain.

VALEURS	Cours du 19 août	Cours du 22 août
Aiel	800	610
Banque	1 300	1 320
Canon	1 550	1 600
Daikin	1 140	1 180
Honda Motor	2 280	2 300
Hitachi	2 810	2 820
Hitachi	2 810	2 820
Sony Corp	7 050	7 080
Toyota Motor	2 810	2 820

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	320	320	BE2	180	173
Amal & Associés	516	522	Int. Mail Service	340	340
Anglo	241	241	La Compagnie Electro.	270	282 50
B.A.C.	440	440	Le gél. l'ère de la mode	280	270
B. Dorey & Assoc.	370	380	Leas Investissement	253	253
B.I.C.M.	530	530	Locat	176	176
B.I.P.	540	540	Maria Invest	228	228
Bolton	380	378	Mediag. Média	130 50	130
Bolton Technologies	865	857	Mitrologia Insam.	403	410
Bolton	1050	1050	Mitrologia	123	123
Cibes de Lyon	1380	1380	M.J.M.M.	528	530
Cibes	740	735	Mitro	228 50	228
Coral Fin.	185	185	Norvelo-Vidéo	638	638
Cordif	853	853	Oliver-Loupier	180	180
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	288 40	288 40	Out. Gest. Fin.	314 80	305
C.A.T.C.	125 80	125	Peabody (C. I. & Fin.)	85 50	85 50
C.D.M.E.	322	325	Préfinco Assurance	414 70	398 10
C.E.S.I.O.	290	290	Publicat. Pigeot	425	425
C.E.S.P.	725	740	Real	790	790
C.E.S.P.	210	210	St-Gabriel Industrie	176	176
C.E.S.P. Communication	1440	1450	St-Henri Média	176	176
C.G.I. Informatique	720	720	S.C.G.P.M.	317	317
Clement d'Origny	625	625	Saga	371	371
C.M.I.M.	330 10	330 10	Sans-Mercis	588	575
Compas	280	280	S.E.P.	1380	1410
Conform	823	830	S.E.P.R.	1388	1388
Coral	410	413	S.M.T. Group	288 50	288 50
Dalco	184 80	184 80	Société	941	940
Deplacé	836	830	Soyes	280	280
Deplacé	836	830	TP 1	240	245
Dorville	801	803	Union	146	150
Dorville	1101	1095	Union Financ. de Fr.	380	380
Edison-Bell	108 20	114 50	Valeurs de France	325	315
Elysees Immobil.	24 70	24 40			
Financ.	280	280			
Géral	445	448			
Gey-Dupont	278	278			
L.C.C.	278	278			
IMA	211	210			
L.A.F.	129 90	130			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 19 août 1988

Nombre de contrats : 3 022.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	480	46	-	-	-
CGE	280	36	-	-	-
EDF-Agache	320	-	36	5,50	14
Leclerc-Capit	1 180	9,11	20,50	9	17
Michelin	280	54	-	55	94
Mil	1 250	15	-	18	-
Paribas	400	54	185	48	-
Peugeot	1 280	33	48	19	-
Saint-Gobain	400	18,50	37	-	-
Société Générale	400	19	6,60	13,30	-
Thomson-CSF	180	-	-	-	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 août 1988

Nombre de contrats : 31 973

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	
Dernier	103,85	101,70	100,70	
Précédent	102,95	101,55	100,50	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	1,12	1,08	0,05	—

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,4850 F ↑

Le dollar, en nette hausse lundi à Paris (s'échangeant à 6,4850 F, contre 6,4135 F à la clôture vendredi), est très demandé. A Francfort, il est repassé à 1,9100 DM. Dans la matinée, les banques centrales, actives à la fin de la semaine dernière, n'étaient pas encore intervenues.

FRANCOFORT 19 août 22 août
Dollar (en DM) .. 1,898 1,9100
TOKYO 19 août 22 août
Dollar (en yen) .. 133,50 133,50

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (22 août) : 73,87/105

New-York (19 août) : 841/845

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)

18 août 19 août

Valeurs françaises .. 122,8

Valeurs étrangères .. 113,7

(St-Gabriel, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC .. 351,2 351,1

(St-Gabriel, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 .. 1 303,88 1 308,21

NEW-YORK (indice Dow Jones)

18 août 19 août

Industrielles .. 2 027,83 2 105

LONDRES (indice Financial Times)

18 août 19 août

Industrielles .. 1 476,2 1 484,5

Mines d'or .. 187,8 193,3

Fonds d'Etat .. 57,78 57,96

TOKYO

19 août 22 août

Nikkei Dow Jones .. 28 079,18 28 079,18

Indice général .. 2 285,80 2 297,37

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-L.	6,4800	6,4830	- 60	- 45	- 130	- 100
Scm.	5,2726	5,2793	- 189	- 84	- 225	- 184
Yen (100)	4,0394	4,0453	+ 118	+ 148	+ 284	+ 242
DM	3,3882	3,3918	+ 64	+ 81	+ 119	+ 144
Flm.	3,0814	3,0843	+ 49	+ 68	+ 98	+ 118
FR (100)	16,1677	16,1832	+ 44	+ 114	+ 75	+ 287
PS	4,0263	4,0297	+ 149	+ 166	+ 254	+ 276
L (1 000)	4,5771	4,5824	- 123	- 90	- 265	- 222
E. (100)	16,9488	16,9563	- 354	- 309	- 698	- 622

BOURSE DU 19 AOUT

VALEURS										Réglement mensuel										VALEURS									
Coupon	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Coupon	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Coupon	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Coupon	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%						
3621	C.A.E. 3% ★	2011	3620	3620	+ 0.24																								
1102	B.A.P. P.T. ★	1080	1050	1080	+ 0.65																								
1081	C.F.P. P.T. ★	1081	1080	1088																									
1082	Châ. Lyon P.T. ★	1082	1082	1082																									
1083	Châ. Lyon P.T. ★	1083	1386	1382	- 0.59	315	Ormet ★	325	318	321.90	- 1.41	2230	Lazard D.P. ★	2260	2346	2380	+ 0.43	690	S.A.T. ★	698	671	667	- 0.30						
1084	Châ. Lyon P.T. ★	1084	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1085	Châ. Lyon P.T. ★	1085	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1086	Châ. Lyon P.T. ★	1086	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1087	Châ. Lyon P.T. ★	1087	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1088	Châ. Lyon P.T. ★	1088	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1089	Châ. Lyon P.T. ★	1089	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1090	Châ. Lyon P.T. ★	1090	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1091	Châ. Lyon P.T. ★	1091	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1092	Châ. Lyon P.T. ★	1092	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1093	Châ. Lyon P.T. ★	1093	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1094	Châ. Lyon P.T. ★	1094	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1095	Châ. Lyon P.T. ★	1095	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1096	Châ. Lyon P.T. ★	1096	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1097	Châ. Lyon P.T. ★	1097	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1098	Châ. Lyon P.T. ★	1098	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1099	Châ. Lyon P.T. ★	1099	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1100	Châ. Lyon P.T. ★	1100	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1101	Châ. Lyon P.T. ★	1101	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1102	Châ. Lyon P.T. ★	1102	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1103	Châ. Lyon P.T. ★	1103	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1104	Châ. Lyon P.T. ★	1104	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1105	Châ. Lyon P.T. ★	1105	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1106	Châ. Lyon P.T. ★	1106	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1107	Châ. Lyon P.T. ★	1107	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1108	Châ. Lyon P.T. ★	1108	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1109	Châ. Lyon P.T. ★	1109	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1110	Châ. Lyon P.T. ★	1110	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1111	Châ. Lyon P.T. ★	1111	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1112	Châ. Lyon P.T. ★	1112	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1113	Châ. Lyon P.T. ★	1113	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1114	Châ. Lyon P.T. ★	1114	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1115	Châ. Lyon P.T. ★	1115	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1116	Châ. Lyon P.T. ★	1116	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1117	Châ. Lyon P.T. ★	1117	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1118	Châ. Lyon P.T. ★	1118	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1119	Châ. Lyon P.T. ★	1119	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1120	Châ. Lyon P.T. ★	1120	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1121	Châ. Lyon P.T. ★	1121	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1122	Châ. Lyon P.T. ★	1122	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1123	Châ. Lyon P.T. ★	1123	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1124	Châ. Lyon P.T. ★	1124	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1125	Châ. Lyon P.T. ★	1125	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1126	Châ. Lyon P.T. ★	1126	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1127	Châ. Lyon P.T. ★	1127	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1128	Châ. Lyon P.T. ★	1128	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1129	Châ. Lyon P.T. ★	1129	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1130	Châ. Lyon P.T. ★	1130	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1131	Châ. Lyon P.T. ★	1131	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1132	Châ. Lyon P.T. ★	1132	1386	1382	- 0.59	2180	Parsons S.A. ★	2385	2410	2490	+ 4.40	800	Lamy-Somogy	800	808	808	+ 0.75	230	Stet.-Châ. Ind. ★	232.80	231	229.10	- 1.04						
1133	Châ																												

[illegible]

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 19/8	COURS DES BILLETS Achat et Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 19/8	
Etats-Unis (50)	6 425	6 438	6 170	Or fin (500 grammes)	98700	98800	
ECU	7 060	7 059		Or fin (100 grammes)	98800	98900	
Allemagne (100 DM)	339 890	339 020	328 600	Pfizer (100 grammes)	511	511	
Belgique (100 F)	18 165	18 173	18 400	Pfizer française (100 g)	380		
France (100 F)	303 250	303 300	298	Pfizer suisse (200 g)	548	547	
Payas (100 L)	98 950	98 960	94	Pfizer suisse (200 g)	508	508	
Maroc (100 M)	82 520	82 570	84	Souverain	844	848	
Grande-Bretagne (1 £)	10 802	10 824	10 600	Pfizer de Suisse	3300		
Grande-Bretagne (2 £)	4 200	4 223	3 900	Pfizer de 10 dollars	1886	1886	
Indes (1 000 roupies)	4 578	4 679	4 300	Pfizer de 5 dollars	870		
Indes (100 L)	409 580	408	361	Pfizer de 50 francs	3305	3325	
Indes (100 L)	98 890	98 900	95	Pfizer de 10 francs	828	830	
Autriche (100 sch)	48 180	48 190	46 760	Or Londres	430 20	430 20	
Argentine (100 pes)	5 172	5 172	4 900	Or Zurich	432	432	
Brésil (100 cru)	4 170	4 186	3 900	Or Hong Kong	430 05	431 85	
Canada (100 cts)	5 207	5 208	5 030	Argent Suisse			
Japan (100 yens)	4 827	4 812	4 670				

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

36-15 tapez LM

[M. Jean Daubigny, ancien élève de l'École nationale d'études politiques et de l'École nationale d'administration, où il a été successivement directeur externe, directeur du service des affaires extérieures, directeur adjoint, depuis 1956, du cabinet du préfet de police de Paris, qui vient de partir à la retraite, M. Jean Daubigny, M. Jean Daubigny avait consacré sa carrière professionnelle au Corps de l'École nationale d'administration, la région Corse, à Ajaccio, avant de venir occuper à Paris, en 1983, le poste de directeur adjoint du cabinet du préfet de police de l'époque, M. Guy Pongé.]

M. Frank Hébert; attaché de presse, M= Brigitte Fournier; conseillers techniques, M= Michèle Favreau-Bretell (relations avec le Parlement) et Josiane Cazabieh (action sociale), M. Thierry Dielou (réglementation, prestations familiales, fiscalité, revenu minimum).

[Née le 18 août 1947, M= Suzanne Silland, inspecteur hors classe à l'Inspection générale des affaires sociales, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégée de lettres classiques, a d'abord été professeur de lettres de 1967 à 1979, avant d'entrer à l'École nationale d'administration. Elle a ensuite été nommée inspecteur à l'Inspection générale des affaires sociales, de 1981 à 1988, et cette année, inspecteur hors classe.]

Le numéro de « Monde »
daté 21-22 août 1988
est tiré à 483 210 exemplaires

B C D E F G